

ÉTUDE
SUR LE
**Mouvement Patronal Catholique
Français**

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 10 décembre 1936, à 14 h.

PAR

Pierre HENRY

Président : M. Louis ROLLAND.

Suffragants }

MM. DEMOGUE,
ROUAST.

} *Professeurs*

LIBRAIRIE

DU

RECUEIL SIREY

(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, Rue Soufflot, PARIS (V°)

1936



Digitized by the Internet Archive
in 2026

**Étude sur le
mouvement patronal catholique
français**

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

ÉTUDE
SUR LE
**Mouvement Patronal Catholique
Français**

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 10 décembre 1936, à 14 h.

PAR

Pierre HENRY

Président : M. Louis ROLLAND.

Suffragants }

MM. DEMOGUE,
ROUAST.

} *Professeurs*

LIBRAIRIE

DU

RECUEIL SIREY

(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, Rue Soufflot, PARIS (V°)

1936



INTRODUCTION

Cet ouvrage se propose de dépeindre d'une manière objective les activités, trop peu connues encore, d'une organisation professionnelle en plein essor bien que n'ayant peut-être pas encore atteint le stade d'un épanouissement complet de son activité. Longtemps nous avons songé à présenter une étude internationale. Ce n'est pas en France seulement mais dans plusieurs autres pays que les patrons catholiques se sont groupés. A la réflexion, il nous a paru toutefois qu'une telle présentation offrirait plus d'inconvénients que d'avantages. Quelques explications sont nécessaires à ce sujet. Elles serviront en même temps d'éclaircissements sur l'ensemble de la question que nous nous proposons de traiter.

Toutes les associations de patrons catholiques ont à leur base la doctrine sociale de l'Eglise, telle qu'elle découle de ses enseignements et en particulier des Encycliques *Rerum Novarum* et *Quadragesimo Anno*. Toutes ont eu des précurseurs qui ont, par le rayonnement de leurs idées, par l'exemple qu'ils ont donné, créé le mouvement d'opinion mondiale qui en appela au Souverain Pontife. « Alors — dira Pie XI, rappelant la promulgation de *Rerum Novarum* — le 15 mai 1891 retentit la voix si longtemps attendue, voix que ni les difficultés n'avaient effrayée, ni l'âge affaiblie, mais qui, avec une vigoureuse

hardiesse, orientait sur le terrain social l'humanité dans les voies nouvelles ».

En France, comme dans les autres pays où des organisations catholiques du patronat ont vu le jour et prospéré, la doctrine sociale de l'Eglise a été non seulement respectée mais suivie pas à pas. Décrire la « Confédération française des professions », sa situation vis-à-vis des groupements patronaux non confessionnels, ses méthodes de collaboration avec les syndicats ouvriers, son attitude à l'égard de l'organisation corporative professionnelle à représentation patronale et ouvrière, aboutissement des principes de collaboration, c'est, à quelques variantes près, donner la structure et le fonctionnement de l'ensemble du patronat catholique organisé. Une étude internationale aurait donc entraîné un grand nombre de redites, sans apporter beaucoup de matériaux nouveaux. Nous nous bornerons à donner quelques brèves indications sur les associations similaires de Belgique, d'Espagne et des Pays-Bas, quand il sera parlé des efforts, couronnés de succès, de l'organisation française pour établir des contacts permanents avec elles.

Des considérations qui précèdent découle la distribution de l'ouvrage : la base doctrinale ; les précurseurs et, au premier rang d'entre eux, Léon Harmel, le « Bon père », l'apôtre du mouvement professionnel catholique. Puis viendra la description de l'organisation centrale des patrons catholiques français, son organisation intérieure, son action nationale et internationale, sa situation à l'égard du patronat en général, enfin son attitude devant le problème d'actualité : l'organisation corporative, ou mieux corporatiste suivant une terminologie qui tend à s'établir.

Avant de prendre ces questions dans leur ordre, nous désirons témoigner à M. Zamanski, président de la Confédération française des professions et à M. Fourmond, secrétaire général, notre vive reconnaissance pour les indications précieuses qu'ils nous ont données.

Première Partie

La base doctrinale

La base doctrinale

Ce qu'il importe de connaître de la doctrine sociale de l'Eglise pour comprendre l'action professionnelle catholique est contenu dans le texte fondamental : *Rerum Novarum*, la grande Encyclique rendue par Léon XIII en 1891 et dans son complément donné par Pie XI, à l'aide d'une Encyclique plus récente : *Quadragesimo Anno* qui, comme son nom l'indique, marque le quarantième anniversaire de *Rerum Novarum*¹. D'une lecture facile même sans les nombreux commentaires qui en ont été donnés, ces Encycliques contiennent l'essentiel de ce qu'il faut savoir pour situer les organisations professionnelles dans le cadre des réformes que les dirigeants successifs de l'Eglise catholique ont préconisées, en vue de jeter les bases d'une paix sociale fondée sur les principes de justice et de charité qui sont les siens. Remonter très haut dans l'histoire, donner les premiers enseignements de l'Eglise, s'appesantir sur l'œuvre si puissante, si riche en prévisions d'avenir de Saint Thomas d'Aquin, offrirait un vif intérêt mais risquerait de donner à la recherche des fondements de l'action catholique professionnelle une ampleur démesurée. Nous croyons donc mieux servir

1. L'Encyclique *Rerum Novarum* dite « De la condition des ouvriers » a été promulguée par Léon XIII le 15 mai 1891. L'Encyclique *Quadragesimo Anno*, sur la restauration de l'ordre social, a été promulguée par Pie XI le 15 mai 1931.

le but que nous poursuivons en nous contentant de brefs rappels et en nous attachant d'aussi près que possible aux deux grandes Encycliques que nous avons mentionnées¹.

Comme seul texte complémentaire, nous aurons recours à l'Encyclique sur la constitution chrétienne des Etats (*Immortale Dei*), donnée par Léon XIII également, en 1885, soit quelques années seulement avant *Rerum Novarum*.

1. Nous donnerons toutefois dans la III^e partie : « La confédération française des professions » un résumé de la lettre de la Sacrée Congrégation du Concile à Mgr. Liénart (1929) et de la déclaration des Cardinaux et Evêques de France (1934).

CHAPITRE PREMIER

SOCIÉTÉ CIVILE ET SOCIÉTÉ RELIGIEUSE

La doctrine sociale de l'Eglise repose tout d'abord sur la reconnaissance d'une société civile distincte de la société religieuse mais qui, de droit naturel, doit s'harmoniser avec elle. C'est à ce problème fondamental qu'est consacrée dans sa majeure partie l'Encyclique *Immortale Dei*. Elle adopte la forme suivante de raisonnement :

L'homme est fait pour vivre en société. Isolé de ses semblables, il ne peut se procurer ce qui lui est nécessaire et utile à la conservation de la vie, ni acquérir le parfait développement de l'esprit et du cœur. Fait pour vivre avec ses semblables, en famille et en société, il ne saurait trouver en dehors d'elles tout ce que réclame la perfection de la vie présente.

Aucune société ne saurait subsister sans une autorité suprême, qui inspire efficacement à chacun de ses membres une même impulsion vers un but commun. Les hommes constitués en société civile doivent donc reconnaître une autorité supérieure qui, comme la société elle-même, procède de la nature, donc de Dieu lui-même. Du reste, le droit de commander n'est, par lui-même, lié nécessairement à aucune forme politique. Il peut légitimement

revêtir telle forme ou telle autre, pourvu qu'elle soit vraiment propre à procurer le bien commun¹.

Quelle que soit la forme du gouvernement, les chefs d'Etat doivent avoir les yeux fixés sur Dieu « souverain Maître du Monde » et dans l'accomplissement de leur mandat le prendre pour modèle et pour règle. Les chefs de la société civile ne sont que les dépositaires à l'égard du genre humain du pouvoir divin. Pour accomplir leur mandat, ils doivent s'inspirer des principes divins de justice et de bonté. Jamais, sous aucun prétexte, le pouvoir civil ne doit favoriser les intérêts d'un seul ou de quelques uns, puisqu'il a été établi pour le bien de tous. Si les chefs d'Etat se laissent entraîner à une administration injuste, s'ils pèchent par abus du pouvoir ou par orgueil, s'ils servent mal les intérêts du peuple, un jour ils en rendront compte à Dieu et ce compte sera d'autant plus sévère qu'ils auront occupé un rang plus élevé. « Les puissants seront puissamment tourmentés ». Exercé dans ces conditions, le pouvoir civil obtiendra certainement, de la part des citoyens, un respect digne et spontané. Lui refuser alors l'obéissance, soulever par la force du nombre une sédition contre lui, est un crime de lèse-majesté, non seulement humaine mais divine.

Distincte et différente de la société civile est l'Eglise. En raison de la fin qui lui est assignée et des moyens par lesquels elle y tend, elle est une société surnaturelle et spirituelle. Elle est une société complète parce qu'elle a, en elle-même et par sa constitution propre, tout ce qui est nécessaire à sa conservation et à son action. Comme la

1. Ce qui est de droit divin c'est l'autorité et cela seulement. L'autorité qui préside à une démocratie, si elle est légitime, est de droit divin comme l'autorité royale. Voir l'*Encyclique Immortale Dei* par l'Abbé P. Tiberghien, éditions Spes, Paris, p. 7.

fin à laquelle tend l'Eglise est de beaucoup la plus noble de toutes, son pouvoir doit l'emporter sur tous les autres. Il ne peut, par conséquent, ni être réputé inférieur au pouvoir civil ni lui être assujetti en rien. C'est à l'Eglise et non à l'Etat qu'il appartient de juger et de décider toutes les questions qui se rattachent à la religion, d'enseigner toutes les nations dans la foi, de gérer comme elle le juge expédient, librement et sans entraves, les intérêts du christianisme. Cette autorité, entière et tout à fait indépendante, a été reconnue en principe et en fait par les chefs d'Etat. En négociant et en traitant avec elle, en lui envoyant des ambassadeurs et en recevant les siens, en échangeant avec elle toutes sortes d'autres bons offices, ils ont constamment agi avec l'Eglise comme avec une puissance véritablement souveraine, cette puissance revêtant d'ailleurs un caractère temporel, ce qui est une des meilleures sauvegardes de son indépendance¹.

Entre ces deux puissances : puissance ecclésiastique et puissance civile, l'une préposée aux choses divines, l'autre aux choses humaines, chacune d'elles étant dans son genre supérieure à toute autre, chacune ayant sa sphère propre dans laquelle elle se meut et exerce de plein droit son action, une union pleine d'harmonie doit exister, comparable à celle qui existe dans l'homme entre l'âme et le corps.

Nous voyons donc s'établir la base de l'action sociale de l'Eglise. Le respect par elle de l'autorité civile n'implique nullement qu'une collaboration sincère et loyale

1. Sur les développements récents de la politique des accords avec le Vatican, voir l'article « Les concordats de Pie XI » par Françoise Dissard, paru dans le numéro d'octobre-décembre 1935 de la *Revue des Sciences Politiques*.

n'ait pas à s'établir entre les deux pouvoirs dans tous les domaines où l'Eglise se reconnaît un devoir d'intervenir. Ce devoir est moral. Il consiste essentiellement dans la sauvegarde de la personnalité humaine. C'est la clé qui nous permettra de comprendre l'attitude de l'Eglise devant le problème de la propriété, comme devant celui du rôle de l'Etat et des organisations professionnelles en matière économique et sociale.

CHAPITRE II

L'ÉGLISE DEVANT LE PROBLÈME DE LA PROPRIÉTÉ

Le droit de propriété domine tout le problème social. En effet, suivant la manière dont on le considère, il en découle une organisation différente des rapports économiques et sociaux. Aussi est-il placé en tête de l'Encyclique *Rerum Novarum* qui rappelle les principes fondamentaux professés au XIII^e siècle par le plus grand théologien de l'Eglise : Saint Thomas d'Aquin ¹.

Le droit de propriété est pour l'homme de droit naturel, tout comme l'est le principe d'autorité. Mais alors que pour ce dernier nous voyons de nombreux exemples de son caractère impératif dans tout le règne animal, une très grande différence existe sous le rapport de la propriété entre l'homme et les animaux dénués de raison. Ceux-ci ne se gouvernent pas eux-mêmes. Ils sont gouvernés par la nature, à l'aide d'un double instinct : celui qui tient leur activité constamment en éveil et en développe les forces, et celui qui provoque et circonscrit à la fois

1. Saint Thomas d'Aquin, surnommé le « Docteur angélique », vécut de 1226 à 1274. Il est l'auteur de nombreux ouvrages, dont la *Somme contre les Gentils* et la *Somme théologique*. Il enseigna longtemps la théologie à Paris.

chacun de leurs mouvements. Leur instinct les porte à la fois à la défense de leur vie propre et à la propagation de l'espèce. Ce résultat est obtenu par l'usage des choses présentes et mises à leur portée. Ils sont incapables d'aller au delà n'étant mus que par leurs sens et par chaque objet particulier que les sens perçoivent.

Chez l'homme au contraire réside en sa perfection toute la vertu de la nature sensitive. Ce qui est essentiel en lui et qui le distingue de la bête est la raison ou l'intelligence et, en vertu de cette prérogative, il faut lui reconnaître non seulement la faculté générale d'user des choses extérieures mais le droit stable et perpétuel de les posséder, tant celles qui se consomment par l'usage que celles qui demeurent après lui avoir servi. Par son intelligence, l'homme embrasse une infinité d'objets. Aux choses présentes, il rattache les choses futures. D'ailleurs sous le gouvernement universel de Dieu, il est à lui-même et sa loi et sa providence. C'est pourquoi il a le droit de choisir les choses qu'il estime les plus aptes à pourvoir au présent comme à un avenir plus ou moins rapproché. D'où il suit qu'il doit avoir sous sa domination non seulement les produits de la terre mais la terre elle-même, pourvoyeuse de l'avenir. Les nécessités de l'homme, satisfaites le jour même, renaissent le lendemain avec de nouvelles exigences. Pour qu'il puisse y faire droit en tout temps, la nature met à sa disposition un élément stable et permanent, capable de lui en fournir perpétuellement les moyens. Or, cet élément ne peut être que la terre avec ses ressources toujours fécondes¹. L'ordre établi par Dieu veut de même que les animaux soient soumis à l'homme.

1. L'argumentation de Léon XIII se limite aux ressources naturelles mais elle s'étend, par une déduction logique, aux biens immobiliers et mobiliers créés par l'homme à l'aide de ces ressources.

Le droit de propriété doit-il être exercé en commun par les hommes ou à titre individuel ? C'est ici seulement que la théorie de l'Eglise se sépare du collectivisme. Jusque là, en effet, elle n'est que la justification de l'occupation de la terre par l'homme, par priorité sur le monde animal. La terre — continue Léon XIII — a été donnée par Dieu en jouissance au genre humain tout entier, mais elle n'a pas été livrée aux hommes pour qu'ils la dominent confusément tous ensemble. « Dieu a abandonné la délimitation des propriétés à l'industrie humaine et aux institutions des peuples ». Peut-être, avait dit précédemment Saint Thomas d'Aquin, dans l'état d'innocence n'y aurait-il pas eu de propriété privée. Celle-ci est devenue une nécessité du fait d'une nature humaine affaiblie par le péché originel. Tout en ne contestant à personne le droit de vivre en commun, l'Eglise estime donc que ce qui est possible à ceux qui dans les communautés religieuses suivent les conseils évangéliques, n'est guère praticable dans l'état actuel de la nature humaine par la majorité des hommes. Il en résulte que c'est parce que la structure mentale de l'homme, viciée par l'égoïsme, ne se prête pas facilement à l'exploitation collective, que l'Eglise défend tout d'abord la thèse de la propriété individuelle¹. Et cette préoccupation rejoint aussitôt celle du respect de la personnalité humaine, sur laquelle nous ne saurions trop insister. L'Eglise n'a pas l'assurance que sous un régime de propriété collective l'homme soit appelé à avoir une indépendance matérielle et spirituelle qui lui permette de conserver pleinement sa personnalité morale. Or, sans celle-ci, quelle garantie peut être donnée à

1. *La doctrine sociale de l'Eglise*, par G.C. Rutten, O.P. Les éditions du Cerf, Paris, p. 99.

l'Eglise que ses enseignements pénétreront les couches profondes de la population ? Nous retrouvons, mais sur un autre plan, le problème de la société civile et de la société religieuse traité au chapitre précédent. Ajoutons à cela que l'Eglise, sous un régime de propriété collective, n'a pas non plus l'assurance que la société domestique soit respectée. Et la société domestique, réelle et antérieure à la société civile, a des droits et des devoirs qui lui sont propres. La propriété collective peut amener à rompre les liens de la famille, en enlevant aux parents le soin d'élever leurs enfants, en leur retirant en particulier le droit d'inculquer à leurs enfants les principes religieux et moraux qui leur ont été transmis par les générations précédentes. Nous constaterons plus loin que l'Eglise voit également, non plus seulement dans le maintien mais dans l'extension de la propriété individuelle, la possibilité d'une structure nouvelle de la société par l'émancipation du salariat, créé par la grande industrie moderne. Grâce à cette émancipation, la paix sociale serait mieux assurée. Ainsi seraient justifiées les prévisions de Saint Thomas d'Aquin qui plaçait la paix sociale au nombre des avantages de la propriété individuelle, ceux-ci étant en outre le travail mieux exécuté quand l'homme sait qu'il en recueillera les fruits, et la meilleure administration d'un bien, quand on évite la multiplicité des autorités, l'éparpillement des responsabilités et les conflits d'attribution.

Quels sont les titres à l'acquisition de la propriété ? Les Encycliques ne citent que les principaux. L'occupation d'un bien sans maître ne comporte pour elles aucune injustice. Puis vient le travail que l'homme exécute en son propre nom et par lequel il confère à un objet une

forme nouvelle ou un accroissement de valeur. Cette définition, donnée par Pie XI dans *Quadragesimo Anno*, met fin à une interprétation erronée issue d'un passage de *Rerum Novarum*. « Il est juste, disait Léon XIII, que le fruit du travail soit au travailleur ». Cette phrase venait à la suite d'un développement sur le droit de celui qui avait défriché une terre inculte à la propriété du fruit de son labeur. Mais il en va tout autrement quand le fruit est le résultat de l'action combinée du sol, du travail et du capital, lui-même issu de la prévoyance humaine, accumulant certains fruits du travail en vue d'une production future, au lieu d'en faire une consommation immédiate. L'Eglise reconnaît donc seulement le droit complet de propriété au travail exécuté par l'homme pour lui-même et non pour le compte d'autrui, respectant ainsi la classification de l'économie capitaliste.

Ce droit de propriété, issu soit de l'occupation du bien sans maître soit du travail, ne doit supporter aucune servitude majeure. Il peut faire l'objet de cession, d'échange ou de don, mais de préférence il doit être transmis par voie d'héritage. « Nul doute, dit *Rerum Novarum*, que dans le choix d'un genre de vie il ne soit loisible à chacun ou de suivre le conseil de Jésus-Christ sur la virginité ou de contracter un lien conjugal. Aucune loi humaine ne saurait enlever d'aucune façon le droit naturel et primordial de tout homme au mariage, ni circonscrire la fin principale pour laquelle il a été établi par Dieu dès l'origine ». Or, avons-nous vu, la société domestique a certains droits et devoirs qui lui sont propres. La nature impose au chef de famille le devoir sacré de nourrir et d'entretenir ses enfants. Comme ceux-ci reflètent la physionomie de leurs parents et sont une

sorte de prolongement de leur personne, la nature inspire au chef de famille l'idée de se préoccuper de leur avenir et de leur créer un patrimoine qui les aide à se défendre contre toutes les surprises de la mauvaise fortune. Pour ce faire, il dispose de droits au moins égaux à ceux de la société civile, car la société domestique a sur cette dernière une priorité logique et une priorité réelle, auxquelles participent nécessairement ses droits et ses devoirs. Vouloir substituer à la providence paternelle la providence de l'Etat serait aller donc contre la justice naturelle.

Ayant traité de la justification de la propriété individuelle, de ses modes d'accession et de translation, l'Eglise examine ensuite les limitations à appotrer à l'exercice de ce droit.

Au principe fondamental de l'inviolabilité de la propriété individuelle, qui découle de la justification qui lui a été donnée, la doctrine chrétienne ajoute le correctif du droit à l'existence. En cas d'extrême nécessité, l'homme peut légitimement, plutôt que de se laisser mourir de faim, s'approprier quelque chose de la surabondance d'autrui. Le simple bon sens veut que ceci ne soit pas interprété d'une manière extensive. Dans une société organisée, comme il en est dans les pays arrivés à un certain degré de civilisation, la bienfaisance publique et privée ou le jeu des institutions d'assurance et de prévoyance sociales veille à ce qu'aucun homme ne se trouve dans un état de dénuement tel qu'il ne lui reste plus comme ressources que de s'approprier le bien d'autrui.

Une autre limitation provient du droit qu'a l'Etat

— et que l'Eglise ne lui conteste pas — de priver un homme de sa propriété si l'intérêt général l'exige et moyennant une juste indemnisation. « Pas plus qu'aucune autre institution de la vie sociale, le régime de la propriété n'est absolument immuable », lit-on dans *Quadragesimo Anno*, qui s'oppose par contre à ce que ces transformations soient opérées d'une manière arbitraire, directement ou sous la forme d'un épuisement de la propriété privée par un excès de charges et d'impôts. « Ce n'est pas des lois humaines, disait Léon XIII, mais de la nature qu'émane le droit de propriété individuelle¹. L'autorité publique ne peut donc l'abolir. Tout ce qu'elle peut, c'est en tempérer l'usage et le concilier avec le bien commun ».

Poussant plus loin l'idée de l'usage tempéré et concilié avec le bien commun, Pie XI reconnaît qu'il y a « certaines catégories de biens pour lesquels on peut soutenir avec raison qu'ils doivent être réservés à la collectivité, lorsqu'ils en viennent à conférer une puissance économique telle qu'elle ne peut, sans danger pour le bien public, être laissée entre les mains des personnes privées »². Cette idée rejoint à son tour celle du caractère à la fois

1. Rappelant les commentaires de Saint Thomas d'Aquin, résumés au début de ce chapitre, il semble qu'il y ait lieu d'interpréter cette définition moins comme une institution par la nature que comme une acceptation par elle d'un système qui n'aurait pas été nécessaire si les hommes étaient restés dans l'état de perfection.

2. *Quadragesimo Anno* n'indique ni de quelles catégories de biens il s'agit, ni de quelle nature serait le pouvoir que prerdrait la collectivité sur eux, ni les modes envisagés de transfert, total ou partiel, du droit de propriété. Cette formule est donc susceptible d'interprétation plus ou moins extensive. Il est permis de penser que la doctrine sociale de l'Eglise s'accommoderait de la mise à la disposition de la collectivité des grands moyens de production, de transport et de crédit, et à plus forte raison d'un simple contrôle exercé sur eux. Elle y verrait, sous réserve que cette collectivité s'inspire des principes sociaux de l'Eglise, la possibilité pour la personnalité humaine de mieux se dégager que sous l'emprise dont parle Pie XI, dans la mesure où cette emprise existe ou peut exister un jour.

individuel et social du droit de propriété. « Les hommes, dit Pie XI, ont reçu le droit de propriété privée, tout à la fois pour que chacun puisse pourvoir à sa subsistance et à celle des siens et pour que, grâce à cette institution, les biens mis par le Créateur à la disposition de l'humanité remplissent effectivement leur destination ... ». Rappelant après Léon XIII la distinction entre la juste possession des richesses et leur usage légitime, il établit que l'homme n'est pas autorisé à disposer au gré de son caprice de ses revenus disponibles, c'est-à-dire des revenus qui ne sont pas indispensables à l'entretien d'une existence convenable et digne de son rang. Il doit les administrer pour la commune utilité de tous, pratiquer l'aumône, exercer la bienfaisance et la magnificence. *Quadragesimo Anno* indique d'ailleurs que la magnificence doit être conciliée avec le progrès industriel : « Nous déduisons sans peine que celui qui consacre les ressources plus larges dont il dispose à développer une industrie, source abondante de travail rémunérateur, pourvu toutefois que ce travail soit employé à produire des biens réellement utiles, pratique d'une manière remarquable et particulièrement appropriée aux besoins de notre temps l'exercice de la vertu de magnificence ».

La théorie de l'administration des biens pour l'utilité commune, gestion pour le compte d'autrui, inspire toute la doctrine de l'Eglise en matière de salaire. Nous en ferons l'examen avec ses conséquences sur l'accession du prolétariat à la propriété privée, un des grands remèdes que l'Eglise voit au malaise social des temps présents.

L'Eglise ne reconnaît pas au salariat un caractère inéluctable. Dans sa justification de la propriété individuelle, Léon XIII se base surtout sur la loi de l'échange. La

terre n'est pas partagée et ne peut l'être de telle manière que chacun puisse pourvoir à ses besoins, dans le cadre familial, sans avoir besoin du concours de ses semblables, ceci justifiant la juxtaposition de la société civile à la société domestique. Dès que les moyens de production sont sortis de leur état rudimentaire, la nécessité des échanges s'est fait sentir. Très rapidement, la séparation s'est faite entre ceux qui exploitaient la terre et le monde animal et ceux qui, en transformant leurs produits, concouraient au bien-être des exploitants, recevant en échange la nourriture qui leur était nécessaire. « Au reste, dit un passage de *Rerum Novarum*, quoique divisée en propriétés privées, la terre ne laisse pas de servir à la commune utilité de tous, attendu qu'il n'est personne parmi les mortels qui ne se nourrisse du produit des champs. Qui en manque y supplée par le travail, de telle sorte que l'on peut affirmer, en toute vérité, que le travail est le moyen universel de pourvoir aux besoins de la vie, soit qu'on l'exerce dans un fonds propre ou dans quelque art lucratif dont la rémunération ne se tire que des produits multiples de la terre en lesquels elle est convertissable ».

Le salariat naît quand la société domestique fait appel à d'autres forces que les siennes. Certains, soit que leurs forces physiques soient moins grandes, soit qu'ils possèdent à un moindre degré les qualités d'intelligence et le sens d'organisation qui sont le propre de l'homme, doivent accepter de travailler pour autrui. Mais il doit y avoir, souligne la doctrine sociale chrétienne, moins subordination qu'association. Ceci est vrai dès que le capital se constitue, même sous la forme la plus élémentaire.

Partant du principe de l'association, quelle sera l'attitude de l'Eglise à l'égard du salaire, fraction du

gain que le propriétaire du sol ou d'une manière générale des moyens de production doit reconnaître à celui qui a contribué à le réaliser sous son autorité ? Ici intervient la doctrine de la personnalité et de la nécessité du travail. Celui-ci a reçu de la nature une double empreinte. Il est personnel parce que la force active est inhérente à la personne et qu'elle est la propriété de celui qui l'exerce et l'a reçue pour son utilité. Si l'on n'envisage le travail que sous cet angle, nul doute qu'il ne soit au pouvoir de l'homme de restreindre à son gré le taux du salaire qu'il reçoit. La même volonté qui donne la puissance du travail peut se contenter d'une faible rémunération ou n'en exiger aucune. Mais le travail est aussi nécessaire. Conserver l'existence est un devoir imposé à tous les hommes et auquel ils ne peuvent se soustraire sans crime contre la nature. De ce devoir découle le droit de se procurer les choses nécessaires à la subsistance et que le non possédant ne peut obtenir qu'à l'aide du travail qu'il fournit pour autrui. Au-dessus de la libre volonté des hommes, il y a donc une loi de justice naturelle plus élevée et plus ancienne : celle qui veut que le salaire ne soit pas insuffisant à assurer une existence digne, tout en étant sobre et honnête. « Que si, dit en terminant sur ce point *Rerum Novarum*, le salarié contraint par la nécessité ou poussé par la crainte d'un mal plus grand, accepte des conditions qui ne lui permettent pas de mener une existence conforme aux principes de l'Eglise, il y a une violence contre laquelle la justice et l'équité protestent ».

Pie XI précise cette doctrine. Rappelant les paroles de son prédécesseur sur le travail, moyen universel de pourvoir aux besoins de la vie, il s'étend aux rapports

entre le salarié et celui qui l'emploie la notion d'échange de services entre agriculteurs et artisans — ces mots étant eux-mêmes compris dans un sens plus large, de manière à englober toutes les formes ou phases de la production. Ce n'est pas n'importe quel partage des biens et des richesses qui réalisera l'exécution du plan divin, dans la mesure où le permettent les conditions humaines. La répartition doit respecter le bien commun de la société tout entière. « La justice sociale ne tolère pas qu'une classe empêche l'autre de participer à ces avantages. Elles pèchent donc toutes deux également contre cette sainte loi — et la classe des riches, quand, dégoûtée par sa fortune de toute sollicitude, elle estime parfaitement régulier et naturel un état de choses qui lui procure tous les avantages sans rien laisser à l'ouvrier — et la classe des prolétaires, quand, exaspérée par une situation qui blesse la justice, et trop exclusivement soucieuse de revendiquer les droits dont elle a pris conscience, elle réclame pour soi la totalité du produit qu'elle déclare sorti tout entier de ses mains, quand elle prétend condamner, abolir, sans autre motif que leur nature même, toute propriété et tout revenu qui ne sont pas le fruit du travail, quelles que soient par ailleurs leur nature et la fonction qu'ils remplissent dans la société humaine ».

Comment doit s'établir le juste salaire ? Il doit tout d'abord permettre au salarié de pourvoir à sa subsistance et à celle des siens. Sans doute, les membres de la famille ont-ils le devoir de contribuer par leur travail au revenu commun. Mais il n'est aucunement permis d'abuser de l'âge des enfants ou de la faiblesse des femmes et il appartient à celles-ci, surtout quand elles sont mères de famille,

de s'occuper principalement des soins du ménage et de l'éducation des enfants. Le salaire du père de famille doit donc tendre à être suffisant pour lui permettre de faire face seul aux besoins de la famille. A cet égard, l'Eglise approuve les initiatives prises pour proportionner la rémunération aux charges familiales, soit pour pourvoir, le cas échéant, à des nécessités extraordinaires.

Cette revendication sociale de l'Eglise est pleinement éclairée quand on a présente devant les yeux sa préoccupation dominante en matière sociale : permettre à l'homme de garder intacte sa personnalité morale ou de la recouvrer s'il l'a perdue. C'est dans la mesure où le salarié reçoit une rémunération telle qu'il puisse mener, dans la sobriété et l'honnêteté, une existence pleinement humaine que cette condition sera remplie. De plus, s'il est harcelé par le souci d'avoir à assurer l'existence des siens avec des moyens insuffisants, s'il est hanté par la perspective de la maladie s'abattant sur son foyer sans la possibilité de lui faire face, il ne pourra avoir un état d'âme susceptible de recevoir ou de conserver les enseignements religieux. S'il est prêt, dans un esprit de renoncement à accepter la pauvreté, en se souvenant des enseignements du Christ, il sera par contre, si de la pauvreté il glisse à la misère, une proie facile pour ceux qui l'inciteront à s'éloigner de l'Eglise.

Les Encycliques sont tellement pénétrées de ce principe qu'elles vont plus loin encore dans la théorie du juste salaire. Celui-ci ne doit pas seulement permettre de faire face aux besoins immédiats de l'existence, mais donner la latitude de constituer un modeste patrimoine.

Léon XIII y voyait déjà, à une époque où les troubles sociaux n'avaient pourtant pas encore le caractère de

violence qu'ils devaient prendre dans les années qui suivirent la publication de *Rerum Novarum*, un facteur de paix sociale appelé à dominer tous les autres. Après avoir constaté la division du corps social en deux classes séparées par un abîme : une toute puissante dans l'opulence, maîtresse absolue de l'industrie et du commerce, détournant le cours des richesses et en faisant affluer sur elle toutes les sources, tenant d'ailleurs en mains plus d'un ressort de l'administration publique ; l'autre, la multitude, l'âme ulcérée, toujours prête au désordre, il suggère que l'on stimule l'industrielle activité du peuple par la perspective d'une participation à la propriété du sol. « Ainsi, ajoute-t-il, l'on verra se combler peu à peu l'abîme qui sépare l'opulence de la misère et s'opérer le rapprochement des deux classes ».

Mais ces revendications du juste salaire ne doivent pas être faites sans discernement. « Il faut tenir compte, dit Pie XI, des besoins de l'entreprise et de ceux qui l'assument. Il serait injuste d'exiger d'eux des salaires exagérés, qu'ils ne sauraient supporter sans courir à la ruine et entraîner les travailleurs avec eux dans le désastre ».

Il faudra tenir compte également, dans la fixation des salaires, des nécessités de l'économie générale. *Quadragesimo Anno* nous enseigne encore que le taux des salaires peut multiplier les occasions du travail tant qu'il reste contenu dans les limites raisonnables mais qu'il est susceptible de les diminuer dès qu'il s'en écarte : « A comprimer ou hausser indûment les salaires, dans des vues d'intérêt personnel qui ne tiendraient nul compte de ce que réclame le bien général, on s'écarterait assurément de la justice sociale. Celle-ci demande au contraire que tous les efforts et toutes les volontés conspirent à réaliser, autant qu'il

peut se faire, une politique des salaires qui offre au plus grand nombre possible de travailleurs le moyen de louer leurs services et de se procurer ainsi les éléments d'une honnête subsistance ».

Enfin, l'Eglise recommande que, dans tous les cas où l'expérience peut être tentée avec des chances de succès, le contrat de travail comprenne des éléments empruntés au contrat de société. Pie XI souligne que les essais qui en ont été faits se sont révélés « d'un profit sensible pour les travailleurs et pour les possesseurs de capital. Ainsi les ouvriers et employés ont été appelés à participer en quelque manière à la prospérité de l'entreprise, à sa gestion ou aux profits qu'elle apporte ».

Nous en avons terminé avec l'examen des traits essentiels de la doctrine de l'Eglise en matière du droit de propriété. Successivement, nous avons dégagé la notion de la possession des biens terrestres par l'homme, de la préférence donnée par l'Eglise à la propriété individuelle et des limitations que les principes de justice sociale imposent à ceux que la Providence a appelés à exercer ce droit. Il nous reste à étudier le rôle que l'Eglise reconnaît respectivement à l'Etat et aux organisations professionnelles dans la solution des problèmes que pose le droit de propriété individuelle.

CHAPITRE III

LE ROLE DE L'ETAT

Même dans les limites où il vient d'être circonscrit, le droit de propriété privée peut conduire à des oppositions d'intérêts. Pour lutter contre elles, l'Eglise assigne ou conseille à chacun le rôle qu'il doit jouer. Tous ceux que la question regarde, dit *Rerum Novarum* en abordant le chapitre « L'Etat » doivent viser au même but, chacun dans sa sphère.

Léon XIII rappelle la définition de l'Etat, déjà donnée par lui dans *Immortale Dei*. Par Etat, il entend non pas tel gouvernement établi chez tel peuple en particulier, mais tout gouvernement qui répond aux préceptes de la raison naturelle et des enseignements divins. « Ceci ne veut pas dire — commente le R.P. de Pascal — que tous les gouvernements modernes, qui conforment trop peu leur conduite aux lois chrétiennes et naturelles soient, par cela même, déchus de leur fonction en matière sociale et qu'ils n'aient pas le droit d'assurer la paix publique et de maintenir la justice. L'indignité de la personne ne supprime pas le devoir de la fonction. On irait très loin avec un pareil système. Ce qui est vrai, ce qui est de prudence élémentaire, c'est qu'avec les

gouvernements de cette sorte, il faudra, tout en reconnaissant leurs droits, qui sont avant tout de l'ordre social à conserver, et en les rappelant à la vérité de leur mission, se tenir sur ses gardes et user d'une légitime méfiance »¹.

Aux gouvernements, il appartient de prendre soin de la communauté et de ses parties. Ils doivent veiller au bien de la communauté parce que la nature en a confié la conservation au pouvoir civil. Ils ont à veiller également au bien des parties, parce que, de droit naturel, le gouvernement ne doit pas viser l'intérêt de ceux qui ont le pouvoir entre les mains, mais le bien de ceux qui leur sont soumis. Tel est l'enseignement de la philosophie non moins que de la foi chrétienne. D'ailleurs, toute autorité vient de Dieu et participe de son autorité suprême. Ceux qui en sont les dépositaires doivent l'exercer à l'exemple de Dieu dont la paternelle sollicitude ne s'étend pas moins à chacune des créatures qu'à tout leur ensemble. Si donc les intérêts généraux ou les intérêts d'une catégorie d'individus se trouvent lésés ou seulement menacés et s'il est impossible d'y remédier autrement, il est de toute nécessité de recourir à l'autorité publique. Les chefs d'Etat doivent apporter un concours d'ordre général en protégeant la propriété privée et en agissant en sorte que la constitution et l'administration de la société civile voient fleurir naturellement l'ordre, la paix et la prospérité tant publics que privés. Cette prospérité est conditionnée par la pureté des mœurs, la solidité des familles — lesquelles doivent être fondées sur des bases d'ordre et de moralité — la pratique de la reli-

1. Commentaires cités dans l'ouvrage *l'Encyclique Rerum Novarum*, par l'Abbé Tiberghien, éditions Spes, Paris.

gion et le respect de la justice, la répartition équitable des charges publiques, le progrès de l'agriculture, du commerce et de l'industrie. A tout cela, l'Etat doit avoir soin, en vertu même de sa charge qui est de veiller à l'intérêt commun. Il doit le faire d'une manière équitable, en ne négligeant aucun des facteurs de la production, en apportant une sollicitude égale à toutes classes ou catégories de la population, observant ainsi rigoureusement les lois de la justice dite distributive.

L'équité demande que l'Etat se préoccupe tout particulièrement des travailleurs. Sans doute, quelles que soient les vicissitudes par lesquelles passent les formes du gouvernement, il y aura toujours des inégalités de condition entre les citoyens, parties réelles et vivantes dont se compose, par l'intermédiaire des familles, le corps entier de la nation, dont l'Etat est l'expression. Il faut des hommes qui gouvernent, qui préparent les lois, qui rendent la justice, qui par conseils ou par autorité, administrent les affaires. Ces hommes doivent avoir la prééminence dans toute société et y tenir le premier rang, puisqu'ils travaillent directement et éminemment au bien commun. Ceux, au contraire, qui exercent une activité de moindre importance ne peuvent concourir au bien commun ni dans la même mesure, ni par les mêmes moyens. Mais ils n'en servent pas moins grandement les intérêts de la société en étant surtout la cause efficace et nécessaire de la création d'une certaine abondance de biens matériels et extérieurs dont « l'usage est requis à l'exercice de la vertu ». Bien plus, la puissance du travail des ouvriers aux champs comme à l'usine est telle que « l'on peut affirmer sans crainte que le travail des ouvriers

est la source unique d'où procède la richesse de l'Etat »¹. Aussi importe-t-il que l'Etat fasse en sorte que les travailleurs reçoivent une part convenable des biens qu'ils procurent à la société. Par la mise en commun des efforts, il complètera les initiatives prises, selon les principes chrétiens, par les détenteurs de la propriété individuelle ou y suppléera le cas échéant.

Quelle est la limite à l'intervention de l'Etat en matière de protection ouvrière ? Ici nous retrouvons encore le principe fondamental qui doit servir de fil directeur pour la pleine compréhension de la doctrine sociale de l'Eglise. « Il est dans l'ordre — dit Léon XIII — que ni l'individu, ni la famille ne soient absorbés par l'Etat. Il est juste que l'un et l'autre aient la faculté d'agir avec liberté aussi longtemps que cela n'atteint pas le bien général et ne fait de tort à personne ». C'est donc à nouveau le principe du respect de la personnalité humaine qui est invoqué. L'Etat ne doit pas s'avancer ni rien entreprendre au delà de ce qui est nécessaire pour remédier aux maux et en écarter les dangers. Parmi ceux-ci l'Encyclique *Rerum Novarum* cite : le relâchement des liens naturels de la famille parmi les travailleurs, la religion des ouvriers foulée aux pieds en ne leur permettant pas l'accomplissement de leurs devoirs envers Dieu, la promiscuité des sexes ou d'autres excitations au vice dans les usines, le fait que des patrons écrasent les travailleurs sous le poids de fardeaux iniques ou déshonorent en eux la personne humaine par des conditions indignes et

1. Cette phrase, comme celle conférant le droit de propriété du travailleur sur la matière qu'il a extraite ou façonnée, a donné lieu à des interprétations erronées. Il faut la lire en liaison avec le passage sur lequel nous aurons l'occasion de revenir : « Il ne peut y avoir de travail sans capital ni de capital sans travail ».

dégradantes ou qu'ils attentent à leur santé par un travail excessif et hors de proportion avec leur âge et leur sexe ou encore ne leur concèdent pas le juste salaire leur permettant, nous l'avons vu précédemment, de mener une vie décente tout en étant sobres et honnêtes.

Quadragesimo Anno, précisant la pensée de Léon XIII demande que l'autorité publique abandonne aux groupements d'ordre inférieur, tout en leur assurant sa protection, le soin des affaires de moindre importance où son effort se disperserait à l'excès. L'Etat pourrait dès lors assurer plus librement, plus puissamment, plus efficacement les fonctions qui n'appartiennent qu'à lui parce que lui seul peut les remplir : diriger, surveiller, contenir, selon que le comportent les circonstances ou que l'exige la nécessité. Ceci nous amène à parler du rôle que l'Eglise reconnaît ou recommande aux organisations professionnelles.

CHAPITRE IV

L'ORGANISATION PROFESSIONNELLE

Le malaise social auquel l'Encyclique *Rerum Novarum* cherche à porter remède provient, aux yeux de l'Eglise, de la concentration en trop peu de mains de l'industrie et du commerce, comme d'une usure envahissante par le jeu de la spéculation¹. Mais elle y voit également la résultante de la disparition des principes et sentiments religieux qui trouvaient leur affirmation dans les corporations anciennes. « L'erreur capitale — dit Léon XIII — est de croire que patronat et salariat soient ennemis l'un et l'autre, comme si la nature avait armé les riches et les pauvres pour qu'ils se combattent mutuellement dans un duel obstiné ... Dans le corps humain, les membres, malgré leur diversité, s'adaptent merveilleusement l'un à l'autre de façon à former un tout exactement proportionné. Ainsi, dans la société, les deux classes sont destinées par la nature à s'unir harmonieusement et à se tenir mutuellement dans un parfait équilibre. Elles

1. Nous limitant ici aux aspects essentiels, pour notre étude, de la doctrine sociale de l'Eglise, nous ne pouvons donner aucun développement aux critiques faites par les Encycliques aux excès du régime capitaliste. Nous les commenterons au cours de l'examen de l'œuvre accomplie par la Confédération française des professions.

ont un impérieux besoin l'une de l'autre : il ne peut y avoir de capital sans travail ni de travail sans capital. La concorde engendre l'ordre et la beauté. Au contraire, d'un conflit perpétuel il ne peut résulter que la confusion des luttes sauvages ».

Cette théorie de l'union va inspirer toute la doctrine de l'Eglise en matière d'organisation professionnelle. Avant de l'exposer avec ses répercussions sur les syndicats ouvriers et patronaux, Léon XIII définit le droit d'association.

L'expérience que fait l'homme de l'exiguïté de ses forces l'engage et le pousse à s'adjoindre une coopération étrangère. De cette tendance naturelle naît la société civile, se superposant à la société domestique tout en ne devant pas se substituer à elle. A l'intérieur de cette société civile naissent d'autres sociétés qui, pour être restreintes et imparfaites, n'en sont pas moins des sociétés véritables. Entre ces petites sociétés et la grande existent des différences profondes. La fin de la société civile réside dans le bien commun auquel tous ont le droit — et ensuite le devoir — de participer dans une mesure proportionnelle. Au contraire, les sociétés qui se constituent dans son sein ont un caractère privé, leur raison d'être immédiate étant l'utilité particulière exclusive de leurs membres.

Les sociétés privées doivent se constituer librement. Le droit à l'existence leur a été octroyé par la nature et la société civile a été instituée pour protéger le droit naturel et non pour l'anéantir. C'est pourquoi une société civile qui interdirait les sociétés privées s'attaquerait elle-même, puisque toutes les sociétés publiques et privées tirent leur origine d'un même principe : la naturelle

sociabilité de l'homme. Ce droit de constitution libre n'est pourtant pas illimité. L'Eglise reconnaît que si une société privée poursuit, en vertu de ses statuts, une fin en opposition flagrante avec la probité, la justice, la sécurité de l'Etat, les pouvoirs publics ont le droit d'en empêcher la formation et si elle était formée, de la dissoudre. Mais ils doivent en user avec beaucoup de circonspection, évitant d'empiéter sur les droits des citoyens et de prendre, en vertu de l'autorité publique, une décision qui serait désavouée par la raison. Sinon elle ne mériterait pas obéissance parce qu'elle ne serait pas conforme à la loi éternelle de Dieu et Léon XIII cite en exemple les injustices commises par certains Etats à l'égard des confréries, congrégations et ordres religieux de tous genres.

Les associations professionnelles ouvrières et patronales ont des droits analogues à ceux des sociétés privées tels qu'ils viennent d'être définis, mais il ne s'ensuit pas que l'Eglise recommande à ses fidèles de n'opérer aucune discrimination entre ces sociétés autre que celle basée sur la recherche de leurs intérêts matériels. On se souviendra de ce qui a été dit dans le chapitre précédent sur l'attitude de l'Eglise à l'égard de l'Etat. De la même manière, l'Eglise n'accordera son entière confiance qu'aux sociétés privées qui répondent aux préceptes de la raison naturelle et des enseignements divins. En matière d'organisations professionnelles, elle ne saurait donner son appui qu'à celles qui respectent la religion et qui s'inspirent des principes de charité et de fraternité chrétiennes.

De ce qui précède, il découle naturellement que les ouvriers et patrons, s'ils ne trouvent pas dans les organisations professionnelles existantes un programme d'action satisfaisant leur propre conscience, sont parfai-

ment justifiés à créer des organismes nouveaux, soit mixtes, soit séparés, et que l'Eglise se doit de leur donner tout son appui moral dans la mesure où leur activité répond aux buts qu'ils se sont fixés. Toutefois, ajoute Pie XI dans *Quadragesimo Anno*, il peut se faire que pour des raisons d'opportunité, des ouvriers catholiques donnent leur adhésion à des syndicats neutres où cependant l'on respecte la justice et l'équité et où pleine liberté est laissée aux fidèles d'obéir à leur conscience et à la voix de l'Eglise. « Il appartient, dit-il, aux évêques s'ils reconnaissent que ces associations sont imposées par les circonstances et ne présentent pas de danger pour la religion, d'approuver que les ouvriers catholiques y donnent leur adhésion, observant toutefois à cet égard les règles et les précautions recommandées par Notre prédécesseur de sainte mémoire Pie X¹. Entre ces précautions, la première et la plus importante est que toujours à côté de ces syndicats, existeront d'autres associations qui s'emploient à donner à leurs membres une sérieuse formation religieuse et morale, afin qu'à leur tour, ils infusent aux organisations syndicales le bon esprit qui doit animer toute leur activité. Ainsi, il arrivera que ces groupements exerceront une influence qui dépassera même le cercle de leurs membres ».

Ce passage est d'une importance primordiale pour l'étude que nous allons entreprendre, après avoir examiné la succession des idées et des faits qui conduisent à la création et au développement, avec l'appui de l'Eglise, d'organisations professionnelles spécialement destinées à ses fidèles. Sans doute l'attitude à l'égard des syndicats neutres n'est-elle définie que pour les ouvriers. C'est à

1. Encyclique *Singulari Quadam*, 24 septembre 1912.

eux que pensait surtout Pie XI, considérant comme d'une utilité plus immédiate l'organisation ouvrière confessionnelle. Mais il ne semble pas contestable que l'argumentation vaille de la même manière pour les organisations patronales. Si Pie XI, dans un autre passage de *Quadragesimo Anno*, se borne à constater et à déplorer que les associations entre patrons et chefs d'industrie fondées sur la base des enseignements de Léon XIII soient encore si rares, ne reprenant pas le raisonnement de l'affiliation aux organisations neutres, c'est probablement qu'il pensait que le bon sens l'imposait à l'esprit et que des précisions n'avaient pas à être apportées. Nous reviendrons longuement sur cette question quand nous définirons la place du mouvement patronal catholique français par rapport à l'ensemble du patronat organisé de notre pays.

Reprenant la charte fondamentale, quels sont les conseils que donne l'Eglise pour la constitution et le fonctionnement de ces associations catholiques, tant ouvrières que patronales ? Il leur faut évidemment — dit *Rerum Novarum* — une unité d'action et un accord des volontés, une organisation et une discipline sages et prudentes. Des règles précises ne pouvaient être données. Les citoyens étant libres de s'organiser, ils doivent l'être également pour se donner les statuts et règlements qui leur paraissent les plus appropriés au but qu'ils poursuivent. Tout dépendra du génie de chaque nation, des expériences faites, du genre d'occupation et de toute autre circonstance de temps et de lieu. L'Eglise se borne à établir comme règle universelle et constante que les organisations professionnelles doivent avoir pour but l'accroissement, pour chacun de leurs membres, des biens

du corps, de l'esprit et du patrimoine familial. Le perfectionnement moral et religieux devra faire l'objet d'un soin particulier et Léon XIII rappelle les paroles de Jésus-Christ : « Que sert à l'homme de gagner l'univers entier, s'il vient à perdre son âme » ?

Dans le chapitre précédent, nous avons vu que l'Etat a le devoir, tout en leur assurant sa protection, d'abandonner à des groupements d'ordre inférieur, le soin des affaires de moindre importance. Le programme d'action des organisations professionnelles comprend donc la solution de tous les problèmes que pose au patronat et au salariat une organisation rationnelle et humaine de la production, quand ils ne sont pas de nature telle que seul l'Etat puisse intervenir utilement. Encore leur collaboration, même si elle n'est pas expressément prévue, peut-elle entraîner une élaboration mieux adaptée aux circonstances et une application plus efficace des lois et règlements de la puissance publique.

Au devoir général du respect de la personnalité humaine, qui doit d'autant plus être observé dans les organisations professionnelles qui s'inspirent des enseignements de l'Eglise, s'ajoute celui de la collaboration entre les divers facteurs humains de la production. D'une organisation professionnelle à une autre, qu'elle soit patronale ou ouvrière, comme au sein de chacune d'entre elles, doivent régner la bonne entente, le désir d'aplanir toutes les difficultés qui peuvent surgir et cela dans l'esprit de justice et de charité chrétienne ¹. Si,

1. Les Encycliques ne préconisent pas une méthode plutôt qu'une autre pour l'établissement de rapports constants entre organisations patronales et ouvrières, à défaut de syndicats mixtes. Elles pourront utiliser la méthode des conventions collectives d'un usage fréquent ou même généralisé dans certains pays, celle des commissions mixtes ou d'autres encore que leur suggérera leur propre expérience ou celle d'autrui.

malgré ces dispositions favorables de côté et d'autre, des mécontentes se font jour, elles doivent faire l'objet d'arbitrage et *Rerum Novarum* recommande que les statuts mêmes des organisations en prévoient la constitution et le fonctionnement. En matière de couronnement de cette collaboration fraternelle, Pie XI esquisse dans *Quadragesimo Anno* l'édifice futur de l'organisation professionnelle :

« L'ordre résultant, comme l'explique si bien saint Thomas, de l'unité d'objets divers harmonieusement disposés, le corps social ne sera vraiment ordonné que si une véritable unité relie solidement entre eux tous les membres qui le constituent. Or, ce principe d'union se trouve — et pour chaque profession, dans la production des biens ou la prestation des services que vise l'activité combinée des patrons et des ouvriers qui la constituent, — et pour l'ensemble des professions, dans le bien commun auquel elles doivent toutes, et chacune pour sa part, tendre par la coordination de leurs efforts. Cette union sera d'autant plus forte et plus efficace que les individus et les professions elles-mêmes s'appliqueront plus fidèlement à exercer leur spécialité et à y exceller. De ce qui précède, on conclura sans peine qu'au sein de ces groupements corporatifs, la primauté appartient incontestablement aux intérêts communs de la profession ; entre tous, le plus important est de veiller à ce que l'activité collective s'oriente toujours vers le bien commun de la société. Pour ce qui est des questions dans lesquelles les intérêts particuliers, soit des employeurs, soit des employés, sont en jeu de façon spéciale au point que l'une des parties doive prévenir les abus que l'autre ferait de sa supériorité, chacune des deux pourra délibé-

rer séparément sur ces objets et prendre les décisions que comporte la matière ».

Dans la solution des problèmes économiques et sociaux l'Eglise a un devoir propre à remplir. C'est par son analyse que nous terminerons ce bref aperçu des notions que nous avons cru utile de dégager pour faciliter la compréhension de l'action professionnelle catholique.

Nous avons, à plusieurs reprises, indiqué de quelle nature était le devoir moral que se reconnaissait l'Eglise d'intervenir dans le domaine économique et social. Pie XI nous en donne une définition complète en abordant le chapitre de *Quadragesimo Anno* consacré à la doctrine de l'Eglise en cette matière.

Sans doute, dit-il, c'est à l'éternelle félicité et non pas à une prospérité passagère seulement que l'Eglise a reçu la mission de conduire l'humanité. De même qu'elle ne revendique pas le droit de s'immiscer sans raison dans la conduite des affaires temporelles, elle ne désire pas pénétrer le domaine technique pour lequel elle ne possède ni la compétence ni les moyens appropriés. Mais à aucun prix elle ne peut abdiquer la charge que Dieu lui a confiée et qui lui fait un devoir d'intervenir en tout ce qui concerne la loi morale. Dans la mesure où ils touchent à cette loi, l'ordre social et l'ordre économique sont soumis à la suprême autorité de l'Eglise, en vertu du dépôt de la vérité qui lui a été confié par Dieu. En effet, s'il est vrai que la science économique et la discipline des mœurs relèvent, chacune dans sa sphère, de principes propres, on commettrait une erreur en affirmant que l'ordre économique est à ce point éloigné de l'ordre moral

que le premier ne dépend en aucune manière du second. Seule la loi morale nous demande de poursuivre les fins particulières qui sont imposées par Dieu et de les subordonner toutes à la fin suprême et dernière qu'elle assigne à tous nos efforts. « Du fidèle accomplissement de cette loi il résultera que tous les buts poursuivis dans le domaine économique, soit par les individus, soit par la société, s'harmoniseront parfaitement dans l'ordre universel des fins et nous aideront efficacement à arriver comme par degrés au terme de toutes choses : Dieu qui est pour Lui-même et pour nous le souverain et l'inépuisable Bien ».

C'est à l'Eglise qu'incombe l'obligation de promulguer, d'interpréter et de prêcher la loi morale. Reconnaisant, tout en les contenant dans de justes limites l'autorité du pouvoir civil, le droit de propriété individuelle, le rôle que l'Etat et les organisations professionnelles doivent respectivement jouer dans la solution des problèmes économiques et sociaux que la loi de l'évolution fait surgir tous les jours sous une forme nouvelle, l'Eglise ne peut laisser à d'autres qu'elle le soin d'inculquer les grands principes qui doivent régir la loi morale de l'humanité. Nous les avons trouvés au fur et à mesure que nous avançons dans notre étude et nous avons particulièrement mis en relief celui du respect de la personnalité humaine. *Rerum Novarum* en dégage deux autres appelés à guider les organisations professionnelles et à inspirer leur doctrine d'action.

Le premier de ces principes est que l'homme doit accepter cette nécessité de la nature qui rend impossible, dans la société civile, l'élévation de tous au même niveau. C'est la nature qui a mis entre les hommes des différences

aussi multiples que profondes : différences d'intelligence, de talent, d'habileté, de santé, de force. De ces différences naît l'inégalité de conditions, mais cette inégalité se produit, en définitive, au bénéfice de tous, de la société comme des individus, car la vie sociale requiert une organisation très variée et des fonctions très multiples. L'autre grand principe est la nécessité de l'union. Nous l'avons examiné en abordant le chapitre sur l'organisation professionnelle. L'union de tous les hommes, quels que soient leur niveau social et leur genre d'occupation est aussi nécessaire que l'adaptation l'une à l'autre des différentes parties du corps humain. De ce deuxième principe découlent les devoirs qui doivent inspirer l'action des hommes et plus particulièrement, dans le domaine qui nous préoccupe, des ouvriers et des patrons.

Avant tous les autres devoirs, il faut placer la justice. L'ouvrier doit fournir intégralement et fidèlement tout le travail auquel il s'est engagé par contrat libre et conforme à l'équité. Il ne doit léser son patron ni dans ses biens, ni dans sa personne. Ses revendications doivent être exemptes de violence et ne jamais revêtir la forme de séditions. Quant au patron, nous avons vu qu'il ne doit pas traiter l'ouvrier en esclave, mais au contraire respecter en lui la dignité de l'homme. Que la puissance publique lui en fasse ou non l'obligation, il ne devra pas imposer à son subordonné un travail au-dessus de ses forces ou en désaccord avec son âge ou son sexe. Il devra de même lui donner un salaire équitable et s'interdire tout acte violent, de fraude, toute manœuvre usuaire qui serait de nature à porter atteinte à l'épargne de son subordonné. Le christianisme prescrit en outre qu'il

soit tenu compte des intérêts spirituels de l'ouvrier et du bien de son âme. Au patron, il revient donc de veiller à ce que l'ouvrier ait un temps suffisant à consacrer à la piété et que rien ne vienne affaiblir en lui l'esprit de famille.

L'obéissance à ces lois ne suffit pas encore aux yeux de l'Eglise pour faire cesser tout antagonisme et en supprimer les causes. Elle porte ses vues encore plus haut et propose un ensemble de préceptes plus complets, ambitionnant de resserrer l'union du patronat et du salariat par les liens d'une véritable amitié. Ce but ne pourra être atteint qu'en raison d'une pleine compréhension de la richesse et de la pauvreté.

Nul ne saurait avoir une intelligence vraie de la vie mortelle — dit Léon XIII — s'il ne s'élève jusqu'à la considération de cette autre vie qui est immortelle. « Quand nous aurons quitté cette vie, alors seulement nous commencerons à vivre ». Sur ce dogme chrétien repose tout l'ensemble de la religion. Que l'on abonde en richesses ou que l'on en soit dépourvu, cela n'importe nullement à l'éternelle béatitude. Ainsi les fortunés de ce monde doivent-ils savoir que leurs richesses ne leur seront d'aucune utilité pour la vie éternelle, mais plutôt un obstacle, puisqu'un jour viendra où ils devront rendre à Dieu, leur juge, un compte très rigoureux de l'usage qu'ils auront fait de leur fortune.

Quant aux déshérités de la fortune, ils apprennent de l'Eglise que, selon le jugement de Dieu lui-même, la pauvreté n'est pas un opprobre et que suivant l'exemple donné par Jésus-Christ, ils ne doivent pas rougir d'avoir à gagner leur pain à la sueur de leur front. La vraie dignité de l'homme et son excellence résident dans ses mœurs,

c'est-à-dire dans sa vertu. Celle-ci est le patrimoine commun des mortels riches ou pauvres. Seule la vertu obtiendra la récompense de l'éternelle béatitude et Dieu montrera plus de mansuétude aux pauvres qu'aux riches, aux pauvres que Jésus-Christ appelle « les bienheureux ».

Ces préceptes sont, aux yeux de l'Eglise, faits mieux que tous autres pour diminuer la distance que l'orgueil se plaît à entretenir entre riches et pauvres et pour faire naître l'amitié qui, se transformant en amour fraternel, opérera l'union tant souhaitée entre les hommes qui, tous issus de Dieu, ont en lui leur unique et commune fin.

Respect de la personnalité humaine, compréhension respective et union dans la justice, la charité et la fraternité chrétiennes, qui vont éclairer toute l'action des organisations patronales catholiques auxquelles cet ouvrage est consacré, avaient été, bien avant qu'ils aient été précisés dans *Rerum Novarum*, appliqués par des employeurs et cela un peu partout dans le monde. Mais nul n'avait eu une plus claire vision que Léon Harmel, lui que Léon XIII devait entourer de son amitié pendant les vingt dernières années de son pontificat. Bien mieux, il n'est pas interdit de croire que l'auteur de *Rerum Novarum*, devant ce vivant exemple de charité et de bonté, devant les réalisations modestes mais durables qu'il lui avait apportées, n'ait été incité à donner à son enseignement à la fois l'ampleur et la précision que nous lui avons trouvées. C'est pourquoi faute de pouvoir citer tous ceux qui méritent à juste titre le nom de précurseur, nous nous limiterons à la vie de Léon Harmel, aux œuvres qu'il réalisa et au rayonnement d'idées qu'il créa autour de lui.

Deuxième Partie

Léon Harmel

Léon Harmel

La vie de Léon Harmel, échelonnée sur plus de trois quarts de siècles, s'est déroulée sous le double signe de la charité et de l'union. Dans les nombreux ouvrages qui lui ont été consacrés¹ nous trouvons ce commentaire qui va nous permettre de situer l'homme et l'œuvre qu'il a réalisée. Il se place en 1908 — quelques années seulement avant la mort de Léon Harmel — au 7^e Congrès du Tiers-Ordre franciscain à Paray-le-Monial. Au cours d'un long rapport sur les travaux de cette réunion, un congressiste écrivait : « Vous avouerez-vous que je ne connaissais pas le Bon père Harmel ? Je considère que sa présence au congrès a été une vraie fortune. Cet homme est un enseignement social vivant. Quelle ardeur quand il s'agit de défendre les ouvriers ? Quelle flamme dans ce cœur d'octogénaire ! Les larmes me venaient aux yeux quand je le voyais, au réfectoire, repousser le plat qu'on lui offrait pour faire servir un ouvrier qui arrivait en retard. Il suffit de contempler cet homme pour comprendre ce que doit être la charité ». Cet esprit de charité est inné chez Léon Harmel ; il rayonne de toute sa personne singulièrement attachante pour ceux qui se penchent sur cette vie tout entière consacrée au bien,

1. Nous avons fait appel surtout aux deux volumes de Georges Guitton, S.J. *Léon Harmel*, 1829-1915 et à celui du même auteur, *Léon Harmel et l'initiative ouvrière*, éditions Spes, Paris.

à celui des siens, de la famille agrandie que deviendra très vite son entreprise, puis de l'ensemble de la classe ouvrière à laquelle il consacrera tous ses efforts ; ne se laissant décourager par aucune rebuffade, aucune polémique, qu'elles viennent même de ceux dont il s'était fait le défenseur ou de ceux qui s'étaient attachés au même devoir social¹. Cet esprit de charité va de pair avec le sens de l'union et cet homme qui n'avait nul don oratoire, ni le tempérament d'un tribun, s'en ira à travers la France soutenir envers tout et envers tous le dogme de l'union. « Recherchons tout ce qui peut nous unir. Fuyons tout ce qui peut nous séparer ». Cette vérité élémentaire de la vie sociale, il ne cesse de la proclamer. « Union, œuvre de vie ; division, œuvre de mort », cette devise est gravée sur le cachet qu'il appose en tête de ses lettres. La poussant presque jusqu'au paradoxe, il affirme que la division ne devient une réalité entre deux personnes que si l'une et l'autre le veulent ; qu'un seul s'y refuse, il y a des tiraillements, des discussions, mais pas de division. Et sur le déclin de sa vie, il prendra la résolution de ne plus même réfuter les critiques et les attaques injustes dont il était l'objet. Tels sont les deux principes dont, à la suite de Léon Harmel, le patronat catholique français va s'inspirer. C'est dans ce vivant exemple de charité et d'union dans la fraternité chrétienne qu'il puisera une compréhension totale de la doctrine de l'Eglise.

1. L'ouvrage récent de l'Abbé Robert Prélot : *L'œuvre sociale du Chanoine Dehon* (éditions Spes, Paris, 1936), donne dans sa III^e partie un aperçu des luttes qui se firent jour à la fin du siècle dernier entre les différentes écoles de catholiques sociaux. Il contient également de nombreuses références à l'œuvre de Léon Harmel, à laquelle le chanoine Dehon fut, à maintes reprises, associé.

CHAPITRE V

LE VAL-DES-BOIS

Ce nom romantique est celui de l'entreprise familiale où se déroulera l'enfance de Léon Harmel, où il sera imprégné de cette atmosphère de bonté et de justice qui exercera sur sa vie une influence décisive. Appelé contre son désir à en assumer la charge, il en fera un laboratoire d'expériences, rapidement connu dans le monde entier. « L'organisation française du patronat catholique est la suite naturelle de l'organisation chrétienne de l'usine du Val-des-Bois », pourra dire M. Delcourt-Haillot jusqu'récemment président général de la confédération patronale catholique française¹. Cet hommage symbolise l'action pénétrante qu'exerce encore aujourd'hui la tentative couronnée de succès de création d'une « corporation chrétienne ».

Léon Harmel est petit-fils d'ouvrier. Loin de le dissimuler, il le rappelle avec plaisir. Les Harmel sont originaires des Ardennes. Avant la Révolution, ils sont installés à Sainte-Cécile, à l'est de Sedan, où le chef de la famille exerce le métier de forgeron, aidé de son fils

1. *La Vie catholique*, 15 mai 1935.

Jacques. Les ruines accumulées par la guerre incitent ce dernier à ne pas reprendre le marteau quand la mort le fait tomber des mains paternelles. Jacques Harmel conçoit le projet hardi d'une profession nouvelle, plus apte à faire vivre les siens et susceptible de fournir un gagne-pain aux familles de ses compatriotes ruinés par les invasions. Dans les traditions de sa famille, Léon Harmel aura l'exemple de la sollicitude due non seulement aux proches, mais à tous ceux que les hasards de l'existence placent à vos côtés. Cette tradition explique la vénération dont sont entourés les Harmel dans les régions de Champagne et des Ardennes, où toute une partie de la population a, depuis plusieurs générations, pris l'habitude de se tourner vers eux en temps de crise ou de calamité.

Jacques Harmel organise une industrie de cardage et de filage de la laine à domicile, en vue d'alimenter les centres lainiers de Verviers en Belgique, de Reims et de Sedan en France. Le travail se fait à la main et nécessite un long apprentissage pour une population à laquelle cette industrie est toute nouvelle. Nombreux sont les déboires, mais la ténacité est une vertu de la famille dont Léon héritera à son tour. Dix ans ne se sont pas écoulés que Jacques Harmel installe sa première filature mécanique et occupe, soit à ses ateliers, soit à domicile, plus de mille ouvriers. Les traités de 1815, séparant la région de Sainte-Cécile de la France, entraînent la ruine de celui qui avait été un des premiers à exploiter en grand l'industrie des laines filées. Il rentre à l'intérieur des nouvelles frontières françaises. Après un premier essai infructueux à Signy l'Abbaye, à l'ouest de Mézières et au nord de Rethel, il s'installe à Angécourt, à mi-distance

entre Signy l'Abbaye et la région de Sainte-Cécile, à laquelle le rattachaient tant de souvenirs. Le succès est si grand qu'un nouvel emplacement est loué à Neuville-lez-Wasigny, cette fois à proximité de Signy l'Abbaye. Le fils aîné de Jacques Harmel, Jacques-Joseph, alors âgé de 25 ans, est délégué pour l'installer¹. Le siège de l'entreprise est ensuite transféré à Boulzicourt, sur la Vence, toujours dans la même région.

L'année 1836 marque une date importante dans l'histoire de la famille Harmel. La filature de Boulzicourt reçoit tant de commandes qu'un agrandissement s'impose, mais la force hydraulique se révèle insuffisante. Jacques-Joseph cherche un nouvel emplacement plus près de Reims. Il le trouve sur les bords de la Suippe, dans le bas du village de Warmériville. Le lieu est si agréable, une telle abondance d'arbustes et de bosquets le recouvre, que Mme J.-J. Harmel lui donne ce nom de « Val-des-Bois » qui devait entrer dans l'histoire. En 1841, la première usine sortait de terre.

Les difficultés que son père avait rencontrées à Sainte-Cécile, Jacques-Joseph Harmel les connaît dans toute leur acuité. Ici encore, il trouve une main-d'œuvre à laquelle l'industrie lainière est inconnue. Sans doute fait-il venir quelques familles de Boulzincourt, mais alors se pose le problème du logement. A tout le maître du Val-des-Bois doit suffire, malgré une grande pénurie de capitaux. Son courage et sa bonne humeur surmontent tous les obstacles. L'entreprise croît. Installation de turbines, puis d'une machine à vapeur. Parallèlement, Jacques-Joseph Harmel cherche à s'attacher sa main-d'œuvre.

1. C'est à Neuville que Léon Harmel vit le jour, le 17 février 1829.

Il comprend que le succès de son entreprise, dans des conditions aussi difficiles, n'est possible qu'en associant ses subordonnés à la réussite. Il le fait aussi et surtout parce qu'il a la conviction intime que les rapports entre patron et ouvriers sont ceux qui doivent régir des associés, appliquant en cette matière la doctrine de l'Eglise bien avant qu'elle fût formulée dans *Rerum Novarum*. C'est l'ancien esprit des corporations qu'il désire rétablir, que seules avaient d'ailleurs connu, sous l'ancien régime, les petites entreprises et qui n'avait jamais pénétré les manufactures. « Pour arriver à son but — dira plus tard Léon Harmel — mon père dut gagner la confiance des travailleurs, ce qui est très difficile dans la grande industrie, où les relations personnelles sont forcément rares. Il pensa réussir tout d'abord par une grande simplicité de vie et d'habitation. Le luxe effarouche et irrite les humbles qui se considèrent, non sans une certaine raison, comme les facteurs de la fortune acquise. Il se montrait, en dehors du travail proprement dit, comme un ami plutôt que comme un patron et dans les questions de travail comme un associé plutôt que comme un maître ».

L'ambiance est créée. Il faut la maintenir en entrant résolument dans la voie des réalisations. La coutume était alors, dans l'industrie de la laine, que l'ouvrier fileur travaillant aux pièces prélevât sur son gain de quoi payer les rattacheurs et les bobineurs — le plus souvent des enfants — qui l'aidaient. Cette méthode qui prêtait à des abus fréquents fut supprimée dès l'origine au Val-des-Bois. Les uns et les autres furent payés directement comme les fileurs. La paie était versée collectivement par famille et Jacques-Joseph Harmel ne laissait à personne d'autre qu'à lui-même le soin de le faire. Il en profitait pour s'en-

quérir de la santé des ouvriers et de ceux qu'ils avaient à leur charge, joignant, le cas échéant, un conseil ou un secours. Cependant il ne croit pas au paternalisme. Léon Harmel n'innovera pas quand il parlera, au grand effroi du patronat de l'époque, de l'introduction des principes démocratiques dans l'industrie. Son père, dès 1842, avait créé une caisse d'économies et, en 1846, une caisse de secours pour son personnel qui, l'une et l'autre, étaient administrées par des ouvriers nommés chaque année par leurs camarades.

Nous ne suivrons pas Léon Harmel dans ses jeunes années, ses jeux avec ses frères et sœurs, ses études, d'abord au Lycée de Reims, puis dans un collège à Senlis. Ses parents semblent porter leurs efforts moins sur les études théoriques que sur la formation morale. Léon Harmel n'est pas l'aîné de la famille, mais très vite il occupe la première place. Sa grand'mère lui voit un avenir de prêtre et en fait mention dans son testament ouvert en 1846. Léon Harmel hésite. Ce n'est que deux années plus tard qu'il estime son irrésolution terminée et sollicite l'autorisation de se préparer au sacerdoce, subordonnant toutefois à l'épreuve de deux années d'études l'orientation définitive de sa vie. Ces études, interrompues à plusieurs reprises et pour des durées assez longues par des événements de famille, l'amènent à une conclusion négative. Il n'en est pas moins animé d'une foi profonde qu'il conservera et fortifiera encore au cours de sa longue existence. Loin de regretter le temps perdu à la préparation d'une destinée qui n'était pas la sienne, il considérera ces deux années comme les plus douces de sa vie et les plus utiles, puisqu'il y a

goûté, d'après ses propres paroles, ce bonheur de l'âme qu'il ne retrouvera plus. Comme l'on comprend mieux, à la lumière des hésitations de l'enfance, la carrière prodigieuse de Léon Harmel. Il se sent une vocation à l'apostolat, mais ne croit pas qu'elle puisse se donner libre cours au sein même de l'Eglise. Tout en marquant une subordination constante à l'autorité religieuse, il ne se reconnaît pas le droit d'entraver ses aspirations personnelles par des règles rigides. Mais il réagira avec la même énergie quand certains admirateurs trop zélés lui donneront le nom de « Pape laïque ». Il jette l'anathème sur ce mot, ne voulant être rien de plus qu'un serviteur fidèle de l'Eglise, même s'il se cabre quelquefois devant l'interprétation que donnent de ses enseignements certains hauts dignitaires du clergé de France.

Léon Harmel vient à peine de se marier quand il est appelé, à 25 ans, à prendre la direction de l'usine du Val-des-Bois. La santé de son père, ébranlée par de longues années de labeurs sans repos, commençait à fléchir. Son frère aîné est absorbé ailleurs et n'apportera que plus tard son concours. C'est à lui donc, et à lui seul, que revient la charge de prendre soin de l'entreprise à laquelle il va donner une grande extension. Il lui consacre toute son énergie, veillant sur tous les détails de la production et de la vente, gardant, au milieu du labeur écrasant qu'il assume, la bonne humeur et la confiance, tradition de la « tribu Harmel » comme il se plaisait à l'appeler. Il n'en fera pas moins une large part à l'éducation de ses enfants et redoublera de sollicitude pour eux quand sa femme lui sera enlevée par la mort, au moment de la guerre de 1870-1871.

Autant que son père, Léon Harmel se préoccupe de la

santé matérielle et morale des ouvriers du Val-des-Bois. A-t-il déjà en vue, quand il prend la direction des usines, la conception d'ensemble de la corporation chrétienne qu'il devait réaliser ? Rien n'en transpire dans ses écrits, mais il a l'intuition que son premier effort doit porter sur l'âme de ceux qu'il considère comme ses collaborateurs. Pour y parvenir plus rapidement, il s'efforcera de s'entourer d'ouvriers foncièrement chrétiens. C'est ainsi qu'il prendra la peine d'étendre son recrutement jusqu'aux Ardennes belges, transplantant des familles entières qui lui donnaient les garanties religieuses qu'il cherchait. Il érige une chapelle en 1862¹ et continue, en la précisant, la tradition des fêtes patronales inaugurées par son père. Puis il se préoccupe de l'enseignement des enfants selon les principes chrétiens. Successivement s'ouvrent des écoles de garçons et de filles, un orphelinat et des associations pour la jeunesse ouvrière. Quand le réseau d'œuvres et d'associations est arrivé à un stade suffisant de développement, une aumônerie est instituée de manière à assurer la coordination nécessaire.

C'est dans ce milieu rendu homogène par la fraternité dans la religion que Léon Harmel va pouvoir donner libre cours à ses projets de démocratisation de l'usine. Déjà, nous l'avons vu, son père avait entrevu toute la valeur que représentait l'initiative ouvrière et en avait fait une application audacieuse pour l'époque dans les premières caisses de secours ou d'épargne qu'il avait instituées pour son personnel. Léon va intensifier cette action pour en arriver au Conseil d'usine sur lequel nous insisterons particulièrement.

1. Siège de l'association de N.D. de l'Usine, de 1875 jusqu'à son transfert à Reims en 1879. L'association, dont l'initiateur était Léon Harmel, fut érigée en archiconfrérie pour le monde entier par rescrit du 17 décembre 1881.

Dans l'esprit de Léon Harmel, l'organisation chrétienne de l'usine doit être une création continue. Quand il insistera sur ces mots : « Faire faire par d'autres ce qu'ils sont mieux à même de mener à bien », les appliquant à la décentralisation des responsabilités, il ne veut pas dire que, d'emblée, sans la préparation nécessaire, le patron puisse, même dans les conditions les plus favorables, confier à la main-d'œuvre une participation quelconque dans la gestion. L'effort d'éducation doit être poursuivi inlassablement, éducation de l'ouvrier par l'ouvrier. Mais aussi combien grande est la récompense qu'il apporte. « Nos multiples conseils — pourra dire Léon Harmel dès 1887 — avec leurs attributions nettement déterminées tendent au développement de la personne par la mise en valeur des dévouements et des aptitudes diverses. Ils font des intéressés eux-mêmes les instruments du relèvement moral et matériel de notre population ouvrière. Ils donnent à chacun une conscience plus nette de ses devoirs et de sa responsabilité sur le triple terrain religieux, économique et professionnel. Ils préparent des hommes libres, capables de diriger eux-mêmes leurs propres affaires et les affaires de la collectivité ».

Quelles sont les méthodes employées par lui pour obtenir une synchronisation si parfaite qu'il pourra être absent en même temps que ses fils sans que, pour cela, la production subisse le moindre fléchissement ? Tout d'abord il utilise, en la développant, la méthode des œuvres créées par les ouvriers eux-mêmes. Notons qu'il s'agit d'œuvres d'une utilité matérielle et immédiate pour ses subordonnés. Ces œuvres sont développées suivant un plan rationnel dont nous tracerons plus loin le tableau.

Les institutions de mutualité et d'épargne fondées par son père sont développées. Une boulangerie coopérative est créée, puis des œuvres d'intérêt général comme la compagnie des sapeurs-pompiers, ou des œuvres récréatives telles que la chorale, la section dramatique, les sociétés de gymnastique, et nous n'aurons garde d'omettre le cercle d'études. Parmi les institutions économiques créées par l'initiative ouvrière, certaines périlissent. Léon Harmel ne s'en inquiète pas outre mesure. Le passage suivant de la volumineuse correspondance qu'il entretenait montre clairement sa méthode : « Ils ont gagné ; ils ont perdu. La tentative de boucherie (coopérative) ne leur a procuré que des déboires. Le magasin d'étoffes a été successivement établi, aboli, rétabli de nouveau Il y aurait eu plus de suite et plus de résultats si nous avions pris l'affaire en mains. Mais c'est contraire à nos principes. Nous aimons mieux une marche moins parfaite produite par la direction ouvrière qu'une prospérité continue due à l'ingéniosité des patrons. Dans le premier cas, nous rendons service en obligeant nos hommes à se former aux affaires par l'expérience ; dans le deuxième cas, nous cessons d'être des éducateurs ».

Si grand est le souci de Léon Harmel d'assurer la gestion par les intéressés eux-mêmes de toutes les œuvres susceptibles d'améliorer les conditions ouvrières, qu'il étendra sa méthode à la caisse de sursalaire familial créée par lui en 1891. C'est déjà une grande innovation pour l'époque, les allocations familiales ne devant se généraliser que bien plus tard. Mais il va d'emblée à un stade de démocratisation encore inconnu aujourd'hui. La caisse, bien qu'entièrement alimentée par la direction d'entreprise, est gérée par une commission ouvrière qui se réunit

chaque semaine, prend connaissance des salaires insuffisants et les complète en argent ou en nature au gré des familles. Le supplément de salaire reste une libéralité qui ne peut être exigée, mais en même temps, il acquiert un caractère de fixité garanti par la commission ouvrière. Ce n'est donc pas une récompense de bonne conduite ni un acte arbitraire de bienfaisance. La commission ouvrière en a l'absolue disposition sans que le patron intervienne en aucune manière.

Toutes les institutions gérées par les ouvriers sans intervention de la direction et créées à l'époque sont, dès la promulgation de la loi du 21 mars 1884, dirigées par un syndicat mixte ouvrier et patronal. Mais à l'exception de la mutualité, pour laquelle l'affiliation est obligatoire, les ouvriers conservent une liberté absolue d'apporter ou non leur concours.

Une dernière étape reste à franchir, la participation à la gestion de l'entreprise. Elle a été préparée par l'excellente école pratique que se sont révélées être les associations dont nous avons fait la description sommaire. Elle a été préparée encore par l'actionnariat ouvrier. A vrai dire, il s'agit plutôt de placements dans l'usine, puisque les entreprises Harmel ne sont pas organisées en société anonyme par actions. L'usage est fort ancien. Dès avant 1850, la direction accordait aux ouvriers le droit de laisser au moment de la paie, un dépôt, même le plus minime, et sur ce dépôt des intérêts étaient versés de 4 ou de 5 % suivant les époques. Le règlement d'usine avait fixé d'abord la limite extrême à 1.000 fr. par famille. Sur la demande des représentants des ouvriers, débattue dans le cercle d'études, cette limite fut successivement étendue. C'est ainsi que les dépôts, qui totalisaient

312.187 fr. en 1887 et plus du double en 1900, avaient atteint en 1914 une somme avoisinant un million de francs, répartie sur moins de 240 livrets d'épargne. Cette confiance dans l'entreprise témoignait que les ouvriers du Val-des-Bois se considéraient comme chez eux.

Malgré ces dispositions favorables, on ne peut se lasser d'admirer le courage dont fit preuve Léon Harmel, quand il institua, en 1893, le « Conseil d'usine ». Jusque là il ne s'agissait que d'activités secondaires, bien que toutes aient eu leur valeur pour entretenir le moral des ouvriers ou améliorer leur condition. Il s'agit maintenant d'associer la main-d'œuvre à la marche d'ensemble de l'entreprise. On peut s'imaginer ce qu'une telle innovation revêt, à l'époque, de caractère révolutionnaire. C'est très simplement cependant que Léon Harmel la signale dans ses écrits : « En réunissant quelques hommes délégués par leurs pairs, nous pouvions leur ouvrir notre cœur, leur faire comprendre nos pensées, les initier aux affaires et à la marche de l'usine pour les y intéresser, pour en faire, en un mot, de véritables coopérateurs. Eux, de leur côté, pouvaient porter parmi leurs camarades le bon esprit dont ils étaient animés et la confiance que nous avions su leur inspirer. Telle est la pensée de cette fondation ».

Le Conseil d'usine se trouvait en germe dans le Conseil professionnel qui fonctionnait dès 1885 au Val-des-Bois et qu'avait précédé, en 1875, le Conseil corporatif, lequel groupait, à côté de la direction, quelques représentants des associations ouvrières. La besogne éducative était donc amorcée quand le Conseil d'usine commença à fonctionner et il fonctionne encore aujourd'hui. Ses tâches sont les suivantes :

« Le Conseil d'usine établit une réelle coopération des ouvriers à la direction professionnelle et disciplinaire de l'usine.

Il a pour but de maintenir entre patrons et ouvriers une entente affectueuse basée sur une confiance réciproque.

Il est composé de simples ouvriers élus qui se réunissent avec un patron tous les quinze jours.

Ils sont appelés à donner leur avis pour toute modification de salaire, pour les mesures disciplinaires à prendre, pour les questions d'accidents, d'hygiène, d'apprentissage et de travail.

Ils sont les interprètes de leurs camarades pour les réclamations qu'ils ont à faire aux patrons.

Enfin, ils étudient les réformes qui pourraient faciliter le travail et le rendre plus lucratif.

Les ouvrières ont leur conseil spécial qui a les mêmes attributions »¹.

Un trait va marquer le rôle actif que va jouer, dès son institution, le Conseil d'usine. Loin d'être une organisation purement formelle, loin de tenir des réunions solennelles où seul le représentant de la direction prend la parole et se borne à quelques généralités quand des précisions lui sont demandées, le Conseil aura un mot à dire même pour la sélection des successeurs de Léon Harmel à la tête de l'entreprise ! Les fils et petits-fils n'y accéderont qu'à la condition d'avoir conquis tous leurs grades. Tous devront avoir été apprentis, puis ouvriers, puis contremaîtres et ces emplois successifs ne leur sont conférés que lorsqu'ils en ont été jugés dignes par le Conseil d'usine².

Un demi-siècle s'est écoulé depuis et l'initiative de

1. Art. 7 du règlement du Val-des-Bois.

2. Sur le fonctionnement du conseil d'usine nous avons utilisé la relation du Dr. Jacques Bertillon, président de l'Alliance nationale pour la repopulation française et chef du service des statistiques municipales à Paris, après une visite faite au Val-des-Bois en 1910 (citée par G. Guitton).

Léon Harmel a gardé toute sa fraîcheur, toute sa hardiesse généreuse. Quelle serait l'attitude de l'immense majorité, sinon de la totalité, des patrons de France si leurs subordonnés voulaient se faire reconnaître le droit de décider des qualités techniques et professionnelles des futurs chefs de l'entreprise !

De quelle autorité disposent surveillants et contremaîtres ? Cette question est d'autant plus posée à Léon Harmel qu'il a décidé qu'aucun d'entre eux n'assisterait aux séances du Conseil d'usine. Il raconte lui-même l'histoire d'un ouvrier qui, menacé de renvoi par un contremaître récemment nommé et recruté au dehors, avait répondu : « Je veux bien accepter vos observations, si j'ai mal fait, mais non pas que vous parliez de me renvoyer. Je suis ici chez moi et tant que je ferai mon devoir j'y resterai ».

Bouleversé par ce qu'il venait d'entendre, le contremaître court se plaindre à Léon Harmel. Celui-ci lui fait remarquer qu'il était dans son tort en menaçant d'une peine qu'il n'avait pas le droit d'appliquer et que l'ouvrier témoignait de son bon esprit en se considérant à l'usine comme chez lui. Et il décide de soumettre l'affaire au Conseil d'usine. Le contremaître fut-il désavoué par les représentants ouvriers ? L'histoire ne le dit pas. Mais on voit le danger que courait Léon Harmel en poussant si loin la démocratisation d'usine. Il ne s'en effrayait pas, car le recrutement au dehors des cadres subalternes était rare. Surveillants, contremaîtres et employés de bureau étaient en principe choisis au sein même du Val-des-Bois. Formés dans l'ambiance de la discipline librement consentie, ils ne risquaient pas d'entraîner la direction dans les difficultés que nous venons de signaler. « Ainsi

— dira Léon Harmel en 1890 dans un opuscule consacré aux institutions ouvrières du Val-des-Bois — l'intelligence et le travail trouvent leur récompense naturelle ; en même temps les services rendus à l'usine sont plus complets quand ils le sont par des hommes qui sont élevés dans l'esprit professionnel et moral de la maison ».

Le Conseil d'usine, avons-nous dit, doit donner son avis pour toute modification de salaire, pour les mesures disciplinaires à prendre, pour les questions d'accidents, d'hygiène, d'apprentissage et de travail. Nous savons avec quelle largeur de vues Léon Harmel comprend le rôle du Conseil en matière de mesures disciplinaires. Un autre exemple indiquera la valeur de la collaboration apportée en matière de salaires, en liaison avec la durée du travail. Quand en mars 1902, à la suite de dispositions législatives, la journée de travail fut limitée à 10 h. 1/2 pour les femmes, les enfants, ainsi que pour les adultes travaillant dans les mêmes locaux, ce fut grâce aux mesures prises en accord avec le Conseil d'usine que la réduction du temps de travail fut compensée par un accroissement d'intensité et les salaires maintenus au même taux qu'avec la journée de 11 h. et auparavant de 12 h. Ajoutons que depuis longtemps le travail de nuit des femmes était supprimé au Val-des-Bois, à l'exception d'une période relativement courte qui s'écoula après un grave incendie en 1875. En matière d'accidents du travail, ce qui allait devenir la loi de 1898 avait reçu un commencement d'application dès 1871. A cette époque, la société de secours mutuels, créée par Jacques-Joseph Harmel en 1846, avait contracté une assurance collective contre les accidents de profession, dont la moitié de la prime annuelle était couverte par la direction. Aux ouvriers.

blessés, la compagnie d'assurance payait une indemnité égale au demi-salaire journalier. Comme, d'autre part, le secours de maladie alloué par la société de secours mutuels couvrait entre la moitié et le tiers du salaire, selon son importance, la combinaison permettait de compenser en totalité ou tout au moins jusqu'aux 5/6 la perte de gain journalier due à l'accident du travail.

Comment se déroulent les réunions du Conseil d'usine ? Une fois la mise au point effectuée des organismes composant la « corporation chrétienne » et sous réserve des améliorations que l'expérience suggère de temps à autre, les réunions se bornent à l'examen des petits événements de la quinzaine écoulée et des prévisions pour la quinzaine à venir. On y juge les griefs, souvent de minime importance, les dénis de justice réels ou imaginaires dont les ouvriers, même les plus humbles, ont à se plaindre. Deux fois par an, le Conseil prend en main l'organisation de concours, une des particularités les plus remarquables du Val-des-Bois. Ceux-ci ont pour objet de créer une émulation entre les ouvriers : activité, conduite, quantité et qualité de la production. L'amélioration du rendement général de l'entreprise ou de ses parties fait l'objet d'un soin particulier. Les ouvriers sont invités à signaler les défauts de l'outillage dont ils se servent ou les perfectionnements qui pourraient lui être apportés. D'une manière générale, d'ailleurs, un article du règlement d'usine stipule que si l'ouvrier « découvre quelques moyens d'amélioration qui facilitent le travail ou qui rendent le travail plus parfait, les patrons font volontiers les frais d'un essai dans les meilleures conditions, sous le contrôle du Conseil d'usine. Si l'amélioration est reconnue bonne et pratique, une gratification

est accordée à l'ouvrier, proportionnelle à la valeur de l'invention ».

Ainsi, le Conseil d'usine du Val-des-Bois est-il d'une essence différente des conseils d'arbitrage ou de conciliation dont le développement a été assez rapide depuis le début du siècle. Il dépasse le rôle d'apaisement des conflits qui peuvent surgir et vise à les prévenir. C'est plutôt un « conseil de famille », comme le dira Léon Harmel. Et ce conseil de famille est particulièrement efficace, puisque le Val-des-Bois ignore d'une manière absolue les cessations de travail collectif, même les appels aux prud'hommes. Tout désaccord est tranché par le Conseil d'usine d'après l'art. 18 du règlement même de l'entreprise. A une assemblée générale du syndicat, en 1909, signalant cet article qui, revêtu de la signature de tous les corps constitués du Val, avait été approuvé par les prud'hommes de Reims, le rapporteur du Conseil d'usine pouvait dire : « Nous devenons ainsi les prud'hommes de notre usine ». Par certains côtés, il rappelle aussi les conseils d'entreprise créés dans divers pays de l'Europe centrale après la guerre et dont l'existence fut éphémère, comme il rappelle les comités Whitley qui fonctionnent en Angleterre. Là encore, Léon Harmel a innové et son œuvre s'est révélée durable.

Quant aux conditions de travail, elles sont, d'une manière générale, fixées par contrat collectif. Pour en faciliter l'élaboration en pleine liberté d'esprit de son personnel, Léon Harmel contribue, en 1903, à transformer le syndicat mixte en syndicat à caractère strictement ouvrier, tout en lui gardant son caractère d'indépendance à l'égard du Conseil d'usine. Pour couronner l'édifice, un conseil syndical est institué, comprenant 12 membres

élus chaque année, une moitié par le personnel, l'autre par la direction.

La « corporation chrétienne » est arrivée à un degré de maturité quand, à l'occasion de l'exposition de Roubaix, en 1911, peu d'années avant la mort de Léon Harmel, les patrons de cette ville prennent l'initiative de lui faire accorder le Grand Prix des institutions économiques, professionnelles et sociales. Un arbre généalogique est préparé par le Val-des-Bois. Il est encore d'actualité. A la base, le Conseil syndical, puis la division en trois branches, chacune d'elles comportant des institutions gérées par les ouvriers eux-mêmes. Les institutions professionnelles comportent le syndicat (contrat collectif permanent), le règlement intérieur, le conseil d'usine et sa filiale : le conseil de perfectionnement technique, que complètent les cours du soir et la bibliothèque technique. Puis viennent les institutions économiques : boulangerie coopérative, coopérative agricole, commission d'initiative pour les achats en commun, comité des jardins, caisse de répartition des suppléments de salaires familiaux, caisse de chômage, caisse de capitalisation du boni corporatif constitué à l'aide des économies réalisées par les institutions économiques et formant un capital de réserve pour chaque participant, auquel s'ajoutent les épargnes placées par les ouvriers dans l'entreprise et qui s'élèvent alors à 13 % en moyenne du salaire total. Les institutions sociales sont les plus nombreuses : la société de secours mutuels, la pension de famille pour les jeunes ouvrières, la société des vétérans, les associations diverses groupant les enfants, les jeunes gens, les hommes, les mères de famille, la société de tempérance, celle des sapeurs-pompiers, celle des ambulan-

ciers de la Croix-Rouge, les sociétés artistiques et sportives, celles d'éducation, au premier rang desquelles figure le Cercle d'études.

Cet ensemble, remarquablement ordonné, des institutions du Val-des-Bois avait été connu bien avant d'avoir obtenu, en 1911, la notoriété que devait lui donner le Grand Prix de l'exposition de Roubaix. Léon Harmel avait donné déjà les détails de leur fonctionnement, telles qu'elles existaient en 1876, en soumettant au Congrès de Bordeaux de l'Union des œuvres les épreuves de l'ouvrage qui devait paraître quelques années plus tard sous le nom de *Manuel d'une corporation chrétienne*. Mais la propagande — s'il est possible d'employer un mot approuvé par Léon Harmel dans la mesure seulement où il n'était pas lui-même en cause — se faisait par les visiteurs. Attirés par la cordialité de son accueil autant que par le rayonnement du Val-des-Bois, ils affluaient de toutes les parties du monde. « J'ai rencontré, dit un des assidus, des gens de toutes langues et de toutes nationalités : Allemands, Anglais, Autrichiens, Belges, Italiens, Russes, Brésiliens et même Océaniens ». Ces visites furent suivies de nombreux articles de journaux et revues. Plusieurs ouvrages complétèrent et systématisèrent la documentation recueillie¹. Pour satisfaire le désir de ses nombreux correspondants, Léon Harmel fonda, en 1905, les *Echos du Val-des-Bois*, petite revue mensuelle distribuée gratuitement à chaque ménage ouvrier de l'entreprise et qui s'en allait au loin renseigner ceux qui s'intéressaient à elle.

1. Parmi ceux-ci : *Le Val-de-Bois, filature de laine*, par Emile Lefèvre (Charles Amat, Paris, 1901) ; *La protection des travailleurs par l'initiative privée* ; *l'organisation actuelle du Val-de-Bois*, par Jaubert (Emmanuel Rivière, Blois, 1904) ; *Une réalisation : la famille ouvrière du Val-de-Bois*, (*Action populaire*, 1914, brochure jaune, N. 305).

A elle seule, cette œuvre, réalisée dans un esprit de justice et de charité chrétienne tel que peu d'exemples peuvent en être trouvés dans l'histoire du patronat, justifiait le titre de « Bon père » déjà donné à Jacques-Joseph Harmel et dont Léon Harmel hérita par un consentement unanime de sa famille et du personnel, à la mort de son père, en 1884. Mais il devait en porter au loin la renommée, témoin ce trait d'un ouvrier milanais, concierge d'un immeuble et qui, apprenant qu'un de ses locataires devait avoir la visite de Léon Harmel, lui demande de le saluer de sa part car « c'est le Bon père des ouvriers et nous l'aimons aussi en Italie ».

CHAPITRE VI

LÉON HARMEL ET L'ACTION SYNDICALE

Ceux qui ne se sont pas pénétrés des activités multiformes de Léon Harmel sont tentés de prononcer le mot de paradoxe, tout au moins de remémorer les griefs d'imprudence qui lui furent adressés par le patronat de l'époque comme de la part de certains milieux ecclésiastiques. Bien avant la promulgation de la loi de 1884, à laquelle il apporta tout le concours de sa parole et de ses écrits, Léon Harmel pousse à l'action syndicale ouvrière. Ensuite, il ne se borne pas à améliorer l'organisation du patronat et à l'orienter dans la voie de l'Eglise, mais il contribue à la création d'organismes spécifiquement ouvriers. Il n'est pas animé du seul souci d'une stricte justice. Rappelons en quelques mots que, malgré l'interdiction générale de la loi Le Chapelier du 14-17 juin 1791, les entrepreneurs du bâtiment s'étaient organisés en association dès le premier Empire¹ et avaient formé, en 1821, le groupe de la Sainte-Chapelle, du nom de la rue où se trouvait le siège de l'association. En 1858, les patrons

1. La société des maîtres charpentiers de Paris fut autorisée par le préfet de police Dubois, en 1808 ; les entrepreneurs de maçonnerie et de pavage se joignirent à eux en 1809-1810.

appartenant à des industries autres que le bâtiment s'étaient groupés dans l'Union nationale du Commerce et de l'Industrie qui, dix ans plus tard, se composait de 55 chambres syndicales. En 1867, le « Comité central des chambres syndicales » avait été créé pour établir en quelque sorte une super-union entre ces deux fédérations et avec les associations qui étaient restées en dehors d'elles¹. Ces organisations patronales, quand elles n'avaient pas été reconnues officiellement, bénéficiaient d'une large tolérance. Du côté ouvrier, au contraire, l'organisation était restée clandestine jusqu'en 1884, mais elle avait été néanmoins telle que le délit de coalition n'avait pu être maintenu et avait disparu effectivement par la loi du 25 mai 1864.

Léon Harmel pense-t-il donc qu'il est conforme à la stricte équité d'avoir, parallèlement aux fédérations patronales, des organismes ouvriers ? Sans doute, cette préoccupation existe-t-elle chez lui, mais elle serait insuffisante pour comprendre ce que l'on a défini son apostolat.

Essayons de construire à la suite de Léon Harmel. Pas plus que son père, il ne croit au paternalisme. Nous avons essayé de montrer dans le chapitre précédent dans quel esprit de démocratie industrielle, il a conçu les réalisations du Val-des-Bois. A cela aurait pu se borner son rôle, laissant à la vertu de l'exemple le soin de multiplier son œuvre à travers tout le réseau des entreprises industrielles et commerciales, en France et ailleurs. En fait, c'est à cette vulgarisation qu'il consacre ses premiers efforts. Mais il a très vite l'intuition que le mouvement

1. Etienne Villey, *L'organisation professionnelle des employeurs dans l'industrie française*. Librairie Félix Alcan, Paris, 1923.

sera sporadique, qu'il contribuera à diviser, même sous le couvert de l'émulation. Il n'est en rien un précurseur du mouvement moderne à tendance antisyndicale connu sous son appellation anglaise de « Company-Unions », dont le développement est particulièrement grand aux Etats-Unis. Léon Harmel, quand il dit des ouvriers « qu'il les aime naturellement » n'y apporte aucun caractère exclusif. Loin de détourner ses subordonnés de l'action commune avec leurs compagnons d'autres entreprises, il les y encouragera, et, dès que la loi l'aura reconnue, prendra l'initiative de la réunion de congrès ouvriers par le truchement de « leaders » qu'il aura formés. Il a le « sang social », suivant l'expression dont il se servira pour l'éducation de ses fils. Mais il a en même temps la conscience d'un rôle à remplir pour ramener, ou retenir, au sein de l'Eglise les masses ouvrières. L'organisation ouvrière, comme l'organisation patronale, il ne la conçoit qu'animée de l'esprit des dogmes chrétiens, « sinon le mal serait plus grand que celui engendré par l'individualisme ». Il est donc aussi bien le promoteur de l'action syndicale ouvrière catholique (la Confédération française des travailleurs chrétiens d'aujourd'hui) que de l'action syndicale patronale catholique dont nous faisons l'étude.

Peut-on parler d'un plan logique ordonné jusque dans ses détails ? Léon Harmel s'en est lui-même défendu, répondant invariablement à cette question qui lui était souvent posée : « Je me suis toujours inspiré des circonstances », ou encore « Je me suis laissé guider par la Providence divine ». Qu'il y ait ou non intervention du subconscient, un certain ordre chronologique des faits existe.

Savoir avant d'agir, mais ne pas s'éterniser dans la discussion théorique, dans les spéculations de l'esprit si l'on veut agir. Une fois réuni le minimum de notions nécessaires à l'action, laisser à d'autres le soin de les poursuivre, quitte à corriger ensuite sur quelques points de détail la ligne de conduite que l'on s'est tracée, voilà, en quelques mots, la méthode Harmel. Il est, lui, un homme d'action, tout en n'ayant pas le caractère d'un tribun. Quand il fera une incursion dans les réunions politiques, elle sera brève et ses amis n'auront aucune peine à le convaincre qu'il n'y est pas dans son élément. Et l'on voit une division des tâches s'opérer entre les trois maîtres-ouvriers de l'action sociale catholique. René de la Tour du Pin sera le doctrinaire ; Albert de Mun sera l'homme politique ; à Léon Harmel sera dévolu le rôle de porter la parole dans les milieux professionnels. Entre ces hommes se sont établis des liens d'amitié et d'estime sincère à travers les controverses qui les divisent quelquefois sans jamais les séparer.

« L'apostolat — écrit Léon Harmel au déclin de sa vie — était visiblement la voie que Dieu m'imposait » Mais il doit lutter contre sa nature, et il décrit ainsi son état d'âme : en lui, deux hommes s'opposaient, un qui voulait, l'autre qui ne voulait pas. Ce dernier en était venu à jalouser les infirmes que leur situation met hors d'état d'agir. Il avait à lutter contre ce sentiment, que doublait une grande timidité. La parole en public l'impressionnait au plus haut degré. Loin de la désirer, il y aurait renoncé avec joie. Parfois, devant les foules, aux premières paroles qu'il avait prononcées, il se sentait défaillir. Une sueur froide inondait son front. « Mais je montais sur ma bête et la forçais à marcher ».

L'activité de Léon Harmel va se développer d'abord à l'Union des œuvres ouvrières, créée en septembre 1871. Il est invité dès le premier congrès, l'année suivante. Encore sous le coup du déchirement qu'avait été pour lui la mort de sa femme, il s'y rend, pensant ne jouer qu'un rôle d'auditeur. Mais les organisateurs ont surtout fait appel à lui en tant que directeur du Val-des-Bois, la « corporation chrétienne » commençant à être connue en France. Des explications lui sont demandées. Il s'y plie de bonne grâce. L'intérêt qu'il suscite est si vif que, d'un consentement unanime, il lui est demandé de préparer pour le congrès suivant un tableau complet des œuvres du Val-des-Bois.

Le titre que Léon Harmel adopte pour son rapport présenté au Congrès de Nantes montre quel est l'objet de ses préoccupations à l'époque. Il traite de l'organisation chrétienne de l'usine, ne se borne pas à l'œuvre effectuée au Val-des-Bois et esquisse le plan de réalisations futures. Tant de sincérité, tant de flamme, avaient été mises dans son rapport que ce fut pour l'auditoire une révélation. Même accueil au Congrès de Lyon, en 1874, au lendemain duquel l'usine de Warmériville était presque anéantie par un incendie. Léon Harmel semblait en avoir eu le pressentiment. « Quel mal, avait-il dit aux congressistes, me font vos applaudissements au début de cette grande action que vous voulez entreprendre avec moi ! Vous me faites peur. Une œuvre vraiment voulue de Dieu ne débute que par l'épreuve et l'humiliation. Et vous me comblez de louanges et de promesses ! ». De cette nouvelle épreuve, venant aussitôt après le deuil cruel qui l'avait frappé, Léon Harmel devait sortir plus armé pour la lutte qu'il devait soutenir jusqu'au seuil de la tombe.

En témoignage d'affection pour lui et pour marquer l'importance que le Val-des-Bois, alors en reconstruction, avait pris dans les préoccupations de l'Union des œuvres, le Congrès de 1875 se réunit à Reims. A ce précieux encouragement, Léon Harmel répondit en présentant en projet au Congrès de 1876, à Bordeaux, puis en édition définitive au Congrès suivant du Puy, le *Manuel d'une Corporation chrétienne*. Il y élargissait le cadre de son rapport de 1873 et y réunissait les expériences et les suggestions qui avaient été présentées aux congrès précédents. L'enseignement qu'il y donnait reçut l'approbation suivante de Pie IX, anticipation de ce que son successeur, Léon XIII, devait affirmer dans *Rerum Novarum* : « Nous vous félicitons d'avoir démontré que le devoir des patrons et des maîtres d'atelier consiste à veiller au bien spirituel et temporel de leurs subordonnés et de leur avoir rappelé le compte rigoureux qu'ils rendront un jour au divin Juge pour ce devoir méconnu, d'avoir en même temps montré, par vos paroles et votre exemple exposés aux yeux de tous, le chemin qu'ils doivent suivre pour vaincre les difficultés et accomplir convenablement et heureusement ce devoir. Mais nous vous félicitons encore davantage d'avoir ramené l'amour de la religion délaissée dans ce pays où vous avez établi votre usine, d'avoir extirpé les vices, rétabli la concorde et la piété au sein de la famille et d'avoir ainsi procuré le vrai bonheur du peuple ».

Pour la première fois, dans le *Manuel de la Corporation chrétienne*, Léon Harmel dégage la notion de l'action syndicale ouvrière. Au sein des entreprises, une ou plusieurs associations ouvrières se gouvernant elles-mêmes ; au-dessus d'elles, les corporations — dans le sens actuel de syndicat et d'union de syndicats —

réalisées suivant la diversité des lieux de deux manières différentes, soit par une organisation syndicale à l'usine, soit par « la formation d'une même corporation avec des ouvriers de plusieurs usines similaires ». A cette époque, qui se place une dizaine d'années avant la loi Waldeck-Rousseau, Léon Harmel offre l'alternative. Il se prononcera plus tard pour la double organisation, telle qu'elle fonctionne actuellement dans un grand nombre d'entreprises où, à côté de l'organisation syndicale, fonctionnent des œuvres spéciales à l'usine.

Mais cette action syndicale ouvrière ne doit s'exercer qu'entre chrétiens. « Pour atteindre le premier but de la corporation, qui est de rétablir la vie sociale chrétienne¹, nous devons la composer d'éléments chrétiens. Puisque nous la faisons ouverte et reposant sur la liberté individuelle absolue, nous devons exiger des conditions morales dont la meilleure garantie se rencontre dans les associations inspirées par le sentiment religieux. Nous croyons donc nécessaire de n'y donner entrée que par les associations catholiques. Si la corporation existait en dehors d'elles, comment pourrions-nous l'empêcher de devenir impie ou indifférente et par conséquent impuissante pour le bien de notre société? ... D'ailleurs, aucun privilège pour ceux qui font partie des œuvres, aucune sollicitation indiscrete pour ceux qui n'en sont pas. Il y a des ouvriers qui sont en dehors, trop, sans doute ! Mais les récalcitrants eux-mêmes nous servent encore beaucoup ; leur

1. Ceci doit être entendu dans le sens de rétablissement du principe chrétien de la justice sociale dans les rapports professionnels. C'est ce qui permet aux organisations patronales et ouvrières catholiques de préconiser la « corporation » généralisée, sans que nécessairement l'étape intermédiaire de la rechristianisation ait à être franchie. La rechristianisation peut d'ailleurs être facilitée par l'adoption de principes corporatistes.

résistance rend la liberté aussi apparente qu'elle est réelle ». Nous avons vu comment Léon Harmel a réalisé cette harmonie confessionnelle au Val-des-Bois, tout en montrant une large tolérance envers ceux qui restent en dehors des œuvres chrétiennes.

Au sommet de l'édifice, vue de l'avenir et aujourd'hui presque réalité : « une association de patrons de la même industrie et une association parallèle de leurs ouvriers, ayant pour base la foi et la pratique catholiques, unies pour former un seul corps traitant ensemble les intérêts professionnels, formant une corporation qui peut être considérée comme le type de l'organisation chrétienne du travail ».

Vers la même époque, Léon Harmel entrait en contact avec une des filiales de l'Union : l'Œuvre des cercles catholiques d'ouvriers que venait de fonder Albert de Mun. Il s'y intéressera jusqu'à la mort, tour à tour chef des fondations, secrétaire-général adjoint, enfin président du Comité¹ ; il y élargira son horizon. L'organisation chrétienne des usines restera toujours un de ses objectifs principaux, mais, grâce aux relations qu'il nouera par l'Œuvre des cercles, il se pénétrera mieux de l'importance de réformes s'étendant au delà de l'enceinte des ateliers. La progression est continue. Léon Harmel a entamé sa collaboration avec l'Union des œuvres alors qu'il était déjà riche de l'expérience acquise au Val-des-Bois. Il y a mûri le *Manuel de la Corporation chrétienne*. C'est avec ce bagage d'une importance capitale pour l'époque, qu'il va participer à l'Œuvre des cercles, et y prendra, dès

1. Albert de Mun était le secrétaire général. Né en 1841 et mort en 1914, il fut un grand organisateur d'œuvres sociales catholiques. Il siégea à la Chambre des députés pendant plus de 30 années et fut élu à l'Académie française dès 1897.

l'origine de ses travaux, une place importante. En outre, plus tard, l'expérience qu'il y acquerra lui servira pour l'œuvre fondamentale de sa vie : l'organisation syndicale.

Le terrain était déjà préparé pour l'action de Léon Harmel. En y entrant, il y trouve le reflet de ses idées sur la démocratie industrielle. L'Œuvre a, en effet, rompu avec la méthode des patronages. Le cercle de Montparnasse, où se concentrent les activités, a depuis plusieurs années déjà comme président un ouvrier élu par ses camarades. Un conseil d'ouvriers, nommé de la même manière, le gouverne et administre le produit des cotisations. Dès le début de 1875, Albert de Mun avait achevé le *Plan général de l'œuvre* qui, entre autres, déterminait la manière dont les membres ouvriers des cercles devaient participer à leur direction. Et l'on cite à ce sujet ses paroles, qui auraient pu être aussi bien prononcées par Léon Harmel : « Bien loin d'être exposée au péril par un excès d'indépendance de la part des associations qui la composent, l'œuvre aura tout au contraire, et sans doute longtemps encore, à lutter contre l'indolence universelle et la répugnance des individus à accepter une responsabilité quelconque ». Tant Albert de Mun que Léon Harmel auront à s'élever contre l'esprit de patronage, contre les protecteurs des ouvriers sans eux, sinon malgré eux, contre le paternalisme que l'un et l'autre réfutaient avec la même énergie.

Sous l'impulsion de Léon Harmel, l'Œuvre des cercles s'oriente vers la grande industrie. Jusque-là, elle n'avait atteint que les artisans et les employés de petites entreprises. L'exemple du Val-des-Bois fait découvrir d'autres horizons et Albert de Mun écrira à ce sujet que ses collaborateurs et lui y trouveront une éclatante confirmation

des principes qu'ils avaient posés à la base de leur action : « Un immense avenir s'ouvrait devant nous. Nos esprits, désormais tournés vers les grandes masses ouvrières, allaient nécessairement chercher la solution du problème qui les agite. Elle nous a paru, dès ce jour, à la fois dans la législation sociale et dans l'organisation corporative ». Aux réformes préconisées dans le *Manuel de la Corporation chrétienne*, l'Œuvre des cercles va donc ajouter la législation sociale, à laquelle Léon Harmel devait se rallier un peu plus tard, bien qu'avec certaines réticences. C'est en germe le plan de *Rerum Novarum*.

Au Comité central de l'Œuvre des cercles, trois sections s'occupent de la propagande, des fondations et des finances. René de la Tour du Pin¹ conçoit le projet de les compléter par une quatrième section, dite de l'enseignement, à laquelle serait annexé un Conseil d'études. Très vite, elle prendra une place dominante, que Léon Harmel trouvera exagérée. On reconnaît là l'homme que nous avons cherché à dépeindre, s'inclinant devant la nécessité des études théoriques, mais hostile à tout ce qui peut entraver l'action. Il n'y trouve pas non plus les industriels et les économistes qui y auraient eu leur place. Pour y pallier, il cherche à orienter le périodique de l'œuvre *l'Association catholique*, fondé en 1875, vers des études pratiques : contrat de travail, salaires, primes diverses, retraites, participation aux bénéfices, assurances sociales. Malgré l'impulsion qu'une telle publication peut entraîner, Léon Harmel est consterné de voir la stagnation envahir l'Œuvre des cercles, qu'il déclare être sous l'em-

1. Contemporain d'Albert de Mun et de Léon Harmel, auxquels il survécut une dizaine d'années. Il avait interrompu, encore jeune, une carrière militaire qui s'annonçait brillante pour se consacrer aux œuvres catholiques.

pire des théoriciens. Il est vrai que c'est l'époque où le mouvement social catholique français, également éloigné du libéralisme économique et du socialisme, cherche sa doctrine, hésitations auxquelles seule la publication de *Rerum Novarum* mettra fin. En définitive, il se retire, en 1882, du Conseil des études pour ne plus avoir à lutter contre son ami, René de la Tour du Pin. Mais cette lutte avait été féconde. « Nous ne fîmes vraiment connaissance avec la doctrine sociale — écrit un de ceux qui y assistèrent — que grâce au duel la Tour du Pin-Harmel. Les coups étaient violents, mais ne blessaient jamais. Les chocs étaient rudes, produisant surtout des étincelles, mais c'était pour éclairer la route, à la plus grande satisfaction des deux lutteurs et au plus grand profit du public que nous étions »¹. Un autre résultat fut la création d'une Commission industrielle consultative qui corrigea ce que pouvait avoir de trop doctrinaire l'influence du Conseil des études.

C'est en cette même année 1882 que l'accord se fit sur la définition du régime corporatif. « J'entends par régime corporatif — avait dit René de la Tour du Pin — le régime économique et politique où la corporation chrétienne (semblable à celle du Val-des-Bois) sera reconnue comme un corps constitué, non seulement comme personne civile, mais comme unité politique, et aura suffrage (direct ou à plusieurs degrés) dans toutes les questions posées à la législation relativement au régime du travail, de la propriété, du commerce, etc. Entends-je par là que l'entrée dans cette corporation doit être forcée ? Jamais de la vie ; elle ne pourrait plus être chrétienne alors, parce qu'on ne peut pas contraindre quelqu'un à

1. Lettre du 7 novembre 1925 de M. de la Guillonnière au R.P. Guittou, *op. cit.*

être chrétien ni contraindre une association chrétienne à recevoir dans son sein un membre impie ou réfractaire à son esprit. La corporation chrétienne doit donc être essentiellement libre. Oui ! mais privilégiée, c'est-à-dire reconnue dans l'Etat ».

Cette définition reste en vue de l'avenir. Nous aurons l'occasion d'y revenir quand nous aborderons l'étude du patronat catholique devant les problèmes corporatistes. Nous ferons de même pour la résolution suivante adoptée par l'Union des œuvres à son Congrès d'Autun, toujours dans l'année 1882, qui concrétisa la pensée de Léon Harmel et résume les enseignements que nous avons recueillis jusqu'ici :

« Les directeurs des associations ouvrières catholiques réunis à Autun se déclarent unanimement convaincus que le régime corporatif est le seul moyen de remédier aux maux engendrés par l'état anarchique dans lequel nous vivons.

Ce régime a pour caractère essentiel : *un lien moral* consenti librement entre le patron et ses employés ; *un lien matériel* de propriété commune et inaliénable entre les mêmes, formant le patrimoine corporatif ; *un lien coutumier* entre les ateliers de la même profession ainsi constitués ; *une fonction reconnue dans l'Etat* à la corporation qui réunirait ces trois caractères.

D'accord avec les industriels présents au congrès, ils sont convaincus que le régime corporatif est applicable à la grande industrie, savoir : dans l'usine même, par la corporation organisée comme celle du Val-des-Bois ; entre les usines similaires, par des syndicats qui seraient le point de départ d'une action générale pour la prospérité morale et matérielle de la grande industrie...

Ils considèrent comme très important pour la cause catholique de multiplier sans retard les exemples de corporations chrétiennes afin de préparer le régime corporatif, véritable solution de la question ouvrière ».

Avec la permission de Léon XIII, le cardinal Langénieux déclare solennellement, le 19 septembre 1891, que l'encyclique *Rerum Novarum* est la récompense des pèlerinages des ouvriers français à Rome ». A ces pèlerinages le nom d'Harmel est indissolublement attaché. Recherchons encore une fois la succession des faits. Pour lui, la période des études théoriques est suffisamment amorcée. L'action syndicale peut se développer par la propagande de l'Œuvre des cercles comme, dans un cadre élargi, par l'Union des œuvres, mais cette action est, à ses yeux, trop lente. Le moment est venu d'aller à la tête, de recueillir de la chaire de Pierre les encouragements nécessaires en vue de donner au patronat et au salariat une orientation décisive. Tous les textes élaborés, tout le dynamisme de la corporation chrétienne du Val-des-Bois n'auront leur effet que dans la mesure où ils seront suivis d'application généralisée, et cela dans un avenir rapproché. Léon Harmel sent autour de lui l'âpreté des luttes des revendications ouvrières. Que dans sa propre entreprise elles soient ignorées lui rappelle constamment le devoir de recherche de la vérité pour le bien de tous et non plus seulement pour celui de son entourage immédiat. Une fois créé le courant de générosité et de compréhension mutuelles, de fraternité chrétienne entre patrons et ouvriers, l'action syndicale catholique pourra se développer harmonieusement. Qu'importera alors que, pour la commodité de la construction professionnelle, ils soient séparés, les uns appartenant aux organisations patronales, les autres aux organisations ouvrières ; ils seront réunis par le cœur, et l'on retrouvera au sommet de la pyramide la collaboration déjà instituée au sein de l'entreprise.

Pour amorcer ce mouvement, Léon Harmel commence par les employeurs. Il utilise ses relations d'affaires et celles qu'il a nouées à l'Œuvre des cercles et à l'Union des œuvres. Il s'adresse aux quelque huit cents membres de la Commission industrielle consultative dont il a obtenu la création à l'Œuvre des cercles. Malgré toutes ses démarches, malgré le tour de France qu'il s'impose, les pèlerins ne sont qu'une centaine lors de la réception du 23 février 1885 au Vatican. Entrant pleinement dans les vues de celui qui avait pris l'initiative du pèlerinage, Léon XIII leur fait promettre de revenir l'année suivante à Rome, et cette fois non plus seuls, mais accompagnés de nombreuses délégations d'ouvriers.

La *France du travail*, suivant la terminologie qui sera adoptée un peu plus tard, répond avec enthousiasme aux ouvertures de Léon XIII. En 1887, les pèlerins sont au nombre de 1800, presque tous ouvriers. A l'audience solennelle qui leur est réservée, le pape, pour la première fois, définit publiquement son attitude devant les problèmes sociaux. Connaissant les controverses qui séparent les dirigeants catholiques français entre partisans et adversaires de l'intervention de l'Etat, il les départage selon la formule qu'il adoptera quelques années plus tard dans *Rerum Novarum* : « Sans doute, l'intervention et l'action de ces pouvoirs (les pouvoirs publics) ne sont pas d'une indispensable nécessité, quand, dans les conditions qui règlent le travail et l'exercice de l'industrie, il ne se rencontre rien qui offense la moralité, la justice, la dignité humaine, la vie domestique de l'ouvrier. Mais quand l'un ou l'autre de ces biens se trouve menacé ou compromis, les pouvoirs publics, en intervenant comme il convient et dans une juste mesure, feront œuvre de salut social, car

à eux, il appartient de protéger et de sauvegarder les vrais intérêts des citoyens, leurs subordonnés ».

A Léon XIII, qui lui avait demandé de répéter son effort, Harmel, avait répondu : « Très Saint-Père, je vous en amènerai dix mille ! » Cet engagement pris dans l'enthousiasme d'une réussite aussi brillante, il aura à cœur de le tenir. Dès novembre 1888, il expédie des circulaires par centaines de milliers, suggère partout la réunion de commissions diocésaines et de correspondants cantonaux, obtient que toutes les publications catholiques répandent l'invitation du Souverain-Pontife, et fonde un périodique *La France du travail à Rome*, dont la direction générale est assumée au Val-des-Bois. Mais les difficultés matérielles surgissent. Le transport, le logement des congressistes ne peuvent être assurés qu'en échelonnant les départs. De toutes ces difficultés, l'optimisme et la bonne humeur de Léon Harmel triomphent. Et cette fois, Léon XIII, poussant plus loin l'examen du problème social, s'attache à montrer les obligations qui incombent aux uns et aux autres pour en hâter la solution. Le rôle de l'Etat a été défini lors du pèlerinage de 1887. Il le rappelle en quelques mots et insiste sur la part revenant aux employeurs, qui « doivent considérer l'ouvrier comme un frère, adoucir son sort, l'édifier par le bon exemple et, surtout, ne se départir jamais, à son détriment, des règles d'équité et de justice en visant à des profits et à des gains rapides et disproportionnés ». A tous les pèlerins, Léon XIII recommande la pratique fidèle de leurs devoirs religieux, domestiques et sociaux, la justice sociale demandant un égal sacrifice des uns et des autres. Tel fut le pèlerinage de 1889, le premier qui, par son ampleur, mérite pleinement le nom de pèlerinage de la France du travail.

Le 15 mai 1891, paraît l'Encyclique *Rerum Novarum*, accueillie avec ferveur par tout le mouvement catholique social. Elle concorde, dans ses principes dominants, avec les doctrines soutenues par l'Œuvre des cercles, elle-même pour une large part fruit de la collaboration de Léon Harmel avec Albert de Mun et René de la Tour du Pin. Le nouveau pèlerinage dont il prend l'initiative sera celui « de la reconnaissance ». Il lui voudra une ampleur encore plus grande. Ce ne seront plus dix mille, mais vingt mille ouvriers et patrons français qui viendront à Rome. Ce programme, il ne pourra le réaliser entièrement. Un malentendu grave s'éleva entre une fraction de la population de Rome et les pèlerins, suspectés à tort de prendre publiquement parti pour le pape contre l'Etat italien. Les souvenirs de Mentana n'étaient pas encore effacés. Peut-être aussi les auteurs de cette cabale craignaient-ils de voir le mouvement de Léon Harmel s'étendre et devenir international. Il fallut céder et avancer de quinze jours l'audience finale. Léon XIII, loin d'en faire porter le poids à l'organisateur, que ces événements avaient le premier surpris, redoubla à son égard d'affectueuse sollicitude¹.

Connaissant maintenant Léon Harmel, nous ne serons pas surpris de le voir redoubler d'efforts après le demi-échec qu'avait été le pèlerinage de septembre-octobre 1891. Il va désormais se consacrer entièrement à

1. Les pèlerinages furent repris plus tard, quand les rapports politiques entre la France et l'Italie s'améliorèrent. En 1910, le 25^e anniversaire fut célébré avec éclat à Rome, sous Pie X. Léon Harmel l'organisa comme les pèlerinages précédents et ce fut, à l'exception d'une brève visite en 1912, son dernier voyage à Rome. Interrompus par la guerre de 1914-1918, ils furent repris en 1922 avec le concours de la Confédération française des professions et de la Confédération française des travailleurs chrétiens. Le 50^e anniversaire des pèlerinages a été célébré en 1935.

l'organisation syndicale. De toute manière, le but recherché par les voyages collectifs à Rome était atteint. Peut-être même les épreuves avaient-elles contribué à resserrer encore plus les liens entre les pèlerins ouvriers et patrons.

D'ailleurs, la tâche était depuis longtemps tracée. Parallèlement à l'organisation des pèlerinages, Léon Harmel s'était fait, auprès des associations d'employeurs, le propagandiste des idées de charité et de justice sociale. A leur intention il avait rédigé, en 1885, le « catéchisme du patron », résumant les enseignements qu'il ne cessait de prodiguer malgré toutes les entraves qu'il trouvait sur sa route. L'aboutissement était, à ses yeux, le groupement en une vaste fédération des industriels de France qui acceptaient de laisser pénétrer leur vie professionnelle par les enseignements chrétiens. Il songeait tout d'abord à en faire une filiale de l'Œuvre des cercles. Devant les susceptibilités qu'il rencontra, il lui donna l'autonomie complète sous la forme de « l'Union fraternelle du commerce et de l'industrie ».

Nous aurons l'occasion de voir que l'Union fraternelle est à l'origine de l'actuelle « Confédération française des professions »¹. Pour le moment, nous indiquerons qu'elle fut constituée le 4 novembre 1891 sous la forme d'une société anonyme ayant pour objet la publication d'un annuaire et d'un périodique, ainsi que le fonctionnement d'un bureau d'assurances et de renseignements commerciaux. Tel était l'objet reconnu dans les statuts, mais en réalité, les buts poursuivis avaient une autre envergure. C'était tout d'abord la création d'une force sociale puissante par le nombre et par la communauté des sentiments

1. La Confédération a été créée, en effet, en 1926 par la fusion de l'Union fraternelle avec les 26 syndicats patronaux catholiques qui existaient à l'époque, réunis dans un syndicat central.

Nous n'accompagnerons pas Léon Harmel dans les brèves incursions qu'il fit dans le domaine syndico-politique, où il s'affirma « nettement républicain, nettement démocrate, nettement chrétien »¹. Non pas qu'il ait jamais pensé à y jouer un rôle personnel, si même quelques admirateurs l'entrevoyaient pour lui, mais, à plusieurs reprises, aux approches des élections législatives, il considéra comme opportun de participer à des réunions publiques en vue de définir quels devaient être l'attitude et le programme d'action de ceux qui se réclamaient des ouvriers. Nous nous limiterons à la part qu'il prit au mouvement strictement professionnel.

Au cours des semaines qui suivirent la parution de *Rerum Novarum*, des ouvriers vinrent trouver le prêtre qui dirigeait l'archiconfrérie de Notre-Dame de l'Usine, à Reims². Ils étaient dirigés par un des leurs, nommé Robert. Leur démarche avait alors pour simple objet une connaissance plus approfondie des enseignements de l'Eglise. L'archiconfrérie mit à leur disposition un local de réunion et des livres. Ainsi naquit le cercle chrétien d'études sociales de Reims.

Léon Harmel assistait aux réunions à titre de membre consultatif comme tous ceux qui, bien que n'étant pas ouvriers, se sentaient attirés par ce mouvement. Il ne devait pas tarder à y prendre une place prépondérante. Sur son initiative, la décision est prise de tenir un Congrès ouvrier à Reims, en 1893, dont il est acclamé comme président d'honneur. Pour la réussite de cette union, sur le rayonnement de laquelle il comptait beaucoup pour la

1. En particulier dans son discours au congrès des travailleurs chrétiens du Centre et de l'Ouest, en 1899, à Blois, qui souleva de longues polémiques dans les milieux catholiques.

2. Voir note au bas de la p. 55.

diffusion des idées qui lui étaient chères, Léon Harmel ne ménage encore une fois pas sa peine. L'ouvrier Robert devient son commensal préféré. Ensemble ils passent des journées entières au Val-des-Bois à s'entretenir de leurs projets. L'ordre du jour est arrêté de concert entre eux : intérêts généraux des ouvriers (éducation, salaires, repos dominical) ; l'organisation à l'usine (organisation intérieure, contremaîtres, conseils professionnels) ; syndicats ou corporations (rapports avec les fédérations et les non syndiqués, avec les syndicats de la profession ou des autres professions, rapports avec les pouvoirs publics, avec les confréries) ; institutions économiques et de prévoyance (coopératives, mutualité, épargne).

La réussite du Congrès de Reims est complète. Il a été organisé pour la région de la Marne et pour celle des Ardennes, mais des ouvriers viennent d'autres parties de la France, et cela au nombre d'une centaine. Il est suivi, en 1894, d'un deuxième congrès qui prend un caractère national. L'expérience devait montrer le danger que présentait l'adoption un peu hâtive de cette formule. Le premier congrès s'était prononcé en faveur de la constitution dans chaque métier de syndicats composés exclusivement d'ouvriers, parallèlement à la constitution de syndicats de patrons du même métier, les deux syndicats désignant chacun de leur côté le même nombre de délégués pour établir le « Conseil du métier », auquel il appartiendrait de discuter et de trancher toutes les questions intéressant l'un ou l'autre syndicat. Notons qu'à cette époque la doctrine de l'Eglise n'était pas encore nettement établie sur ce point. Nous avons vu que Léon XIII laissait le choix entre syndicats mixtes et syndicats séparés. C'est encore aujourd'hui la thèse de l'Etat

français, telle qu'elle a été définie dans la loi de 1884 et telle qu'elle figure dans l'article suivant du Code du travail : « Les syndicats ou associations professionnels de personnes exerçant la même profession, des métiers similaires ou des professions connexes concourant à l'établissement de produits déterminés ou la même profession libérale peuvent se constituer librement »¹. Ce ne sera qu'en 1915, que la papauté penchera en faveur de syndicats séparés. « Il est — dira le Cardinal Gasparri, avec l'approbation de Benoît XV — opportun, utile et bien conforme aux principes chrétiens de continuer en principe, et pour autant que ce sera pratiquement possible, la fondation simultanée et distincte d'Unions patronales et d'Unions ouvrières en créant, comme point de contact entre elles, des commissions mixtes chargées de discuter et de trancher pacifiquement, suivant la justice et la charité, les différends qui peuvent surgir entre les membres de ces deux sortes d'unions »².

Quant à Léon Harmel, il avait une certaine attirance pour le syndicat mixte et c'était, à l'époque, le régime adopté au Val-des-Bois³. Mais il reconnaissait l'opportunité du syndicat séparé dans tous les cas — c'était et c'est encore l'immense majorité — où l'ouvrier ne trouverait pas autrement la liberté d'exprimer ses désirs et de s'habituer à gouverner ses propres affaires. Aussi s'était-il rangé de bonne grâce à la résolution de 1893.

A la réunion élargie de 1894, un syndicat mixte du textile de Roubaix-Tourcoing met aux voix une résolution tendant à ce que « dans toutes les professions s'orga-

1. Livre III du Code du travail, titre premier, chapitre 1^{er}, art. 2.

2. Lettre du 25 février 1915 au président de l'Union économique-sociale italienne, citée par G. Guittou.

3. Il en fut ainsi jusqu'en 1903, époque à laquelle, avec l'encouragement de Léon Harmel, le syndicat du Val-des-Bois devint strictement ouvrier.

nisent des syndicats mixtes », renversant donc la décision prise par le Congrès régional de la Marne et des Ardennes l'année précédente. Un texte transactionnel est adopté, inspiré du désir de ne pas rompre l'unité obtenue par ce premier congrès national, mais à la vérité très confus et où ne se dégageait même pas l'alternative laissée par le législateur.

Si l'entente est précaire, le mouvement national n'en est pas moins lancé. Le Congrès de 1894, en fin de travaux, préconise la création, à l'image de ce qui existe dans le Nord, de fédérations régionales, première étape nécessaire vers une fédération nationale. Là encore, nous trouvons l'influence de Léon Harmel, dont la tâche d'animateur va se poursuivre. L'Union des Ardennes est établie la première, suivie en avril 1895 par la Fédération des travailleurs chrétiens du Centre et de l'Ouest, suivie encore en juillet de la même année par l'Union de la région parisienne.

En 1896, Reims est à nouveau choisi pour la réunion d'un congrès national. C'est le dernier qu'organisera Léon Harmel. Il marque une date importante pour le mouvement ouvrier catholique, qui ne se dégagera que longtemps plus tard de l'orientation qui lui fut donnée.

Le nombre des congressistes était important. Près de 600 délégués représentaient 135 associations, groupant ensemble 20.704 membres. On mesure par là l'ampleur qu'avait prise l'organisation syndicale ouvrière catholique en cinq années. Mais il n'y avait pas une masse homogène. Nous avons vu à quelle incohérence de doctrine avait conduit la réunion hâtive du premier congrès national. Le conflit de tendances devait, cette fois, être beaucoup plus grave. Deux courants se manifestèrent

dès l'ouverture des travaux. L'un était composé d'artisans et d'ouvriers désireux de garder au mouvement son caractère strictement professionnel. Il avait à sa tête les hommes qu'avait contribué à former Léon Harmel. L'autre, plus soucieux d'action politique que d'action syndicale, comptait surtout des isolés, des employés pour la plupart, et sans organisations syndicales derrière eux. Malgré les efforts des chefs syndicalistes, cette tendance l'emporta par la fondation du « parti démocratique chrétien », en réalité de la section ouvrière de ce parti qui restait encore à créer.

Sans cette intrusion de la politique dans l'action syndicale, il est permis de penser que la « Confédération française des travailleurs chrétiens » aurait vu le jour bien avant 1919, époque à laquelle elle a été fondée. Albert de Mun ne cacha pas son désappointement de voir le mouvement ouvrier ainsi dévier de sa route. Quant à Léon Harmel, il était trop respectueux de la liberté ouvrière pour manifester publiquement ses regrets. En avait-il, même, et ne pensait-il pas que la crise serait salubre ? On se souviendra de ce qu'il répétait sans cesse quand il parlait des expériences du Val-des-Bois et de l'éducation de l'ouvrier par l'ouvrier : « nous aimons mieux une marche moins parfaite produite par la direction ouvrière qu'une prospérité continue due à l'ingérence des patrons ». C'est la même idée qu'il développa en réponse à Albert de Mun, et par laquelle nous terminerons cet examen de l'action syndicale de Léon Harmel :

« Permettez un retour de quelques instants sur mon expérience personnelle. J'ai travaillé toute ma vie à l'ascension populaire, par la restauration de l'initiative et de la responsabilité. J'ai pensé que, pour une entreprise aussi délicate, il fallait surtout

étudier le livre vivant, c'est-à-dire la personnalité humaine dans ses manifestations et dans ses tendances. J'ai donc vécu avec les ouvriers ; j'ai mis mon cœur contre leurs cœurs pour en sentir et en comprendre tous les battements. J'ai constaté que, dans les réunions mêlées, si la responsabilité n'appartient pas franchement aux ouvriers, s'ils ne se sentent pas complètement chez eux, il y a, malgré toute la condescendance des présents, une certaine pression, inconsciente il est vrai, mais qui suffit pour empêcher le travailleur de vaincre sa timidité naturelle et de manifester librement ses pensées. Dès lors, l'éducation intellectuelle devient difficile, car on ne sait bien que ce qu'on a exprimé, enseigné soi-même, et il faut que l'ouvrier soit assez libre pour essayer de faire partager ses convictions par ses camarades ».

Nous ne poursuivrons pas plus loin cette analyse. Dès lors, Léon Harmel s'effacera petit à petit des œuvres qu'il a créées ou encouragées. Il en sera ainsi pour le Val-des-Bois, l'Œuvre des cercles, l'Union fraternelle et, à plus forte raison, pour les organisations syndicales ouvrières, qu'il désire soustraites à toute ingérence patronale. Sa collaboration continuera avec le clergé et avec le Vatican en particulier. Pie X, puis Benoît XV lui conserveront les sentiments d'affectueuse sollicitude qu'avait eus pour lui Léon XIII. Ayant exalté jusqu'au suprême degré sa foi religieuse, il s'éteindra à Nice le 25 novembre 1915, entouré de la vénération des multitudes dont il avait su gagner le cœur.

L'étude à laquelle nous venons de procéder de l'œuvre de Léon Harmel nous a permis de revivre tout le mouvement d'idées qui devait conduire à l'organisation syndicale confessionnelle en France et, pour le sujet qui nous préoccupe, au groupement permanent des patrons catholiques français. C'est sous l'inspiration des enseignements de l'Eglise et des exemples donnés par Léon Harmel qu'il va se développer.

Troisième Partie

**La confédération française
des professions**

La confédération française des professions

Le 21 mai 1936 a été célébré le dixième anniversaire de la fondation de la « Confédération française des professions commerciales, industrielles et libérales, Union patronale catholique ». Nous avons eu déjà l'occasion de voir qu'elle est le produit de la fusion de l'« Union fraternelle du commerce et de l'industrie » avec 26 syndicats professionnels patronaux catholiques, réunis dans un syndicat central.

Fondée en 1889 à l'occasion d'une réunion de patrons catholiques, anciens pèlerins de Rome, qui avait lieu à la Villa Manrèse, à Clamart, l'Union fraternelle avait été constituée définitivement le 4 novembre 1891 en société anonyme. Nous avons dit les raisons qui militaient en faveur de l'adoption de cette forme de constitution. Que trouvaient les adhérents dans l'association ? Léon Harmel, fondateur et président jusqu'à sa mort, le définissait ainsi : « Préparer le retour aux mœurs corporatives en établissant entre les industriels et les commerçants des liens d'estime et d'affection réciproques, en dirigeant la clientèle vers des hommes honnêtes qui pourront ainsi pratiquer la justice : ce qui leur est difficile de faire sans le concours des acheteurs ». A cela, il ajoutait la contribution à apporter à l'œuvre législative du pays.

La propagande commença méthodiquement, cherchant à acclimater chez les catholiques, surtout dans la bourgeoisie moyenne, des idées sociales qui leur étaient souvent étrangères. Chaque année, une assemblée générale se tenait au moment de la fête du Sacré-Cœur, et le dimanche suivant, un train spécial conduisait les adhérents au Val-des-Bois, où le Bon père Harmel les recevait avec la générosité de cœur qui illuminait sa haute et attachante personnalité. Le nombre des membres atteignait 7.000 en 1914. Des groupes avaient été constitués en province, très variables comme composition et comme activité. Sur un point cependant la ligne d'action était commune ; la propagande en faveur des directives données par *Rerum Novarum*, que complétait l'organisation des pèlerinages de la France du travail à Rome.

La guerre survient avec l'invasion, la destruction des usines du Val-des-Bois. Le Bon père meurt le 25 novembre 1915. Ses fils sont trop absorbés par les soucis de l'entreprise comme par ceux que leur donne la subsistance de leur nombreux personnel pour accepter l'un ou l'autre la présidence de l'Union fraternelle. Le flambeau passe successivement entre plusieurs mains, que les épreuves physiques ou les nécessités de la vie quotidienne empêchent de retenir. Il échoit ensuite à M. Delcourt-Haillot, qui assumera et mènera à bien la lourde charge de reconstituer l'association. Il y parviendra par une action patiente et méthodique, complétant les vides que la guerre a creusés dans les rangs, tout en n'hésitant pas à se démunir pour aider les réfugiés et apporter son concours aux soins à donner aux blessés. La revue *L'Efficiencie*, que nous allons retrouver et citer maintes fois, maintient le contact entre les membres

de l'Union fraternelle, qui, jamais mieux, n'aura justifié son nom.

Dès sa fondation, l'Union fraternelle s'était préoccupée de constituer sous son égide des syndicats professionnels patronaux, sur la base de la loi de 1884. Quelques années plus tard, les syndicats du bâtiment se considèrent comme suffisamment organisés pour voler de leurs propres ailes. Le 25 janvier 1897, ils adoptaient les statuts de l'« Union des syndicats fraternels du bâtiment ». On ne peut, à vrai dire, parler de scission. Il s'agit plutôt du désir manifesté de poursuivre plus activement l'action syndicale sans avoir à entraîner l'Union fraternelle dans les difficultés qu'elle peut faire surgir. A nouveau, nous voyons les employeurs du bâtiment faire preuve d'initiative, jouer le rôle de précurseurs. On se souviendra de ce que nous avons dit du groupe de la Sainte-Chapelle, fondé en 1821 et devançant de près de 40 ans la réunion des industries, autres que le bâtiment, dans l'Union nationale du Commerce et de l'Industrie.

Léon Harmel avait été l'homme de l'Union fraternelle. Emile Dognin, fabricant de tulle à Calais, sera celui des syndicats professionnels. C'est sous son impulsion énergique et clairvoyante que vont se fonder successivement 26 syndicats patronaux, qu'il réunit en 1899 dans un syndicat central appelé à coordonner leur activité et leurs études¹. Il a, pour le seconder et remplir les fonctions de secrétaire général, le dévouement intelligent de M. Alfred Perrin, aujourd'hui encore un

1. Lors de la fusion, en 1926, M. Dognin, d'un âge déjà avancé, ne put accepter aucune fonction active dans la Confédération française des professions. Il s'éteignit quelques mois avant la première grande manifestation de la Confédération, que devait être le congrès de Lyon, en mars 1930.

des collaborateurs les plus actifs de l'action patronale catholique. Le Syndicat central dispose d'un organe. *Le moniteur des Unions fédérales*, créé en 1900. Il intervient dans tout le mouvement d'idées du début du siècle en faveur de l'amélioration des conditions sociales. « Nos syndicats, créés depuis plusieurs années — dit l'appel lancé en 1898 — ont pour but de grouper sur le terrain professionnel les catholiques commerçants, industriels, propriétaires, architectes, médecins, etc., désireux de défendre leurs intérêts professionnels, matériels et moraux et de créer et multiplier entre les membres des différents syndicats les relations d'affaires. Ces syndicats sont créés sur le terrain professionnel et catholique. Sur le terrain professionnel : parce que les hommes de la même profession sont naturellement rapprochés par des intérêts communs. Sur le terrain catholique : parce qu'un groupe ne demeure homogène que si ses membres ont les mêmes principes, les mêmes principes, les mêmes aspirations et font tous de la loi morale leur règle d'action et la base de leurs revendications professionnelles. Ces syndicats groupent donc exclusivement des catholiques pour étudier, discuter et agir au mieux de leurs intérêts professionnels, sans faire aucunement œuvre confessionnelle, en s'en tenant à la sauvegarde morale et matérielle des intérêts économiques, industriels, commerciaux, agricoles ».

Les syndicats d'activité connexe s'organisent en Unions fédérales en vertu de l'article 5 de la loi de 1884. Les plus importantes sont celles de l'alimentation, de l'ameublement, du bâtiment, de l'habillement. Les Unions fédérales et les syndicats isolés, tels que ceux des médecins et des pharmaciens, se trouvent unis dans le Syndi-

cat central et dans des assemblées générales annuelles. Dès l'origine, les dirigeants du mouvement marquent l'attitude à prendre à l'égard des organisations patronales dites « neutres ». Bien loin de recommander aux adhérents de celles-ci de s'en retirer pour venir les joindre, ils préconisent la double affiliation. Le but à atteindre n'est pas de diviser le patronat, mais de grouper ouvertement, sans arrière-pensée, les patrons catholiques, et de leur demander d'agir au sein des grands syndicats professionnels, « syndicats excellemment organisés au point de vue des intérêts matériels, mais où, trop souvent, les questions professionnelles d'ordre moral sont négligées, faute de temps ou de compétence ou même faute de puissance organisée et concertée pour les faire aboutir dans le sens social catholique, salulaire pour la corporation tout entière ». Les syndicats catholiques se fondent, vivent et grandissent, non contre les syndicats de même nature existant déjà, mais « à côté d'eux, pour être leurs meilleurs auxiliaires, leurs meilleurs amis, pour leur fournir même une élite de membres, hommes de professions en même temps qu'hommes de doctrine, sachant, pour le plus grand bien corporatif, mettre toujours celle-ci au service de celle-là »¹.

Nous sortirions du cadre de notre étude en faisant un examen approfondi de l'activité déployée par les syndicats et les unions fédérales. Force nous est de nous limiter à quelques exemples. Dans le bâtiment, précurseur du mouvement, les initiatives sont nombreuses et hardies. Dans l'esprit qui vient d'être indiqué, de pénétration dans l'union, les syndicats catholiques sont les promo-

1. Alfred Perrin, « Le syndicat central des Unions fédérales », *L'Action populaire*, 3^e série, n° 36, Paris, Victor Lecoffre.

teurs du congrès des entrepreneurs de maçonnerie, en 1898, qui donne naissance à l'importante « Fédération nationale des Chambres syndicales patronales françaises de l'industrie du bâtiment et des travaux publics ». Peu après, ces mêmes syndicats émettent le vœu de voir se former des commissions extra-parlementaires pour étudier les projets de lois professionnelles. Ils établissent des liens avec le syndicat des médecins catholiques pour tout ce qui a trait aux accidents du travail. Entre temps, ils ont adopté un règlement général qui comporte un programme complet d'action morale. « Les adhérents, y est-il dit, doivent apporter en toute circonstance dans les affaires la plus parfaite loyauté et n'accomplir avec les mandataires de leurs clients aucun acte de nature à nuire ou à compromettre en quoi que ce soit les intérêts de ces derniers. Ils ont le devoir de se prêter en toute circonstance un mutuel appui ... Ils doivent avoir pour leurs employés et ouvriers une bienfaisance toute paternelle, s'intéresser dans la plus large mesure à leurs conditions d'existence matérielle et morale et leur assurer en conscience le repos dominical¹. Ils doivent aussi soutenir et encourager les œuvres et les associations fondées et établies dans l'intérêt des classes laborieuses et bien se pénétrer que c'est pour eux un devoir ». L'Union fédérale du Livre forme la première commission mixte permanente avec les syndicats autonomes des employés du Livre et des ouvriers du Livre appartenant aux syndicats ouvriers catholiques des Petits Carreaux, du nom de la rue où était établi leur siège. L'Union fédérale des Arts et Industries se rattachant au Culte se prononce en faveur

1. Ceci se place près de 10 ans avant la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire.

de l'établissement de liens permanents avec les syndicats ouvriers catholiques. Le bâtiment crée à son tour, le 3 février 1902, une « Commission d'économie sociale » pour se concerter avec la « Commission des intérêts professionnels » des syndicats catholiques ouvriers du bâtiment. Toutes les unions s'intéressent à l'apprentissage comme au repos hebdomadaire. Une enquête est menée par le Syndicat central sur les retraites ouvrières. Cette activité, interrompue elle aussi par la guerre, devait reprendre après la fin des hostilités.

En 1925, le Syndicat central des Unions fédérales place à sa tête M. Joseph Zamanski, l'actuel président de la Confédération française des Professions. Après des études universitaires qui lui avaient fait obtenir les titres de licencié ès-lettres et de licencié en droit, il avait consacré aux œuvres sociales religieuses tous ses loisirs d'administrateur de sociétés. En 1905, âgé à peine de trente ans, il avait fondé à Paris le premier secrétariat social de France. Reprenant la tradition de Léon Harmel, il avait, avant la guerre, poussé à la création de syndicats catholiques ouvriers, qu'il devait contribuer à réunir en 1919 dans la Confédération française des travailleurs chrétiens.

De même que le Bon père, au souvenir duquel nous ferons encore appel plusieurs fois, M. Zamanski a le sens inné de la collaboration. « Recherchons tout ce qui peut nous unir ; fuyons tout ce qui peut nous séparer », dira-t-il à son tour. Nous ne serons pas surpris de le voir considérer comme la tâche la plus urgente le groupement dans un organisme unique des deux grandes associations du patronat catholique français. Il y met un zèle ardent, et

la bonne fortune veut qu'il trouve dans le président de l'Union fraternelle un esprit tout prêt à accueillir ses suggestions. Tous deux ont été formés à leur mission par l'Association catholique de la Jeunesse française. Ils s'y sont rencontrés ; ils ont noué des liens d'amitié ; ils ont communiqué dans le même idéal. Un an [à peine s'est écoulé que la fusion est faite sous le nom de « Confédération française des professions commerciales, industrielles et libérales ». MM. Delcourt-Haillot et Zamanski sont nommés respectivement président général et président. Des dispositions analogues sont prises pour les secrétaires généraux. Le 9 janvier 1926 est la date de la fondation de la nouvelle confédération.

La tâche à accomplir, dira quelques années plus tard le président de la Confédération ¹, était — elle est encore — d'apporter à la société un renouveau de sens chrétien. « L'œuvre du Christ est toujours à reprendre à pied d'œuvre ... Il s'agit de réintégrer dans le monde moderne et spécialement pour nous, dans le monde des affaires, dans les occupations matérielles et le travail qui représentent bien le tiers de la vie, la morale et la conscience. Est-ce une illusion, est-ce une gageure impossible que de vaincre avec ces armes l'injustice et la fraude ? Saint Paul nous l'a pourtant recommandé comme possible. Que chacun de ceux qui sont capables de s'abstraire une minute pour réfléchir se pose donc la question, dans les circonstances concrètes qui sont les siennes, dans le cadre providentiel où il vit. Je suis certain de sa réponse ! »

Au premier congrès de la Confédération qui, — nous

1. Pour toute la partie consacrée à la Confédération française des professions, nous avons utilisé la collection de son périodique *L'Efficiencie* qui avait été déjà celui de l'Union fraternelle et dont la Confédération a fait, en 1933, la *Revue des professions*.

le verrons —, se tint à Lyon en mars 1930, M. Zamanski, reprenant l'historique de la jeune association, définit à nouveau ses buts. « Nous sommes une association de patrons chrétiens, — de patrons, non seulement du commerce et de l'industrie. Nous avons ajouté les mots : « professions libérales ». Celui qui exerce une profession libérale est, si vous le voulez, son propre patron ; souvent, aujourd'hui, avocat, avoué, notaire, médecin, sont aussi patrons de quelques subordonnés, de quelques collaborateurs et quelques employés. — De patrons : nous sommes donc placés sur le terrain de la profession ; nous ne sommes pas une association de piété quoique, vous le sentez bien et nous en avons tous l'expérience, le travail accompli avec une certaine direction d'intention, sur quelque terrain qu'il s'exerce, conduit toujours à un perfectionnement moral. Au surplus, la présence dans notre association, de conseils ecclésiastiques souligne notre préoccupation, et de nous maintenir toujours dans une ligne doctrinale impeccable, et de ne jamais oublier ce qui est la fin de toute action menée par un chrétien. Donc, patrons, mais patrons chrétiens. D'où nous est venue l'idée de réunir des professionnels sur le terrain chrétien » ? Et il trace à grands traits l'œuvre de Léon Harmel, l'apostolat qui a conduit au rassemblement des patrons comme des ouvriers catholiques.

Une année après, célébrant le millénaire de la fondation d'une association de patrons chrétiens : la corporation des bouchers de Limoges, il marque le rapprochement entre l'esprit qui anime la Confédération des professions et les anciennes corporations. C'est d'abord l'esprit de justice, celui qui anime toute l'économie de

l'organisation corporative au Moyen Age et qui s'exprimait en des règlements minutieux — trop quelquefois ! — qui assuraient la loyauté en tout. « L'esprit de justice et de loyauté, cela sonne haut et fier de nos jours où la ruse, la fraude, le vol viennent si souvent adultérer la production et les échanges. Nous avons cette prétention d'observer la justice et d'en exiger le respect ». Un second trait, qui unit la confédération au passé, est l'esprit de charité. « A l'heure actuelle nous voulons, nous aussi, faire plus que respecter nos partenaires, nos collaborateurs, nos ouvriers, nos fournisseurs, nos clients, nos confrères ; nous avons encore cette prétention, cette naïveté, de les aimer. De les aimer, c'est-à-dire de vouloir que chacun de nos actes ne soit pas seulement orienté vers le profit, mais soit animé de la conscience profonde que nous avons de sa valeur par rapport aux autres. La production n'a pas toute sa fin en elle-même ; elle a une fonction sociale. En un mot, c'est l'esprit chrétien que nous travaillons à réintégrer dans le monde des affaires. Et voilà en quoi nous sommes les continuateurs de ceux qui avaient, si splendidement pour leur temps, résolu les problèmes de justice et de charité que l'on voyait que l'Eglise y avait mis la main ».

Nous ne multiplierons pas les citations pour montrer l'esprit qui a guidé la Confédération dans ses premiers pas et qui n'a fait que se renforcer au fur et à mesure qu'elle connaissait le succès. Au delà des intérêts matériels, union des cœurs dans la fraternité chrétienne. C'est la juste interprétation de *Rerum Novarum*, en attendant les précisions que donnera *Quadragesimo Anno*. Deux autres textes vont, pour le patronat français, préciser les enseignements de l'Eglise. Nous en ferons un rapide examen.

Le premier en date est la lettre adressée le 3 août 1929 par la Sacrée Congrégation du Concile à S.G. Mgr. Liénart, évêque de Lille, au sujet d'un conflit intervenu entre patrons et ouvriers dans son diocèse¹. Elle pose d'abord le principe de la compétence de l'Eglise, reprenant les termes de *Rerum Novarum* et le passage suivant de l'encyclique *Singulari Quadam* promulguée par Pie X en 1912 : « La question sociale et les controverses qui s'y rattachent relativement à la nature et à la durée du travail, à la fixation du salaire, à la grève, ne sont pas purement économiques et susceptibles dès lors d'être résolues en dehors de l'autorité de l'Eglise ». La lettre de la Sacrée Congrégation pose ensuite les principes tels qu'ils découlent des enseignements de Léon XIII, de Pie X et de Benoît XV : l'Eglise reconnaît et affirme le droit des patrons et des ouvriers de constituer des associations syndicales, soit séparées, soit mixtes, et y voit un moyen efficace pour la solution de la question sociale ; l'Eglise, dans l'état actuel des choses, estime moralement nécessaire la constitution de telles associations syndicales et exhorte à les constituer ; l'Eglise désire que ces associations syndicales soient établies et régies selon les principes de la foi et de la morale chrétienne ; l'Eglise demande que les associations syndicales soient des instruments de concorde et de paix et, dans ce but, elle suggère l'institution de commissions mixtes comme un moyen d'union entre elles ; l'Eglise veut que les associations syndicales suscitées par des catholiques pour des catholiques se constituent entre catholiques, sans toutefois méconnaître que des nécessités particulières puissent

1. Publiée dans les *Acta Apostolicae Sedis*.

obliger à agir différemment. Elle recommande enfin l'union de tous les catholiques pour un travail commun inspiré par les principes de la charité chrétienne.

S'il y avait encore quelques doutes, *Quadragesimo Anno*, en 1931, devait les faire disparaître. Mais les enseignements qu'elle contient doivent être constamment répétés. Aussi, au début de 1934, une déclaration des cardinaux et évêques de France vient-elle à nouveau définir les bases de l'ordre social. Cette déclaration, dont il faut admirer la prudence des termes alliée à une haute élévation de pensée, rappelle que la morale chrétienne pose, en tout premier lieu, dans la dépendance à l'égard de Dieu, le principe du respect de la personnalité humaine reconnaissant à l'homme une personnalité naturelle, antérieure et supérieure à la personnalité juridique dont jouissent les sociétés. La morale chrétienne professe également le respect de la famille, dans laquelle elle voit une institution naturelle, nécessaire à la fois au bien et au développement individuel de ses membres comme à l'établissement de la société dont elle est la cellule initiale. La morale chrétienne n'est cependant pas individualiste. Elle proclame au contraire les devoirs de l'homme envers tous ses frères, et particulièrement envers ceux qui lui sont unis dans la société politique et nationale qui s'appelle l'Etat. A la lumière de ces principes, l'Eglise définit ainsi son attitude à l'égard des organisations professionnelles, laissant aux intéressés le soin de résoudre les questions économiques et professionnelles, leur rappelant toutefois l'obligation devant laquelle ils se trouvent de tenir compte dans leurs solutions, non seulement des intérêts matériels, mais tout d'abord des prérogatives de la personne humaine et de la famille qui sont, elles aussi, en jeu :

« En face de l'économie moderne, elle affirme le droit des patrons et celui des ouvriers de constituer des associations syndicales. Elle demande à ces associations d'entretenir entre elles les relations humaines, en vue du bien commun de la profession, auquel elles sont intéressées, les unes comme les autres. Et elle suggère, à cet effet, l'institution de commissions mixtes et la pratique des conventions collectives de travail. En cas de conflit entre ces associations, elle souhaite que des organismes qualifiés d'arbitrage interviennent pour éviter autant que possible, le recours au lock-out ou à la grève, qui sont des désordres sociaux. Elle voit dans ces quelques institutions les premiers éléments de la profession organisée, sortis non sans peine du chaos de l'individualisme et de la concurrence. Elle souhaite, pour le bien de l'ordre social, que ces efforts aboutissent à constituer, sous une forme nouvelle et mieux adaptée, la corporation avec ses cadres, sa hiérarchie, son pouvoir réglementaire, sa juridiction et ses droits de représentation auprès des pouvoirs publics.

Mais les institutions les meilleures ne valent que par l'esprit qui les anime. Aussi l'Eglise ne veut-elle pas que les corps professionnels soient animés de l'esprit de lutte de classes, mais d'un esprit de justice et de charité. La justice doit pénétrer les institutions. Son efficacité se manifeste par les garanties juridiques dont chaque personne, chaque collectivité, est pourvue. Elle n'opère cependant pas par sa propre vertu le rapprochement des volontés et l'union des cœurs. C'est pourquoi la charité, qui, elle, unit par un lien spirituel les membres de la société, est l'âme même de l'ordre social.

L'Eglise appelle tous ses fils, sans distinction de classe, de nation, de race, à réaliser, chacun dans son milieu, cet ordre social. A cet effet, elle les instruit de leurs devoirs, elle les anime de son esprit, elle en pénètre les organismes où elle les invite à entrer et, par là, tout en poursuivant l'œuvre de salut qui lui est propre, elle rend aux sociétés temporelles un inestimable service ».

Ces principes, le comité directeur de la Confédération française des professions les concrétise dans la déclara-

tion suivante, à la suite de l'importante assemblée générale de juin 1934 qui avait élaboré les statuts définitifs de l'association :

« Le Comité directeur, à qui l'Assemblée générale de la C.F.P. vient de confier les destinées de l'organisation patronale chrétienne, ayant conscience des responsabilités qu'il assume, doit indiquer à ses commettants de quelles directives il s'inspirera.

Il croit plus que jamais nécessaire que, dans notre société si divisée de croyances et d'opinions et où la voix des intérêts couvre si souvent les prescriptions de la morale, des groupes se forment dans le but de maintenir et de propager, dans leurs milieux respectifs, les principes du vrai et du juste. La C.F.P. est faite pour dégager du patronat français une force organisée qui la pénètre d'esprit chrétien et de justice sociale.

Elle a, comme second objectif, d'établir, avec les organisations ouvrières, des relations qui préparent, dans l'étude des problèmes communs, les constructions corporatives de l'avenir.

Enfin, elle participe au mouvement, désormais irrésistible, qui entraîne l'Etat à se reformer et poursuit sans relâche l'application de son programme de Saint-Etienne, comportant une intégration dans l'Etat d'organismes représentatifs de la profession.

Ses méthodes se caractérisent également par un triple souci :

1° Elle tient, dans l'étude des questions sociales, un compte exact des réalités industrielles, commerciales et professionnelles, des possibilités et des opportunités que présentent les affaires, principalement dans l'état de crise que traverse le monde ;

2° Mais elle ne perd jamais de vue que la volonté coordonnée des hommes doit contrôler le jeu des forces naturelles, et tendre à un perfectionnement continu des relations économiques qui doivent être pour eux un sujet de rapprochement et non de division et de haine. Elle sait que les œuvres de production et de travail sont parmi les bases providentielles de la société humaine ;

3° Enfin, si elle est conçue comme un mouvement de masse, elle entend, d'une part, entretenir d'utiles rapports avec les organismes économiques voisins, auxquels comptent la plupart de ses membres, et, d'autre part, développer en son sein un courant de cette vie spirituelle à laquelle notre pays, désabusé, fait aujourd'hui, et de tous les côtés, si désespérément appel.

En présence du puissant développement que prend la C.F.P. son Comité directeur compte sur tous les Comités régionaux pour garder avec lui le contact le plus étroit, afin que circulent à travers la Confédération tout entière le même esprit et la même volonté ordonnée et conquérante ».

CHAPITRE VII

ORGANISATION INTÉRIEURE

Commençons, comme il est de coutume, par les statuts. Ils furent élaborés, sous leur forme actuelle¹, par une commission composée de représentants des diverses sections de la Confédération et qui se réunit à Paris le 16 avril 1934. Soumis au Conseil confédéral le 30 du même mois, ils furent solennellement adoptés à l'assemblée générale du 21 juin 1934, à laquelle nous venons de faire allusion.

L'association est formée en conformité avec la loi du 1^{er} juillet 1901. Elle n'adopte donc ni la forme syndicale de la loi du 21 mars 1884, ni celle de la société anonyme à laquelle s'était rangée, à tort croyons-nous, l'Union fraternelle du Commerce et de l'Industrie. Elle utilise la formule souple de la loi sur les associations, sous réserve des aménagements nécessaires pour pallier aux limitations apportées en matière de propriété.

Ayant stipulé sous l'égide de quelles dispositions légales ils se placent, les statuts définissent l'association comme « groupant, d'une part les catholiques employeurs,

1. Les statuts primitifs avaient été élaborés en 1926.

commerçants, industriels, sociétés commerciales et membres des professions libérales qui donnent, les uns comme les autres, leur adhésion à titre purement personnel ; d'autre part, les associations, syndicats et unions de syndicats composés des susdits employeurs et donnant leur adhésion à titre de groupements ».

L'article II détermine le but de l'association. Il est double : rechercher, à la lumière des principes catholiques et des enseignements de l'Eglise, la solution des problèmes sociaux et économiques, et promouvoir l'application dans les affaires des mesures y afférentes ; défendre les intérêts sociaux professionnels et économiques de ses adhérents et leur faciliter le plein développement de leurs affaires par la création de services appropriés.

L'association prend le nom de *Confédération française des professions*. Son siège social est fixé à Paris, 5 Bd. Montmartre (2^e), mais peut être transféré en tout autre endroit de la même ville, par simple décision du Conseil fédéral. La confédération¹ comprend des membres adhérents, des membres sociétaires, des membres donateurs et des membres bienfaiteurs¹. L'admission se fait par le Conseil confédéral, sur la présentation de la section locale ou, à défaut, de deux membres de l'association. Toute demande d'admission implique l'adhésion sans réserve aux statuts et règlements, ainsi qu'aux modifications qui peuvent y être apportées. Les syndicats

1. Le taux des cotisations, qui peut être modifié par simple décision de l'Assemblée générale ordinaire, a été fixé dans les statuts à un minimum de 50 fr. pour les membres adhérents, de 150 fr. pour les membres sociétaires, de 500 fr. pour les membres donateurs et de 1.000 fr. pour les membres bienfaiteurs. En outre, le conseil confédéral peut nommer, sans cotisation, en qualité de membres d'honneur, des notabilités catholiques qui veulent bien donner à la Confédération l'appui de leur nom et lui accorder leur patronage.

ou associations sont admis en tant que groupes dans des conditions que détermine pour chaque cas le comité directeur et qu'il soumet pour ratification au Conseil confédéral. Enfin les professionnels catholiques de nationalité étrangère peuvent être admis comme membres correspondants n'ayant pas droit de participer aux votes.

La qualité de membre se perd, soit par la démission adressée par écrit à l'un des membres du Comité directeur, soit par la radiation prononcée par le Comité directeur pour non paiement de cotisation après un certain délai, soit par l'exclusion prononcée par le Conseil confédéral, après que l'intéressé aura été appelé à fournir toutes les explications utiles, cette radiation pouvant être motivée par tous agissements susceptibles de porter à la confédération ou à quelqu'un de ses membres un préjudice matériel ou moral. Les membres de la confédération, à quelque catégorie qu'ils appartiennent, même après démission, radiation ou expulsion, non plus que les héritiers ou ayants cause des membres décédés, ne peuvent, d'après les statuts, exercer aucune revendication ni reprise sur le patrimoine social.

Les statuts définissent ensuite les grandes lignes de l'organisation locale et régionale. Les membres de la confédération ressortissant à une même localité ou à un même centre local forment entre eux une section locale administrée par un bureau. Les diverses sections d'une circonscription régionale, en principe le diocèse, se réunissent en fédération régionale administrée également par un bureau. Les sections et fédérations établissent leurs statuts respectifs, en s'inspirant de modèles qui leur sont fournis par les organismes directeurs de la confédération.

Au-dessus de l'organisation locale et régionale viennent

l'assemblée générale, le Conseil confédéral, le Comité directeur et le Syndicat central. L'assemblée générale se compose : des délégués des sections locales, chacune disposant d'autant de voix qu'elle comprend de membres régulièrement admis à la confédération, à quelque catégorie qu'ils appartiennent ; de tous les membres de la confédération qui ne sont pas groupés en sections locales ; des associations, syndicats ou unions de syndicats admis comme tels en qualité de membres de la confédération, ces groupements disposant, chacun par les représentants qu'ils auront désignés, du nombre de voix qui leur a été attribué par le Conseil confédéral lors de leur admission. L'assemblée générale ordinaire se réunit une fois par an, dans le courant du premier semestre, et dans la ville désignée par le comité directeur. Elle peut être convoquée, en outre, par le comité directeur chaque fois qu'il le jugera nécessaire ou sur la demande d'un dixième au moins des membres de la confédération.

Le Conseil confédéral est constitué par les délégués des fédérations, à raison d'un ou plusieurs délégués par fédération régionale¹. Les votes ont lieu à raison d'une voix par fédération, celle-ci devant désigner celui de ses délégués à qui elle donne mandat de voter pour elle. Le Conseil confédéral contrôle l'exécution des décisions prises par l'assemblée générale et étudie les questions qui devront lui être soumises. Le Conseil se réunit au moins trois fois par an, au siège social, et plus souvent s'il est nécessaire, sur convocation du Comité directeur, qui détermine l'ordre du jour des réunions. Les membres du Comité

1. Dans les régions où les fédérations n'ont pas été encore constituées, mais où il existe des sections, les pouvoirs reconnus aux fédérations reviennent aux comités diocésains, dont il sera fait mention plus loin.

directeur sont de plein droit membres du Conseil confédéral et disposent chacun d'une voix. Les séances sont présidées par le président du Comité directeur.

Le Comité directeur est directement élu par l'assemblée générale. Il est formé de 7 à 15 membres et nommé pour six années, avec renouvellement par tiers tous les deux ans, la rééligibilité étant permise. Le Comité directeur nomme dans son sein le président de la confédération. Les pouvoirs du comité sont très étendus. Il a charge de diriger l'association, de gérer son patrimoine, de passer en son nom toutes conventions, de contracter toutes obligations, par voie d'emprunts, même hypothécaires ou autrement ; de faire et de recevoir tous paiements ; d'effectuer tous dépôts et tous retraits de fonds ; de faire tous placements mobiliers ou immobiliers, toutes acquisitions mobilières ou immobilières ; de passer tous baux et locations ; de nommer et révoquer tous agents et employés ; de fixer leur rémunération, et, généralement, d'accomplir tous actes d'administration ou de disposition relativement aux biens meubles ou immeubles de la confédération. Il peut enfin établir des règlements intérieurs, qui deviennent obligatoires pour tous les membres de la confédération. Celle-ci est représentée en justice et dans tous les actes juridiques par son président, ou par tout autre membre du bureau spécialement délégué à cet effet par le Comité directeur.

Signalons en dernier lieu le Syndicat central. Il est élu par les syndicats professionnels, membres collectifs de la Confédération française des professions, comme nous l'avons vu plus haut. Le Syndicat central est spécialement chargé, sous l'autorité du Comité directeur, de l'étude des questions techniques en matière économique et professionnelle.

Les derniers articles comportent les clauses habituelles pour les modifications à apporter aux statuts et pour l'éventualité d'une dissolution.

Aucun commentaire n'est nécessaire pour l'explication de ces statuts. Nous nous bornons à signaler que la Confédération française des professions a, au même titre que d'autres associations centrales professionnelles, une double organisation : territoriale et professionnelle, intégrée au sein de l'assemblée générale, elle-même maîtresse des destinées des organismes d'exécution. De plus, l'organisation professionnelle, sous la forme de syndicats ou d'unions de syndicats, a une centralisation propre mais fonctionnant sous l'autorité du Comité directeur. L'harmonisation est donc parfaite, tout en donnant une grande souplesse au fonctionnement des rouages.

Bien avant l'élaboration des statuts que nous venons de résumer, les organismes directeurs de la confédération s'étaient attelés à la besogne d'établissement du centre et des services qui lui sont rattachés, au recrutement des adhérents, à la création de sections et à la coordination des efforts des syndicats existants, auxquels devaient s'ajouter plusieurs autres.

Les premières années de la confédération sont consacrées à l'organisation du siège. La publication de la revue mensuelle *L'Efficiencie* est continuée, son volume augmenté et sa documentation systématisée. Il en est de même pour l'*Annuaire*, qui reprend la tradition de l'Union fraternelle et du Syndicat central des Unions fédérales. Dès 1930, les adhérents ont à leur disposition « l'entr'aide mutuelle confédérale » avec ses services de placement en France, aux colonies et à l'étranger, mettant à la dispo-

sition des membres un fichier tenu strictement à jour, ainsi que ses renseignements commerciaux et confidentiels, comme ses relations d'affaires. Le « contentieux fiscal » fournit la documentation nécessaire sur les questions d'ordre fiscal et procède, sur demande, aux vérifications d'imposition. Un conseil comptable est à leur disposition, guide éclairé en toutes matières concernant l'établissement et la tenue de la comptabilité. De même, un conseil juridique est constitué par les plus qualifiés parmi les juristes catholiques, avocats, avoués, agréés, huissiers et notaires. Le « Conseil des transports » intervient en tous conflits pouvant survenir entre les membres de la confédération et les transporteurs. Enfin le « Conseil des assurances » contribue à l'établissement et à la vérification des contrats d'assurance.

Une fois effectuée la mise au point des services centraux, les dirigeants de la confédération se soucient d'intensifier le recrutement. De 1926 à 1929, il était resté stationnaire, oscillant entre 3 et 4.000. Dès la fin de 1930, le chiffre de 5.000 est atteint. Dès lors, la progression sera continue pour atteindre près de 10.000 en 1934 et 12.000 en 1935. Ces chiffres sont d'autant plus éloquentes que la confédération n'utilise pas les moyens habituels de propagande par la presse ou l'affichage. En effet, pour être inscrit à la Confédération française des professions, il ne suffit pas d'être chef d'entreprise ou professionnel non salarié d'une profession commerciale, industrielle ou libérale, il faut être catholique « vraiment, foncièrement », et ceci exige une enquête pour chaque adhésion. Aussi le recrutement s'opère-t-il par des visites individuelles soigneusement préparées et confiées à des hommes d'une valeur morale

éprouvée, en même temps que doués d'un sens psychologique averti¹.

Puis viennent les sections. L'activité locale doit être organisée le plus vite possible. En principe, dans les quinze jours qui suivent la fin du travail de prospection, le secrétaire général de la confédération se rend dans l'agglomération choisie comme siège de la section à créer. Une réunion constitutive a lieu et aussitôt après il est procédé à l'élection du bureau de la section. Le premier acte de celui-ci est de demander à l'évêque du diocèse la désignation d'un assistant ecclésiastique, qui se met en rapport avec le Conseil ecclésiastique de la confédération et reçoit de lui les directives et documents pour l'accomplissement de sa tâche. Le siège central veille, de son côté, au développement rationnel de la section. Il lui envoie chaque semaine un bulletin confidentiel d'informations économiques et sociales. Ce bulletin est, chaque fois qu'il paraît utile, complété par un questionnaire auquel la section est priée de répondre. Il va de soi que la section a toute latitude d'alerter la confédération sur tel ou tel point d'intérêt général qu'elle croira utile de signaler à l'attention de tous, en plus du compte rendu d'activité qu'elle envoie et des conseils ou interventions qu'elle sollicite. Des indications générales sont données pour l'organisation d'une collaboration cordiale avec les groupements patronaux non confessionnels, comme avec ceux des ouvriers, employés et ingénieurs catholiques (sections de la Confédération française des travailleurs chrétiens et de l'Union sociale d'ingénieurs catholiques). La section organisée et ayant ses attaches dans tous les

1. *La Vie catholique*, op. cit. *La C.F.P., son fonctionnement*, par Em. A. Fourmond, secrétaire général.

milieux où elle est susceptible d'exercer une influence, c'est vers l'entr'aide qu'elle se tournera de manière à consolider ses assises. Les formes sont très diverses allant du simple choix des fournisseurs à l'assistance dans les moments difficiles.

Au début de mai 1936, le nombre des sections ainsi organisées s'élevait à 160, et la tâche est loin d'être terminée. Parallèlement, la confédération s'est préoccupée de constituer les fédérations régionales prévues dans les statuts. Un premier lien entre les sections est constitué par le « Comité diocésain », à la création duquel le siège central procède dès que les circonstances le permettent. A ce comité appartiennent de droit les présidents des sections du diocèse, assistés d'un délégué par 50 membres que comporte leur section. Ensuite vient la constitution de la fédération régionale, pouvant être dotée de services administratifs, d'organismes sociaux et économiques, susceptibles d'intensifier l'activité des sections. La première fédération régionale constituée a été celle de l'Ouest sous l'impulsion de l'actif vice-président de la confédération et président de la section nantaise, M. Emile Decré. Cette fédération a son siège à Nantes et groupe les sections de huit départements. D'une importance à peu près égale : la Fédération du Sud-Ouest, avec siège à Bordeaux, et la Fédération du Sud, avec siège à Toulouse.

Pour qu'un tissu soit solide, dit M. Fourmond, secrétaire général de la confédération, il faut que s'y enchevêtrent des fils venant de sens différents, ceux de la chaîne et ceux de la trame. L'organisation locale et régionale, poussant aussi loin que possible la décentralisation, forme la chaîne. Les syndicats sont la trame. Ils sont centralisés à Paris, ceci offrant entre autres avantages celui d'inter-

ventions plus efficaces et plus rapides. Sauf expression de volonté contraire, chaque membre de la confédération est inscrit au syndicat correspondant à sa profession. Des personnalités choisies sur tous les points du territoire national forment le Comité du syndicat, mais obligatoirement le président et le secrétaire doivent habiter Paris ou la région parisienne. Si les activités des syndicats sont multiformes, certaines se retrouvent dans chacun d'entre eux. Ce sont les réponses aux consultations des commissions parlementaires et des ministères, lors de la préparation de textes législatifs ou de règlements administratifs concernant leur profession. Les syndicats prennent également des initiatives susceptibles d'être utiles à leurs membres, qu'il s'agisse de modifications d'une réglementation ou de la défense d'intérêts légitimes. Toutes questions intéressant l'honneur professionnel et la moralisation de l'exercice du métier relèvent du contrôle syndical, dans l'esprit de ce que nous avons maintes fois déjà exposé de la christianisation de la production. Des conseils de discipline ont été créés à cet effet. Signalons encore l'organisation de l'arbitrage entre adhérents aux syndicats et celle d'œuvres d'intérêt commun comme l'enseignement technique, en liaison avec les syndicats d'ouvriers et d'employés affiliés à la Confédération française des travailleurs chrétiens.

Les syndicats existant actuellement sont, sous réserve de quelques changements d'appellation : les 26 que la confédération avait reçus lors de la fusion effectuée en 1926 et trois autres, créés depuis : le Syndicat des hôteliers, restaurateurs et maîtres de pensions de famille, le Syndicat des juristes commerciaux, contentieux, fiscaux, immobiliers ; le Syndicat des représentants libres.

Les 29 syndicats sont réunis dans le Syndicat central dont nous avons parlé en examinant les statuts. Celui-ci fonctionne sous l'autorité du Comité directeur de la confédération, dont un des membres, M. Alfred Perrin, prépare et suit ses travaux. Enfin, certains syndicats sont réunis en Unions fédérales, comme ils l'étaient avant la fondation de la Confédération française des professions. L'énumération des unions et des syndicats isolés est la suivante :

A. Unions fédérales :

1. alimentation (2 syndicats) ;
2. ameublement (3 syndicats) ;
3. bâtiment (6 syndicats) ;
4. arts et industries se rattachant au culte (3 syndicats) ;
5. habillement (2 syndicats) ;
6. propriétaires (1 syndicat).

B. Syndicats isolés :

1. architectes ;
2. assurances ;
3. experts-comptables ;
4. hôteliers ;
5. hygiène et produits chimiques ;
6. imprimeurs ;
7. joailliers ;
8. juristes ;
9. commerce et industrie du livre ;
10. professions maritimes et connexes ;
11. pharmaciens ;
12. représentants libres.

Notons encore la création récente d'une « Fédération nationale artisanale », instituée au siège de la Confédération française des professions et qui bénéficiera de tous

les avantages réservés aux membres. La fédération comportera autant de syndicats de maîtres artisans qu'il sera nécessaire.

Le fonctionnement de l'assemblée générale, du Conseil confédéral et du Comité directeur n'appelle aucun commentaire d'ensemble. Nous verrons les rouages jouer harmonieusement les uns avec les autres quand nous étudierons l'œuvre accomplie par la Confédération française des professions.

Quelques mots doivent être dits de ce que l'on peut appeler les organismes annexes. C'est tout d'abord le « Centre catholique de Paris ». Ayant le même siège que la confédération, il constitue un point de ralliement pour tous les catholiques qui s'intéressent aux questions sociales dans leurs rapports avec l'économie.

Une des premières préoccupations du Centre catholique a été de contribuer à la création d'associations spéciales groupant les jeunes patrons. Sur son initiative, un certain nombre de jeunes gens appartenant aux milieux patronaux se réunirent le 7 décembre 1929 et fondèrent la « Jeunesse patronale catholique », avec pour but la formation mutuelle aux fonctions et aux responsabilités, en relations amicales avec la « Jeunesse ouvrière catholique ». Le groupe était limité à Paris, mais devait susciter la création d'organismes analogues en province et il a rapidement réussi. Pour ne parler que de l'association parisienne, la Jeunesse patronale catholique a abordé l'étude des principales questions d'actualité en matière économique et sociale. C'est ainsi que nous voyons ce groupement aborder en 1930 le syndicalisme, les assurances sociales, la rationalisation ; en 1931, la crise écono-

mique et le chômage ; en 1932, l'apprentissage et l'orientation professionnelle ; en 1933, le devoir des associés entre eux, puis l'évolution du prolétariat et les classes moyennes ; en 1934, le rôle de l'Etat dans la vie économique ; en 1935, le mouvement corporatif ; en 1936, la morale professionnelle, à l'occasion de laquelle il examine le juste salaire et la juste répartition des bénéfices. Parallèlement à cette tâche éducative, le Jeunesse patronale catholique a établi des contacts avec les groupements analogues d'autres pays, tout particulièrement en Belgique.

CHAPITRE VIII

LES CONGRÈS

Il serait fastidieux de prendre une à une les sessions de l'assemblée générale, et à plus forte raison, celles du Conseil confédéral. Non pas qu'elles aient été sans importance. Contrôlant et guidant l'action du Comité directeur, elles ont puissamment contribué au développement rapide des services, comme au recrutement des membres. A cela ne s'est pas borné leur activité. Nous la trouvons dans l'organisation de congrès, dans l'examen et l'étude de problèmes soit d'intérêt général, soit ne concernant qu'une fraction du patronat. Souvent, elles les ont renvoyés à des commissions mixtes, patronales et ouvrières désignées à cet effet et fonctionnant sous la direction du Comité interprofessionnel mixte, dont nous verrons plus loin qu'il est une des plus brillantes réalisations de la confédération, interprétation fidèle de la doctrine de l'Eglise et offrant de larges possibilités d'avenir.

Les congrès méritent la première place. Ils n'ont pas seulement la valeur que peut avoir tout rassemblement de forces actives d'une association, mais celle du rayonnement d'idées qu'ils ont déjà créé, et cela alors que

quatre sessions seulement ont eu lieu, dont la dernière est encore toute récente.

La décision de tenir des congrès n'a pas été prise à l'origine de la Confédération française des professions. Pas de précédents dans son berceau, pourtant si abondamment pourvu en réalisations et en initiatives à mûrir. Aussi ne saurait-on être surpris de la prudence avec laquelle la confédération s'engage dans cette voie. L'assemblée générale du 6 juillet 1929, qui en décide le principe, ne les considère que comme un prolongement du Conseil confédéral. Il est décidé que le conseil se tiendra une fois par an en province, dans une région où la confédération est suffisamment organisée. Pour le premier congrès, le mois de mars 1930 est arrêté et la ville de Lyon choisie avec comme sujet : le statut des employés.

Le choix de Lyon se justifie, car c'est dans cette ville que s'est fondée, en 1872, la première association catholique de patrons en vue de grouper « tous les hommes dévoués aux principes fondamentaux qui sont à la base des sociétés, pour rechercher, en s'inspirant de la loi chrétienne, les moyens de concourir au progrès moral et matériel du travail industriel et commercial ». Depuis, elle avait créé et patronné des œuvres multiples : apprentissage, écoles, caisses de prêts et d'épargne, coopératives, ligues pour le repos dominical, œuvres de prévoyance et d'enseignement professionnel. Mais si le choix de Lyon s'imposait à l'esprit, celui du sujet ne laisse pas de surprendre au premier abord. On se serait attendu à voir un premier congrès sonner le ralliement pour tous les hésitants, en vue de dégager, par le choc des idées, les grandes lignes de l'action future de la Confédération

française des professions. Telle n'est pas l'opinion des dirigeants et on ne peut que les en féliciter. La Confédération est connue, ayant derrière elle quatre années d'existence. Sa ligne est définie par les enseignements de l'Eglise, par l'héritage recueilli des deux anciens groupements qui ont été jumelés. Donc, pas de discussions sur l'avenir, qui risqueraient d'être nocives parce qu'apportant la confusion, alors que la jeune confédération a besoin de faire confiance à ses dirigeants. Ceci n'empêchera pas le président, dans un rapport moral au congrès, de tracer les grandes lignes de l'œuvre accomplie puis, dans un discours de clôture, de laisser aller son imagination éprise d'idéal, d'un idéal dont il fait patiemment une réalité.

Le sujet est modeste, bien qu'encore vaste, pour les courtes délibérations dont le congrès doit se suffire. Il est d'actualité, le groupe démocrate populaire de la Chambre des Députés venant de déposer une proposition de loi qui vise à organiser le statut légal des employés, ces déshérités de la législation sociale qu'un des dirigeants de la Confédération française des travailleurs chrétiens avait définis, quelques années plus tôt, comme des « parias hors la loi »¹. Le projet comporte la définition énumérative et descriptive des employés, prévoit un contrat écrit, réglemente les salaires minima, impose un délai-congé, prévoit la suspension du contrat pour maladie — depuis, réglée par la loi sur les assurances sociales — et un congé annuel payé de 12 à 25 jours, selon la durée des services.

Au congrès, le ton est donné dès la première séance,

1. Dans un rapport présenté, le 16 avril 1924, au Conseil supérieur du travail. Il s'agit de M. Gaston Tessier, secrétaire général de la Confédération française des travailleurs chrétiens.

le 7 mars 1930, par le rapporteur M. Lesaffre, industriel à Tourcoing. Aidé des multiples réponses que la Confédération française des professions avait reçues au questionnaire qu'elle avait adressé assez longtemps à l'avance, il élargit le débat, montre comment, avec un salaire souvent moins élevé que celui de l'ouvrier, l'employé doit assumer des charges plus lourdes de représentation et d'instruction pour lui et pour les siens. Il est le collaborateur du patron, participe à ses responsabilités, tout en étant un déshérité de la production. A cela, une cause économique : le fait qu'il y a pléthore d'employés, alors que bon nombre d'entre eux auraient été moins désavantagés s'ils avaient été dirigés, dès l'origine, vers une profession manuelle. Mais cet argument ne satisfait pas la conscience du patron chrétien et M. Lesaffre réclame une évolution progressive, si elle doit être en même temps prudente, du niveau de vie de l'employé. Celle-ci doit aller parallèlement avec des remèdes qui pénètrent à la racine du mal : meilleure orientation professionnelle, développement de l'apprentissage, suivi de sélection éliminant les demi-valeurs et permettant l'ascension professionnelle des plus aptes. On n'aura garde, non plus, d'oublier la santé morale de l'employé, point qui retient particulièrement l'attention du congrès. Puis, vient la discussion de la proposition de loi. Des réserves sont faites sur certains points : délai-congé, rescision du contrat, période d'essai, indemnité de licenciement, clause de non concurrence. Toutes les dispositions émises sont renvoyées au Comité directeur de la confédération pour être soumises à une commission mixte et aboutir à un projet qui « tienne un compte équitable de l'intérêt des deux parties, en même temps que de la justice sociale ».

La dernière réunion était consacrée à l'organisation patronale chrétienne, ses rapports avec les autres syndicats patronaux et avec les syndicats ouvriers ¹. L'exposé est fait par M. Zamanski ; nous y avons fait allusion il y a un moment. Il résume les développements que nous avons déjà donnés sur l'organisation de la confédération, tels qu'ils se présentaient à l'époque, comme sur ses possibilités d'avenir. « Faisons à autrui ce que nous voudrions qu'il fût fait à nous-même », tel est le précepte d'inspiration religieuse qui se gravera dans les mémoires à la suite de cette réunion, comme ces paroles du président à la séance solennelle de clôture le 9 mars : « Ce que nous apportons dans le monde de la production, ce sont surtout nos préoccupations morales, notre conscience toujours tendue vers la justice d'abord, vers la perfection de la justice ensuite, qui est la charité. Entendez ce mot à son sens vrai, c'est-à-dire l'attention portée aux intérêts de notre semblable, ayant la préoccupation constante de voir un frère dans notre acheteur, dans notre vendeur, dans notre collaborateur, dans notre ouvrier. Voilà notre contribution spéciale à l'immense effort productif et professionnel de nos confrères ».

Le deuxième congrès national se réunit à Angers, du 17 au 19 avril 1931. Il continue l'œuvre du premier, mais en l'élargissant considérablement. A Lyon, la Confédération française des professions avait été amenée, en étudiant le statut de l'employé, à marquer nettement le caractère qui l'individualisait au milieu des autres orga-

1. Cette séance fut présidée par M. Romanet, industriel à Grenoble, fondateur des caisses de compensation d'allocations familiales. Elle devait l'être par M. Léon Harmel, héritier du prénom du Bon père, mais il avait été à la dernière minute empêché.

nisations économiques et patronales. Mais elle l'avait fait un peu en incidente. Un an plus tard, la situation appelle une attitude plus énergique. La crise économique a gagné la France, épargnée jusqu'alors par la tourmente qui, partie d'Amérique en novembre 1929, s'était abattue sur les autres continents. Etudier les causes de la crise et les remèdes à apporter, ce n'est pas seulement l'occasion de placer en vedette la jeune confédération, c'est surtout, dans l'esprit de ses dirigeants, la possibilité d'apporter son concours à la solution de problèmes qui agitent — c'est, hélas ! encore vrai aujourd'hui — l'humanité tout entière. Pour les patrons catholiques, la crise économique est avant tout une crise de moralité. Cette équation est posée au Congrès d'Angers. Elle en sort affirmée, grâce aux opinions exprimées dans les interventions au congrès, comme dans les réponses au questionnaire qui l'avaient précédé. Ceci ne veut pas dire que de nombreux éléments d'ordre économique n'interviennent pas. Mais ils n'apparaissent pas à l'état pur. Quel que soit le phénomène de crise que l'on examine, on revient aux principes moraux méconnus, sinon bafoués. Il ne s'agit pas seulement de moralité des individus, encore que nombreuses soient les entorses individuelles à la morale des contrats et des échanges et qu'elles aient une grande part dans le malaise général. Il s'agit surtout d'un problème de masses. « L'immoralité flagrante, écrira M. Zamanski après la réunion, et le crime de lèse-humanité qui consiste à laisser des ressources accumulées en certains points du globe, alors qu'ailleurs on meurt de faim, prouvent à l'évidence que la question dépasse l'individu ». La production n'est pas faite uniquement pour le profit du producteur. Elle a une fonction sociale :

celle de nourrir les hommes, car les richesses de la terre doivent servir à la commune utilité de tous. Ce sont les paroles mêmes de Léon XIII dans *Rerum Novarum*. Près de quarante années se sont écoulées depuis, mais ces paroles n'ont pas été entendues. Le Congrès d'Angers les rappelle avec force, comme Pie XI le fera la même année avec toute l'autorité que lui confère son pontificat.

Telle est, anticipant ses conclusions, l'ambiance dans laquelle se réunit le deuxième Congrès de la Confédération générale française des professions. Un rapport général est présenté par M. René Lemaire, industriel à Epernay, sur « la crise économique, ses causes et son caractère mondial »; un autre, par M. Paul Béguin, agrée à Limoges, sur « les remèdes économiques et juridiques ». Il conclut en assignant comme résultat définitif des efforts conjugués non pas de moins produire mais de produire dans des conditions saines, avec discernement, en visant l'abondance et le prix le plus modéré, toutes les exigences de la justice étant satisfaites. Aux patrons chrétiens, il appartient plus qu'aux autres de vouloir cette prédominance de la justice dans les échanges. Il ne s'agit pas seulement de salaires suffisants, d'une conduite qui assure la pleine solvabilité des entreprises, de la loyauté dans toutes les transactions — entre les individus comme les collectivités — mais encore de l'éloignement de la spéculation : manœuvres boursières, gonflement artificiel d'affaires sans valeur faisant la ruine des acquéreurs ou souscripteurs trop crédules, bénéfices poussés jusqu'aux limites que pose non la justice, mais le défaut de résistance d'un public désorienté, commissions et courtages immoraux¹. Ces pratiques relèvent de la cen-

1. Ce sont les excès du capitalisme auxquels nous avons fait allusion dans la partie doctrinale de cette étude.

sure de la morale, mais elles doivent être également répudiées au nom des principes d'une économie saine, car « elles tendent à dépouiller les détenteurs des vrais biens et du premier d'entre eux : le travail, et elles imposent à tout le mécanisme des échanges une surcharge mortelle ». A peu de chose près, les conclusions de M. Béguin sont encore valables aujourd'hui, bien que quelques progrès aient été faits dans l'assainissement des entreprises et dans la lutte contre les bénéfices immodérés de certains intermédiaires. La spéculation a conservé sa situation dominante, faussant les rouages des échanges ; la fiscalité reste écrasante ; les transactions de pays à pays sont devenues encore plus difficiles du fait du malaise politique général et de la déloyauté commerciale de certains Etats. Toutes les économies nationales souffrent, malgré une légère reprise due à l'épuisement des stocks et au renouveau de la course aux armements. Les faillites se succèdent ; les agriculteurs ne reçoivent plus le prix de leur peine ; le niveau de vie des ouvriers diminue ; le chômage reste alarmant.

Le troisième et dernier rapport du Congrès d'Angers traite du point de vue moral de la crise économique. Présenté par MM. Zamanski et Fourmond, au nom du bureau confédéral, il reprend, en les détaillant, les conclusions auxquelles était arrivé M. Béguin. Il situe le problème dans toute son ampleur, dans toute sa gravité. Les conséquences possibles dépassent le cadre du bien-être ou de la misère de l'individu, de la prospérité ou de la ruine de l'entreprise. Il s'agit de la grandeur ou de la décadence de la nation, pouvant aller jusqu'à l'effondrement de la civilisation occidentale, plus que millénaire. Les patrons chrétiens, au même titre que les autres,

plus peut-être parce que la mission qu'ils se sont assignée est plus haute, se doivent de rechercher dans le domaine moral les causes les plus profondes, les plus cachées, les plus imprévues quelquefois de la crise, et cela dans un effort d'objectivité suffisant pour les amener à faire abstraction de leurs goûts, de leurs habitudes, avec seulement la ferme volonté d'appliquer les remèdes, même douloureux, à des maux dont tous, chrétiens ou non, ne tarderaient pas à mourir s'ils se laissaient dominer par eux.

L'équation : « Crise économique, crise de moralité », que nous avons mentionnée au début de ces commentaires sur le Congrès d'Angers, est posée. Les auteurs ne traitent pas de la rationalisation, de l'insuffisance de la productivité du travail, de l'excès de la fiscalité qui ont déjà été examinés par le congrès. Ils en viennent à l'idée maîtresse : la surproduction, et leur réponse est immédiate. Il ne peut y avoir surproduction tant qu'il n'y a pas saturation en matière de mieux-être. C'est de sous-consommation qu'il faut parler, créée par l'insuffisance des moyens d'achat mis à la disposition du public dans leurs rapports avec le coût de ce qu'il désire acquérir. Il ne s'agit pas de numéraire mais de pouvoir d'achat. Son insuffisance provient, pour une large part, de l'inflation exorbitante du montant des frais généraux par rapport à la valeur de la matière et au prix de l'effort. A son tour, cette inflation est provoquée par la prétention à des gains exagérés de producteurs et surtout d'intermédiaires, alliée à une mauvaise organisation de la distribution. A cela s'ajoute la mauvaise gestion de l'Etat, qui encourage la tendance des uns et des autres à s'en remettre à lui pour une foule d'efforts incombant normalement à l'initiative indi-

viduelle. Enfin, l'action de la spéculation, avant tout provoquée par la « conception d'un bénéfice sans effort, d'un rendement usuraire de l'argent, vis-à-vis d'un public au sens moral émoussé ».

Ces conclusions sont, elles aussi, toujours d'actualité, de même — on est en droit de le déplorer — que le sont les remèdes préconisés : sainteté et justice. Les yeux fixés sur ces deux principes fondamentaux des dogmes chrétiens, formant une hiérarchie des valeurs de l'esprit, il est aisé de découvrir les remèdes d'ordre moral appelés à avoir une action déterminante sur les remèdes d'ordre économique. Pour l'employeur : réforme de l'esprit de lucre qui a emporté les pires, égaré les médiocres, pénétré insidieusement les meilleurs ; s'interdire toute injustice à l'égard de ses subordonnés comme à l'égard de sa clientèle ; concevoir que la recherche du profit, tout en étant légitime, n'est pas la seule fin, la production ayant une fonction sociale à remplir : celle de fournir aux hommes ce dont ils ont besoin pour vivre. Pour l'ouvrier et l'employé, le retour à une conscience professionnelle trop souvent oubliée ; pour l'acheteur, le retour à la prudence, à l'esprit d'économie et d'épargne.

Plus vastes encore sont les devoirs de la société. Le problème de la répartition des richesses entre les nations n'est pas encore ébauché. Ressources inemployées, malthusianisme économique, interdiction directe ou indirecte des échanges, ces maux sont trop connus pour qu'il y ait lieu d'insister. Sur le plan économique comme sur le plan politique, sur le terrain national comme sur le terrain international, on retrouve ces deux courants d'idées entre lesquels se divisent les hommes : « ceux qui conçoivent le monde comme un équilibre résultant de poussées

contradictoires et ceux qui veulent l'ordonner suivant une pensée rationnelle ; groupements d'Etats, balançant les uns contre les autres — dans un farouche isolement ou par de savantes alliances — leurs forces économiques, militaires, financières, économiques, ou bien union de tous pour une harmonisation de ces ressources diverses ». Il va sans dire que MM. Zamanski et Fourmond se prononcent pour la deuxième méthode. C'est le parti le plus difficile, le plus long, mais aussi le plus humain. La Confédération française des professions est du côté de ceux qui veulent conjurer les guerres économiques, comme les guerres des peuples. C'est en cela qu'elle est précisément chrétienne.

Préalablement à cet effort de meilleure compréhension des intérêts des divers pays, une tâche d'assainissement est à entreprendre dans le domaine national. La tâche est d'autant plus urgente que la corruption est générale. Cette besogne faite, ou en la faisant, l'Etat doit sans tarder étudier une réforme de la fiscalité qui, soulageant des individus et leurs groupements, éloigne d'eux la double tentation de fraude et de spéculation. L'entente des producteurs devra être encouragée ainsi que le crédit tout en assurant une juste défense des épargnants. Alors, il appartiendra aux groupements, libérés et aidés par leur gouvernement, de passer hardiment au double travail de l'ordonnancement de la production nationale et de l'organisation de l'économie mondiale. Ce travail sera facilité par l'encouragement des cartels et ententes industrielles, les uns et les autres contrôlés à l'aide d'organismes qui surveillent et tempèrent au besoin le fonctionnement de leurs rouages. Aux auteurs du rapport, il semble que le contrôle du crédit sera le plus efficace, le plus susceptible

d'inspirer aux groupes le respect de la morale et la vertu de la prudence.

MM. Zamanski et Fourmond concluent en faisant appel à l'esprit de justice et d'humanité se traduisant en dernier ressort par le rapprochement des nations et par des ententes nouvelles plus larges entre les hommes. Les tenants du christianisme n'ont pas une hésitation à avoir, surtout quand il s'agit de substituer un ordre nouveau à certain capitalisme, produit d'un libéralisme dont l'Eglise a montré l'erreur doctrinale bien avant la crise présente¹. Et le rapport se termine par un rappel des premières lignes de la partie XIII du Traité de Versailles instituant l'Organisation internationale du Travail : « Les parties en cause, mues par un sentiment de justice et d'humanité ... », termes d'un accord dicté, à quarante ans de distance, par le grand précurseur social, Léon XIII.

Parmi les remèdes à la crise qui avaient été envisagés à Angers, un des plus importants était la réforme de l'Etat. Nombreux sont ceux qui pensent qu'elle ne peut se faire sans le secours des organisations professionnelles. Mieux encore, ne doit-on pas envisager une intégration dans l'Etat des forces professionnelles et économiques ? La recherche de ces modalités va faire l'objet du Congrès de 1933 de la Confédération française des professions.

Réuni du 26 au 28 mai 1933 à Saint-Etienne, le congrès aborde, dès le premier jour, l'inventaire des organismes existants. Tour à tour, l'activité des Chambres de commerce, des Chambres d'agriculture, des Chambres de métiers, le rôle du Conseil national économique et celui

1. En particulier dans l'Encyclique *Nova Impendet* du 2 octobre 1931 et l'Encyclique *Caritate Christi compulsi* du 3 mai 1932, l'une et l'autre promulguées par Pie XI.

du Conseil supérieur du travail sont examinés. Après cet inventaire, le congrès traite de la question même qui a fait l'objet de la réunion : l'intégration dans l'Etat des organismes professionnels. Le rapport est présenté par M. Hoppenot, président de l'Union catholique du commerce, de l'industrie et des professions libérales de la région lyonnaise. Sur un seul point, des opinions divergentes sont exprimées : le syndicat unique ou obligatoire. Il est réservé et la résolution suivante adoptée à l'unanimité. :

« La Confédération française des professions commerciales, industrielles et libérales, réunie à Saint-Etienne en congrès national,

Répandant à la double préoccupation actuelle, qui est de retirer l'économie nationale et mondiale de l'état d'anarchie où elle s'enfonce et d'apporter au fonctionnement de l'Etat les retouches appelées par l'évolution de la vie économique,

Estime qu'il faut appeler à concourir à ce double redressement toutes les compétences du pays, la représentation politique n'ayant plus la possibilité d'étudier comme il convient les problèmes chaque jour plus compliqués de l'économie,

Juge le moment venu de demander à une représentation régulière des intérêts professionnels de coopérer, avec et dans l'Etat, à l'organisation de l'économie.

Elle constate que, peu à peu, et plus rapidement en ces dernières années, des conseils ou chambres consultatives ont été créés près des pouvoirs publics : Chambres d'agriculture, Chambres de métiers, Conseils du travail, Conseil économique, qui, avec les Chambres de commerce, déjà anciennes, et l'habitude qu'ont prise ces dernières de se concerter par leurs présidents ou délégués dans le cadre des régions économiques et dans le cadre national, constituent, d'ores et déjà, des éléments représentatifs du commerce, de l'industrie, de l'agriculture, de l'artisanat et de l'organisation du travail dans ces divers domaines de la production ;

Qu'il échet de leur donner une place et une fonction plus positives et plus influentes dans la vie du pays, tout en maintenant la subordination de l'économique au politique.

En conséquence, la C.F.P. préconise l'intégration des forces économiques et professionnelles dans l'Etat, sur les bases suivantes :

1° Les organismes professionnels, de caractère national, tels qu'ils viennent d'être constatés, doivent être dotés d'un pouvoir d'initiative en ce qui concerne les propositions de lois dans le cadre de leur compétence respective. Toute proposition d'ordre économique ou professionnel, émanant du pouvoir législatif, leur sera obligatoirement transmise pour étude et rédaction ;

2° Les textes rédigés par ces Conseils nationaux seront soumis à l'examen et au vote du Conseil économique ;

3° Ils seront ensuite transmis pour vote définitif aux Chambres politiques ;

4° L'application des lois d'ordre économique ou professionnel aux professions diverses et aux régions fera l'objet de règlements dont l'élaboration sera confiée aux Conseils de la région, suivant leur compétence ;

5° Des résolutions, avis, recommandations, indications statistiques et informations de toutes sortes, pourront émaner de ces divers conseils, dans le but d'orienter la production en lui signalant les possibilités économiques, les obstacles et les dangers ;

6° Afin de conférer aux Conseils régionaux et nationaux l'autorité nécessaire à l'exercice de ces fonctions, il importe de faire reposer leur élection sur le suffrage des pairs.

A la base, les Conseils à compétence régionale seront élus, soit moitié par les syndicats régulièrement déclarés depuis un an au moins et existant dans la profession, moitié au suffrage de tous les membres de la profession, d'après une liste professionnelle dressée conformément à la loi sur les Conseils de Prud'hommes, soit par tous les membres de la profession sur désignation d'une liste de candidats par les syndicats, soit par tout autre mode favorisant les organisations syndicales.

Les Conseils à compétence nationale seront élus par les Conseils du premier degré ou Conseils de la région.

Le Conseil national économique, composé des représentants des diverses professions, sera élu par les Conseils nationaux.

Seront éligibles tous les citoyens appartenant à la profession dont dépendra chaque Conseil.

7° Etant constaté que la loi du 17 juillet 1908 sur les Conseils consultatifs du travail est restée lettre morte, il y a nécessité de constituer ces Conseils, en adaptant leur forme aux présentes résolutions ;

8° Les réunions trimestrielles des présidents de Chambres de commerce pourront servir de base à l'organisation légale d'un Conseil national du commerce et de l'industrie. De même, les réunions des présidents de Chambres de métiers pourront être utilisées pour l'organisation d'un Conseil national de l'artisanat.

9° Les fonctions des membres des Conseils régionaux et nationaux sont gratuites ;

10° Le Congrès national de la C.F.P. a l'intention, en adoptant un projet concret, d'en saisir le Parlement, les professionnels et l'opinion, afin de faciliter par la discussion, la mise au point de textes législatifs dans le plus bref délai ».

De plus,

« Constatant que toutes les professions libérales ne possèdent pas encore d'organisation vraiment professionnelle ni d'organes consultatifs analogues à ceux du commerce et de l'industrie,

« La C.F.P. émet le vœu que ces professions entrent sans tarder dans la voie tracée pour une représentation également nécessaire de leurs intérêts économiques et professionnels, et décide de les y aider ».

Nous aurons l'occasion de revenir longuement sur cette résolution quand nous aborderons le chapitre que nous consacrons à l'attitude du patronat catholique français devant le corporatisme. Pour le moment, nous nous contenterons de dégager les idées maîtresses. Dans cha-

que département, l'organisation existante serait maintenue en chambres de commerce, chambres d'agriculture, chambres de métiers ; de plus, des conseils du travail seraient créés au nombre qui conviendrait¹. Ces conseils seraient élus soit directement et uniquement par les membres des professions intéressées, soit par moitié par les organisations syndicales. Des conseils nationaux seraient prévus : Conseil national agricole, Conseil national artisanal ; Conseil national du commerce ; Conseil national du travail². Ils seraient élus par les organismes analogues du premier degré. A leur tour, les Conseils nationaux économiques désigneraient les membres du Conseil national économique. A tous les degrés, les conseils auraient le droit, par des résolutions ou des avis, d'orienter la production. Les organismes régionaux auraient dans leurs attributions l'élaboration des règlements d'application des lois d'ordre économique ou professionnel aux professions diverses et aux régions. Les organismes nationaux auraient le droit d'initiative de

1. La résolution spécifie qu'elle entend par là les conseils consultatifs du travail de la loi du 17 juillet 1908, dont la forme devrait être adaptée aux circonstances nouvelles. On se souviendra que ces conseils ont fait suite aux conseils du travail institués par les décrets du 17 septembre 1900 et du 2 janvier 1901 qui n'ont pas été abrogés. Les premiers, comme leur nom l'indique, ont un rôle strictement consultatif, les seconds ont, au contraire, un rôle consultatif, délibératif et arbitral. Les décrets, comme la loi, sont restés lettre morte, les quelques conseils du travail et les quelques conseils consultatifs du travail créés ayant eu une existence éphémère. L'échec a été dû soit à la résistance d'une fraction du parlement devant le rôle délibératif donné aux conseils du travail, soit à l'abstention patronale dans le cas des conseils consultatifs. Il y a lieu d'ajouter que des commissions départementales du travail, auxiliaires de l'inspection du travail, ont été instituées par la loi du 2 novembre 1892. Elles ont été rendues obligatoires par la loi du 16 juillet 1932. Celles-ci ne sont pas visées par le programme de Saint-Etienne.

2. Ces conseils existent ou sont en germe : Conseil supérieur du travail, assemblée trimestrielle des présidents des Chambres de commerce, réunion des présidents des Chambres de métiers. Le groupement des présidents des Chambres d'agriculture en assemblée permanente a été décidé par décret (décret-loi) du 30 octobre 1935.

propositions de loi, selon leur compétence. Obligatoirement, ils devraient être saisis des propositions de lois économiques et professionnelles émanant du pouvoir législatif. Après rédaction, les textes iraient au Conseil national économique pour examen et vote. De là, ils seraient acheminés sur le Parlement.

Cette construction rappelle l'ancien « Reichswirtschaftsrat » allemand (Conseil économique d'Empire). Celui-ci, disparu avec la nouvelle Constitution allemande, avait été établi par l'article 165 de la Constitution du 31 mars 1919, dite de Weimar. A sa base, il avait les Conseils d'usine, lesquels ne furent que partiellement créés et dont les attributions furent aussitôt réduites. L'échelon intermédiaire : les Conseils régionaux, ne fut jamais édifié. En définitive, le Conseil économique d'Empire, qui devait être un véritable parlement professionnel en face du parlement politique, dut se borner à un rôle consultatif. Toutefois, la consultation était obligatoire, alors qu'elle ne l'est pas encore dans le statut du Conseil national économique, tel qu'il vient d'être modifié, dans le cas où le Conseil ne se saisit pas de lui-même.

Le retentissement du Congrès de Saint-Etienne est loin de s'être évanoui. Nous le verrons en analysant plus loin les délibérations de la Semaine sociale d'Angers en 1935. Une tâche énorme d'éducation est confiée aux membres de la Confédération française des professions. Fallait-il aller plus loin dans l'examen des solutions à apporter au désordre économique actuel ? Les dirigeants de la confédération ont pensé qu'il importait avant tout de donner à celle-ci les moyens d'information et d'étude nécessaires. C'est avec ce plan limité, mais riche en réalisations fu-

tures, que le congrès de 1935 a commencé ses travaux.

Deux congrès avaient eu lieu dans le centre de la France, un autre à l'Ouest. C'était au tour du Midi et à sa grande capitale commerciale : Marseille. La réunion eut lieu du 8 au 10 juin 1935. D'après l'ordre du jour, les organismes à créer étaient les uns à l'échelle des sections, les autres au siège central. Le congrès donna comme directives aux sections de la C.F.P. de créer chacune un centre patronal étayé de services sociaux à l'usage de leurs membres. Il préconisa en outre l'institution, au siège central, d'un bureau d'études économiques et sociales, doté d'un budget spécial, et de deux nouvelles commissions entre les présidents de sections ou leurs délégués, l'une pour la propagande en vue de la fondation de services sociaux, l'autre avec la tâche plus limitée de création de services de surintendantes inter-entreprises.

Le rapport qu'avait présenté M. Emile Decré, vice-président de la Confédération française des professions, avait insisté sur la question des surintendantes, qui conditionne l'ensemble des services sociaux. M. Decré était particulièrement qualifié pour la traiter, ayant organisé à Nantes ¹ le premier service de ce genre à l'usage des membres de la Confédération française des professions. « La surintendante, avait-il dit, est à l'entreprise ce que la mère est au foyer. Grâce à elle, l'entreprise, dont le rôle providentiel est de faire vivre, au sens directement humain et indirectement chrétien de ce mot, tous ceux qui y collaborent, fournit à chacun le milieu favorable à son ascension matérielle, morale, individuelle, familiale

1. L'inauguration a eu lieu le 10 juillet 1934.

et sociale ... L'œuvre de la surintendante est avant tout une œuvre d'équilibre matériel et moral, équilibre qu'elle cherche à atteindre par l'économie, l'ordre, l'esprit d'équité et d'impartialité, la bonté et le tact. Son service social, pour être réellement efficace, tant au point de vue des employeurs qu'à celui des ouvriers, doit être incorporé au travail lui-même, se développer en harmonie avec les nécessités de celui-ci et faire œuvre d'éducation. Incomplet et presque toujours inutile s'il ne sert qu'à réparer ou compenser des erreurs commises, il doit travailler à supprimer les causes de ces erreurs ».

La surintendante économise des journées de maladie et d'incapacité par une surveillance sanitaire consciencieuse et éclairée et par le dépistage des maladies, en assurant l'hygiène du travail, les soins donnés aux accidentés et leur éducation. Elle économise de la main-d'œuvre par un embauchage judicieux aidé de connaissances psycho-techniques, par une étude approfondie des différents postes et des conditions de travail qui lui permet une affectation efficace du personnel. Elle économise enfin du temps en se substituant aux ouvriers pour de multiples démarches qui occasionnent de nombreuses absences dans les équipes, en évitant les malentendus et les conflits qui sont toujours une perte de temps et d'argent. La surintendante évite du gaspillage en surveillant l'utilité et le bon fonctionnement de tous les organismes de l'entreprise intéressant le personnel, en assurant entre eux la liaison nécessaire. Elle obtient un meilleur rendement par son influence morale et la puissance pratique de réalisation que lui a donnée sa formation particulière. Renseignée à la fois sur les conditions de la vie ouvrière et les difficultés patronales, elle crée, par son dévouement

éclairé, une atmosphère de confiance qui est un des premiers éléments de la prospérité.

A cela ne se borne pas le rôle de la surintendante. A l'intérieur de l'entreprise, elle dirige le service du personnel, ceux d'assurances et de prévoyance sociales. Elle surveille l'hygiène des ateliers. En dehors de l'entreprise, elle crée, dirige ou surveille le service médico-social, les crèches, garderies, jardins d'enfants, les restaurants, groupements d'achats ou coopératives, les logements ouvriers. Enfin, elle intervient pour l'éducation et pour l'utilisation des loisirs : écoles d'apprentissage et d'enseignement ménager, cours post-scolaires, conférences éducatives, foyers, bibliothèques, groupements sportifs, colonies de vacances, le *Journal d'usine*. Par dessus tout, elle crée un esprit de confiance et de famille, elle aplanit les difficultés, elle est la déléguée judicieuse, compétente et désintéressée du personnel.

Le rapport de M. Decré contient encore de longs développements sur le service de surintendantes — interentreprises — créé par la section de Nantes et auquel nous avons déjà fait allusion. Il se termine par l'affirmation qu'un tel service social est non seulement viable mais se traduit par une notable amélioration du rendement des entreprises, tout en permettant à leurs dirigeants de remplir plus facilement leurs devoirs de patrons chrétiens. L'enquête préalable faite par la Confédération française des professions auprès des membres ayant révélé que les préoccupations de la section de Nantes étaient partagées par un grand nombre d'adhérents à la Fédération, il y a tout lieu de croire que le mouvement se développera désormais rapidement. Quant au bureau d'études économiques et sociales, dont l'initiative avait été prise par

M. René Moreux, également vice-président de la Confédération française des professions, il a été constitué et publie deux fois par mois un bulletin d'informations, dont la valeur documentaire est déjà très grande.

Aux grandes réunions de la Confédération française des professions, dont nous venons d'esquisser les préoccupations et les travaux, peut se rattacher le Congrès maritime de Quimper, organisé les 27 et 28 novembre 1932 d'un commun accord par les syndicats de marins de la Confédération française des travailleurs chrétiens et le syndicat des professions maritimes et connexes de la Confédération française des professions. Il adopta des vœux très détaillés sur l'amélioration des conditions de pêche et de vente, comme sur les conditions de vie de marins. Il fut suivi, en septembre-octobre 1935, d'une semaine sociale maritime, l'une et l'autre manifestations étant présidées par M. René Moreux¹.

Toutes ces réunions, avons-nous dit, ont été préparées par le Conseil fédéral, les assemblées générales de la confédération, également par le Syndicat central. Analyser leurs décisions serait donc une répétition fastidieuse. Toutefois, on ne saurait passer sous silence les enquêtes faites par la confédération, en plus de celles qui étaient destinées à préparer les congrès. Parmi les plus récentes, nous citerons une enquête sur la réforme de la loi concernant la vente des fonds de commerce, d'autres sur « les

1. M. René Moreux est le directeur du *Journal de la marine marchande*. Il est membre du Conseil supérieur de la marine marchande et du conseil supérieur des pêches maritimes. Fondateur du bureau d'informations maritimes, il est aussi un des administrateurs de l'Œuvre nationale des pupilles de la marine marchande.

allocations familiales et la femme au foyer », sur les chambres de métiers et l'artisanat, sur les ententes professionnelles, sur la préparation de l'Exposition universelle de 1937. D'autres encore ont fait, comme nous l'avons vu, l'objet de discussions au sein de commissions mixtes patronales et ouvrières. Nous les retrouverons dans le chapitre suivant, consacré à ces commissions.

CHAPITRE IX

LES COMMISSIONS MIXTES

Dès la création de la Confédération française des travailleurs chrétiens (C.F.T.C.), l'Union fraternelle et les syndicats professionnels étaient entrés en rapport avec elle, comme ils l'avaient fait déjà avec les syndicats d'ouvriers et d'employés qui devaient s'affilier à la nouvelle organisation. La tradition de contacts fréquents dans une atmosphère de sympathie et même d'amitié entre les dirigeants est continuée par la Confédération française des professions. Quelques indications sont nécessaires pour situer l'organisation ouvrière catholique. La Confédération française des travailleurs chrétiens compte, au début de 1936, un nombre de syndicats s'élevant à 850, groupés en 24 unions régionales et 15 fédérations de métiers¹. Elle est représentée au Conseil supérieur du Travail, dans les commissions départementales du travail, au Conseil national économique, pour ne citer que les plus importants. Affiliée à la Confédération inter-

1. Non compris les 264 sections locales des syndicats régionaux affiliés à la Fédération des syndicats indépendants d'Alsace et de Lorraine, et un certain nombre de groupes de cheminots. L'ensemble représentait, fin 1935, un effectif de 156.000 syndiqués environ. (Le plan de la C.F.T.C., éditions Spes, Paris, 1936). Il serait actuellement de l'ordre de 500.000 (septembre 1936).

nationale des travailleurs chrétiens qui réunit 10 confédérations nationales et un million de membres, elle est, par là, représentée au Conseil d'administration du Bureau international du Travail. Elle dispose par ailleurs, selon une coutume solidement établie, d'une représentation directe aux conférences internationales du travail. Parallèlement existe la « Jeunesse ouvrière chrétienne », branche de l'Association catholique de la Jeunesse française et qui groupe 40.000 jeunes ouvriers. Enfin, pour terminer ce tableau des forces professionnelles catholiques en dehors de la Confédération française des professions, citons l'Union sociale d'ingénieurs catholiques, forte d'environ 12.000 membres.

Avec toutes ces organisations, la Confédération française des professions établit des relations suivies, en particulier par le jeu de la représentation réciproque aux grandes manifestations. Elle les fortifie par l'institution des commissions mixtes. Nous avons eu l'occasion d'en parler en commentant les directives du Saint-Siège et tout spécialement la lettre du 25 février 1915 du Cardinal Gasparri au président de l'Union économique-sociale italienne. La Confédération française des professions a trouvé dans son berceau quelques réalisations effectives du patronat catholique français dans ce domaine. On se souviendra des initiatives de l'Union fédérale du Livre, de l'Union fédérale du bâtiment et de l'Union fédérale des arts et industries se rattachant au culte. Plus tard, en 1919, l'Union fraternelle du commerce et de l'industrie avait décidé, d'accord avec les syndicats ouvriers intéressés, la fondation d'une Commission mixte élargie, comprenant 4 représentants patronaux, 5 délégués des employés de commerce, 3 délégués des ouvriers métallur-

gistes et 3 déléguées des syndicats libres féminins. Cette commission mixte s'était réunie très régulièrement pendant plusieurs années, le premier dimanche de chaque mois, et avait étudié, à la lumière des principes catholiques, les questions d'intérêt général qui intéressaient les différentes professions, notamment celles des salaires, de l'application de la loi de huit heures, de la fermeture des magasins le dimanche. Toutefois l'Union fraternelle n'étant pas un syndicat mais un groupement d'entr'aide et d'étude, toutes les décisions devaient être soumises aux syndicats patronaux respectifs.

Le 12 décembre 1929, le Conseil confédéral de la Confédération française des professions, en plein accord avec la Confédération française des travailleurs chrétiens, décide de refondre cette commission, qui était tombée en sommeil¹. Il lui donne un caractère permanent et pour mission : « a) d'étudier les questions intéressant l'ensemble du monde de la production et du travail et d'émettre des avis qui seront éminemment utiles aux professionnels catholiques, souvent désemparés par les divergences d'opinions et les discussions passionnées ; b) de provoquer la formation de commissions mixtes particulières entre syndicats patronaux et syndicats ouvriers de la même profession ». Le nouveau « Comité interprofessionnel mixte » comprend 18 représentants patronaux et 18 représentants employés et ouvriers. Sa première réunion a lieu le 24 mars 1930 à Paris. Il est décidé de mettre en

1. Après avoir eu un regain d'activité en 1926, lors de la création de la Confédération française des professions. Au cours de plusieurs réunions, elle s'était occupée de la fiscalité, de l'apprentissage, de l'arbitrage des conflits du travail et de l'assurance-chômage. Elle avait été composée, à l'époque, de 12 représentants de la Confédération française des professions et de 12 représentants de la Confédération française des travailleurs chrétiens.

pratique la résolution du Conseil confédéral de la C.F.P. et que, lorsqu'une question concernerait une profession déterminée, le comité approuverait la constitution d'une commission mixte dans cette profession en la chargeant d'en poursuivre l'étude sous sa direction.

Deux exemples nous suffiront pour comprendre le fonctionnement du Comité interprofessionnel mixte et des commissions particulières. Nous donnerons d'abord le texte de la déclaration sur la rationalisation adoptée le 27 février 1932 par le comité :

« Le Comité interprofessionnel mixte, composé des représentants de la Confédération française des professions et de la Confédération française des travailleurs chrétiens, après avoir étudié au cours de sa session de 1931 au point de vue moral, technique et social, les méthodes modernes d'organisation du travail, incluses aujourd'hui dans le terme de rationalisation, constate que rien ne s'oppose en principe à l'emploi et au perfectionnement de ces méthodes. Certaines conditions s'imposent seulement, pour que la rationalisation ne contrarie pas l'ordre naturel de la production.

Le C.I.M. adopte en conséquence les résolutions suivantes :

I. Du point de vue moral :

Se référant à la doctrine qui est à la base de ses travaux, le C.I.M. rappelle que l'activité humaine doit être réglée en fonction des destinées temporelles et éternelles et du bien commun. A ce titre, il faut tenir compte, dans l'organisation scientifique du travail, de cette loi que la production n'a pas pour seul but le profit du capital, mais aussi la vie de tous les collaborateurs de la production et la satisfaction des besoins des consommateurs. L'oubli de ces principes est à la base de la crise économique.

II. Du point de vue technique :

La transformation des entreprises, lors de leur adaptation aux nouvelles méthodes de travail, doit tenir compte des dangers de la surproduction, des déplacements de main-d'œuvre, à

prévoir et les licenciements possibles qu'il convient de réduire au minimum par une nouvelle répartition des tâches destinée à éviter le chômage.

III. Du point de vue social :

Rappelant l'éminente dignité de la personne humaine, le C.I.M. estime qu'il y a lieu de faire participer les travailleurs à l'étude et à la mise en œuvre de ces méthodes afin que celles-ci soient mieux comprises et acceptées.

A cette fin, la collaboration des organisations professionnelles (syndicats) est vivement recommandée sur le plan de l'entreprise d'abord, sur le plan local, régional, national et international ensuite.

En outre, les calculs des temps et le fonctionnement des chaînes devront faire l'objet d'une surveillance constante afin d'éviter l'abus des forces du travailleur.

L'utilisation des méthodes scientifiques de travail ayant pour résultat d'accroître la production, les bénéfices doivent se répartir équitablement, afin que les travailleurs reçoivent la part qui leur revient dans l'accroissement de la production ainsi que la juste compensation des risques nouveaux que peut entraîner la rationalisation.

Enfin, il est désirable que la rationalisation des méthodes de travail soit étudiée en fonction d'une rationalisation industrielle largement comprise, celle-ci même étant partie d'un tout qui comprend la rationalisation de la vie économique, financière et administrative nationale et internationale.

Le C.I.M. a décidé, dans sa dernière séance, la réunion de deux commissions mixtes : l'une entre les syndicats patronaux et ouvriers de l'ameublement, l'autre ayant trait à l'application du repos dominical dans la région parisienne ».

Comme exemple de l'activité d'une commission spéciale nous donnerons la résolution adoptée par la commission mixte réunie pour la défense contre les abus des magasins dits « à prix uniques » :

« Les représentants de la Confédération française des professions et de la Fédération française des syndicats chrétiens

d'employés (C.F.T.C.) réunis en commission mixte le vendredi 15 novembre 1935, ont adopté à l'unanimité la résolution suivante :

Considérant le développement pris dans notre pays par les magasins dits à prix uniques, et certaines méthodes des plus critiquables utilisées couramment par nombre de ceux-ci,

La Confédération française des professions et la Fédération française des syndicats chrétiens d'employés déclarent que, s'il est excessif de demander la suppression par voie légale des magasins dits à prix uniques, cette forme de vente n'ayant, en soi, rien d'illicite, il convient de protéger contre les abus commis par certains d'entre eux, leurs fournisseurs, leurs concurrents, leur clientèle et leurs employés :

Leurs fournisseurs, parce qu'on s'arme trop souvent contre eux de la crise présente et qu'on leur impose des marchés draconiens qui ne leur laissent que des bénéfices illusoire, voire inexistantes et qui les entraînent à réduire les salaires ;

Leurs concurrents, parce que ceux-ci ne disposant ou ne voulant pas disposer des mêmes moyens de pression, se trouvent automatiquement placés dans un état d'infériorité ;

Leur clientèle, dans la mesure où il lui arrive d'être trompée sur la qualité, la quantité ou le poids des marchandises vendues ;

Leurs employés, dont les appointements sont généralement plus que réduits et qui se trouvent soumis, pour un bon nombre, à d'inadmissibles obligations, telles que celle d'entendre, à longueur de journée, des pick-ups débiter des insanités, ce qui n'est pas moins dommageable pour le système nerveux que pour la santé morale.

A ceci s'ajoute, très souvent, une violation habituelle et systématique des lois sociales.

En outre, il importe de dénoncer le danger d'une colossale inflation de crédit, les ventes étant faites au comptant et les achats payés à long terme. Ainsi se prépare, pour une échéance peut-être prochaine, un formidable krack que ressentira durement une économie déjà fort ébranlée par la crise.

Les groupements précités, à l'action desquels déclare se rallier, pour ce qui la concerne, la Ligue sociale d'acheteurs, décident :

1° D'inviter toutes les organisations d'industriels, de commerçants, d'employés, à s'unir pour la défense de leurs intérêts solidaires ;

2° De demander aux pouvoirs publics, par une plus stricte application des lois existantes ou par la promulgation de textes appropriés, de contribuer à la sauvegarde de leurs droits.

Ceci, notamment :

Par une réglementation opportune des ententes industrielles et commerciales subordonnées au contrôle d'un organisme corporatif légalement constitué,

Par l'obligation de l'affichage des prix accompagnés de l'indication des poids, mesures et quantités,

Par une impitoyable répression des fraudes,

Par une protection spéciale des employés nécessitée par les conditions de travail qui leur sont imposées.

3° D'attirer l'attention de la clientèle sur les indéniables garanties que présentent pour elle les commerces spécialisés, surtout lorsqu'il s'agit de l'acquisition d'objets destinés à un long service ».

Signalons encore que le mouvement en faveur des commissions mixtes s'est étendu aux sections et unions régionales de la Confédération française des professions. C'est ainsi qu'une commission mixte permanente réunit à Orléans la section de la C.F.P. et les syndicats de la C.F.T.C. L'esprit dans lequel elle travaille est indiqué par le rapport adopté en 1933 après étude de la question du budget normal d'une famille ouvrière et accord sur les chiffres-base. Aux patrons, le rapport demande dans sa conclusion : « Nous pensons que les employeurs éclairés, auront à cœur de se rapprocher, dans l'établissement des salaires, de l'idéal que représenterait la réalisation parfaite de la Justice sociale, dans la rémunération des travailleurs. Nous savons, d'une part, que bien des familles ouvrières vivent, par nécessité, avec des budgets

notoirement inférieurs. Nécessité fait loi mais non justice. Nous savons d'autre part qu'il y a, dans certains commerces ou dans certaines industries, des impossibilités matérielles que les patrons les mieux intentionnés ne sauraient supprimer, en ce qui concerne la rémunération de leur personnel. Il n'en reste pas moins que ces indications doivent être utiles pour les hommes de bonne volonté qui préfèrent, en toutes choses, voir clair et juger sur documents certains ».

Nous ne continuerons pas plus loin ces citations. La seule étude des travaux des commissions mixtes, bien qu'elles n'aient, sous leur forme nouvelle, que quelques années d'existence, occuperait à elle seule un volume. Nous les retrouverons quand nous examinerons l'attitude du patronat catholique français devant les problèmes que pose l'organisation de la profession, comprise sous la dénomination de « corporatisme ».

CHAPITRE X

L'ACTION INTERNATIONALE

On n'a pas oublié le rôle primordial joué par les pèlerinages dans la création des organisations catholiques patronales et ouvrières. Léon Harmel, initiateur des uns et des autres, y voyait le pilier central de l'édifice. Il l'avait magistralement construit, puisque l'interruption des pèlerinages à deux reprises pendant une période assez longue n'empêcha pas le mouvement de reprendre avec autant d'ampleur, quand les circonstances le permirent. Dans l'esprit de l'Union fraternelle puis de la Confédération française des professions, qui recueillirent l'héritage de Léon Harmel, il ne s'agissait pas seulement de continuer à rendre hommage à une pensée généreuse, mais il y avait le sentiment que leur fondateur et précurseur avait ouvert une voie qu'il ne fallait à aucun prix laisser combler. Contacts directs avec le Souverain Pontife, certes, bien qu'il ne puisse plus s'agir de divergences d'interprétation venant de la part du clergé de France. La déclaration des cardinaux et évêques, que nous avons analysée, est un témoignage suffisant de la stricte correspondance de leurs enseignements avec ceux de l'autorité suprême de l'Eglise. Mais une nécessité demeure : celle

de contacts entre patrons et ouvriers venant de toutes les parties de la France, contacts mieux assurés que dans un congrès ou dans une manifestation commémorative nationale. La communion des cœurs qui se fait dans une circonstance solennelle, comme le peut être une audience du Saint-Père, est mieux que toute autre de nature à faire jaillir la fraternité entre les différentes catégories sociales. Parmi les pèlerinages qui se sont succédé depuis 1922, nous dégagerons celui de 1929, qui fut marqué par la manifestation au monument de l'Encyclique *Rerum Novarum* et celui de 1931, à l'occasion duquel Pie IX rendit l'Encyclique *Quadragesimo Anno*.

L'année 1929 marque le centenaire^e de la naissance de Léon Harmel. Célébré au Val-des-Bois le 9 juin, il le sera préalablement au cours du pèlerinage du 17 au 21 mai à Rome. C'est le samedi 18 que la cérémonie eut lieu devant la statue élevée aux ouvriers, dans une cour du Latran, et qui porte sur son socle, gravé en petites capitales, le texte intégral des trois principales Encycliques de Léon XIII : *Rerum Novarum*, *Graves de Communi*, *Quod Apostolici*. Au nom du patronat chrétien, M. Zamanski prit la parole. Nous reproduisons *in extenso* son discours, à tel point il est significatif de la flamme ardente qui anime la Confédération française des professions et de son rayonnement au delà des frontières :

« Nous sommes en présence d'une pierre qui fait battre nos cœurs.

La piété française y a fait graver en lettres indélébiles le texte d'un document qui pour beaucoup d'entre nous fixa nos vies.

Toute notre jeunesse se réveille à sa vue. Souvenez-vous,

mes amis : nous entrions dans une société déchirée par d'atroces conflits ; dans des grèves le sang avait coulé, et nous constations que si des excitations coupables avaient soulevé le peuple, trop souvent elles n'avaient pas eu besoin de chercher des prétextes. Nous pressentions que trop d'injustices appelaient trop de misères, que trop de misères expliquaient trop de révoltes et qu'un grand devoir incombait à notre génération.

Mais quelle mission redoutable ! Tant d'intérêts impliqués dans l'affaire, tant de préjugés et d'habitudes à vaincre ! tant d'ignorances ! tant d'insouciance !

L'Eglise, à qui rien n'échappe, vit l'enjeu de la lutte et ce qu'il fallait à ses soldats. Et le Pape parle, le Pape de la lumière, le Pape des clartés doctrinales. Des rayons de l'étoile lumineuse qui brillait dans ses armes, il éclaira nos pas.

Et, coïncidence, non, harmonie admirable ! Il répondait ainsi à l'attente ardente, passionnée que des Pèlerinages du travail, menés ici par le bon père des ouvriers, Léon Harmel, avait fait connaître au Père commun des fidèles, Léon XIII. Et l'histoire depuis a nommé celui-ci le Pape des ouvriers.

Oh ! comme ils s'aimaient tous les deux ! tous les deux, symboles suprêmes des deux grandes forces dont la conjonction, sans cesse renouvelée à travers dix-neuf siècles d'histoire, est un des plus grands facteurs de la civilisation : l'Eglise et le travail.

N'était-ce pas, Messieurs, la date qui s'imposait, que de choisir pour fêter ce souvenir, le centenaire de celui dont l'action fut ainsi à l'origine de la célèbre Encyclique qui guida nos pas ?

Mais ce n'est pas seulement un souvenir que nous sommes venus rappeler ici, c'est une revue que nous passons.

Depuis 40 ans bientôt, l'œuvre s'est poursuivie ; des cœurs d'apôtre se sont usés à la tâche ; Albert de Mun, Henri Bazire, vous nous avez enflammés de votre foi catholique et sociale, et à tous les échos, à tous les auditoires, dans tous les milieux, à tous les âges, nous avons redit les paroles salvatrices : le travail n'est pas une marchandise ; le travailleur a une âme ; la justice n'est pas un vain mot ; nous sommes tous frères en

Jésus-Christ ; il faut s'associer, non se combattre, s'organiser, non vivre seul.

Et nous pensions crier dans le désert, parce qu'on ne répondait pas aussitôt par des actes à nos objurgations. Hommes de peu de foi que nous étions ! La semence que nous lancions à tous les vents tombait dans des terres préparées à notre insu par la grâce du Seigneur, et aujourd'hui voici qu'elle lève ; les abus dénoncés tombent un à un, les haines, bien qu'attisées toujours, perdent de leur efficacité pratique ; nous écoutons avec joie sur des lèvres, d'où nous ne les attendions pas, nos principes ouvertement formulés et l'on découvre un peu partout nos vieilles vérités. Des lois commencent à les refléter ; un traité de paix qui a terminé la plus grande des guerres, y consacre un livre entier et la *Rerum Novarum* y clairot son écho ; à travers mille obstacles et des contradictions, tout de même le monde du travail s'organise et dans cette organisation les chrétiens prennent leur place et l'élargissent tous les jours.

Messieurs, je vous le demande, est-il dans l'histoire beaucoup d'exemples d'une génération qui a semé et qui, avant de disparaître, aura vu blanchir sa moisson ? Rendons grâce à Dieu qui nous octroie ce bonheur, avec cette délicatesse qui n'appartient qu'à Lui, de ne pas nous permettre de nous en attribuer le mérite, puisqu'autour de nous, l'œuvre souvent se fait sans nous. Qu'importe, ou plutôt merci ! Non pas à nous, Seigneur, mais à votre nom, réservez toute la gloire.

Mais encore il ne suffit pas ici d'évoquer un souvenir et de prendre acte d'une tranche d'histoire ; c'est un serment que nous sommes venus prêter au pied de ce monument.

Serment de continuer, sans arrêt, sans peur, sans recul, sur la voie sociale où l'Eglise nous guide. L'œuvre n'est pas achevée. Deux périls la menacent. D'une part, le désordre et la révolution, qui cherchent à exploiter, sans les redresser, les injustices et les erreurs. D'autre part, les développements rationnels et les progrès de l'industrie, auxquels nous applaudissons, auxquels nous participons, mais qui, loin d'écraser l'homme, doivent, en lui donnant plus de bien-être, permettre son plein développement intellectuel et moral.

Nous veillerons donc à ce que, ainsi que nous le rappelle la parole gravée sur cette pierre, le royaume de Dieu soit d'abord cherché. Nous y veillerons de concert avec vous, organisations ouvrières chrétiennes, qui avez délégué votre président, notre cher ami Zirnheld, pour sceller une fois de plus, au centre de la catholicité, avec le patronat catholique, un accord et une amitié maintes fois proclamée, mais toujours si douce à redire.

O grand Pape Léon XIII, pape de notre jeunesse, Pape des travailleurs, Pape de l'action sociale, êtes-vous satisfait ? Les plis mêlés de nos drapeaux flottent au vent des mêmes espérances.

Voyez, près de votre tombeau, voyez au pied du monument élevé à la gloire de vos enseignements, voyez les patrons et les travailleurs fraternellement unis, comme vous l'avez demandé, comme nous l'ont demandé après vous les Pontifes, vos successeurs, et notre Saint-Père Pie XI glorieusement régnant. Soumis à toutes leurs directives, joyeusement attentifs à leur voix, nous sommes là, rangés en ordre, vos soldats, les soldats de l'Evangile, les soldats de la Paix, les soldats de la réconciliation et de l'amour. Bénissez-les.

Rassemblés un instant comme autour du drapeau, nous allons repartir, nous répandant de nouveau dans la vie de notre pays, pour le ramener une fois de plus au Christ-Roi qui aime les Francs ».

Le pèlerinage de 1931, celui de *Quadragesimo Anno*, eut le premier un caractère pleinement international. Le 13 mai se réunirent à Rome des représentants de 43 nations, venus fêter le quarantième anniversaire de *Rerum Novarum*. Le lendemain, jour précédant la promulgation de *Quadragesimo Anno*, ils firent connaître l'influence qu'avait eue, sur la vie sociale de leurs pays respectifs, la parole de Léon XIII. Une déclaration du Bureau international du Travail, au nom de son directeur, M. Albert Thomas, et lue par son délégué, M. Tommaso

Cortis, exprima l'attachement de la grande institution de Genève aux principes de justice, de fraternité sociale enseignés par l'Eglise et qui se retrouvent dans la charte de l'Organisation internationale du Travail. La déclaration disait en particulier : « Chargée, par la confiance des peuples, au lendemain de la catastrophe mondiale, d'établir, dans un but de paix et d'harmonie universelle un régime véritablement humain, l'Organisation internationale du Travail a entrepris cette tâche immense avec une ardeur pleine d'assurance. C'est qu'elle était consciente de n'être point une génération spontanée, l'explosion d'un enthousiasme subit, mais l'aboutissement d'initiatives déjà anciennes, d'une entente étroite et active de toutes les bonnes volontés ainsi que de toutes les forces d'idéal. La semence était jetée dans une terre féconde, soigneusement préparée depuis des années par des ouvriers tenaces de la justice sociale, entre autres par ceux qui se réclament de l'Encyclique *Rerum Novarum*.

En concluant, M. Albert Thomas invoquait « la force morale de l'Eglise catholique et son esprit de conciliation qui peuvent aider puissamment à l'œuvre de la justice et de la concorde internationale »¹.

A l'action internationale déployée lors des pèlerinages se rattache une œuvre plus positive encore, à laquelle la Confédération française des professions a pris également une part prépondérante. Nous voulons parler des Conférences internationales des patrons catholiques. Quelques indications sont nécessaires pour situer les organisations existantes, dans les autres pays que la France.

1. A. Arnou, S.J., *L'organisation internationale du travail et les catholiques*, éditions Spes, Paris, 1933.

En Belgique, il existe une Fédération nationale des patrons catholiques. Constituée le 14 juin 1933, sous la présidence de M. G. Theunis, ministre d'Etat et ancien président du Conseil, elle groupe deux associations constituées précédemment. Ce sont l'Association des patrons et ingénieurs catholiques, dont le siège est à Bruxelles et qui s'adresse au patronat d'expression française, et l'Association générale chrétienne des patrons (*Landelijk Christelijk Verbond van Werkgevers*) avec siège à Bruxelles et qui s'adresse au patronat d'expression flamande. L'une et l'autre poursuivent des buts identiques¹, chacune dans sa sphère, ce qui a facilité leur réunion en une fédération nationale. Dans les statuts de la première, nous lisons que l'Association a pour objet « de faire mieux connaître, dans les milieux patronaux, la conception catholique de la vie professionnelle et les enseignements pontificaux en matière sociale ; d'aider de toute manière les patrons catholiques à accomplir parfaitement, dans l'exercice de leur profession, tous leurs devoirs de justice et de charité ; de faciliter aux patrons catholiques la collaboration avec des patrons d'autres tendances pour le soin et la défense d'intérêts légitimes communs ; de contribuer à organiser la collaboration des classes et à assurer la paix sociale sur le terrain professionnel ; d'établir, en vue du bien commun, les meilleures méthodes pour l'organisation de la production et des échanges ; de provoquer la création d'œuvres inspirées par la conception catholique de la vie professionnelle et facilitant l'accomplissement de la mission sociale du chef d'entreprise ; de soutenir les

1. L'une et l'autre ont créé également des organismes spéciaux pour les jeunes patrons, lesquels collaborent avec les groupes similaires en France.

œuvres de ce genre qui existent déjà ». L'Association d'expression flamande, bien que plus laconique dans ses statuts, se donne un but analogue : « L'Association a pour but d'appliquer les principes catholiques dans la vie publique, culturelle, morale, sociale et économique de ses membres et, ce faisant, de faire mettre en pratique ces principes pour toute la classe patronale ». Il n'y a rien de bien différent au programme d'action de la Confédération française des professions et l'on comprend que la collaboration ait pu s'établir rapidement entre les organisations des deux pays voisins.

C'est encore le même esprit qui anime l'Association générale des patrons catholiques des Pays-Bas (Algemeene R.K. Werkgeversvereniging) dont le siège est à La Haye. Elle constitue avec l'Association chrétienne patronale (Christelijke Werkgeversvereniging — Association des patrons de religion protestante) et avec l'Association des patrons néerlandais (Verbond van Nederlandsche Werkgevers — Association neutre), la section Pays-Bas de l'Organisation nationale des employeurs industriels. Dès sa fondation en 1915, l'A.R.K.W. est entrée en contact avec les syndicats professionnels ouvriers catholiques, instituant une commission permanente comme organe de conciliation en cas de conflits imminents relatifs au travail. En 1916, elle a accepté les termes d'un contrat collectif du travail. Après quelques flottements, les organisations patronale et ouvrière catholiques ont institué un « Conseil des délibérations des organisations centrales catholiques », qui a permis à une collaboration permanente de s'établir, laquelle s'est montrée particulièrement efficace dans le domaine des assurances sociales.

Enfin, nous citerons les organisations patronales d'Espagne, à Valence, Madrid et Barcelone dans l'ordre de leur création. Elles n'ont encore joué qu'un rôle peu important dans la vie économique et sociale de ce pays. De plus, pour mémoire, une organisation catholique du patronat allemand, qui a disparu en 1933, avec le parti politique auquel elle était rattachée. Il s'agit des « Handels-und Industrie-Beiräte der deutschen Zentrums-partei » (conseils commerciaux et industriels du parti du Centre) qui collaboraient au sein de ce parti avec l'organisation similaire des ouvriers catholiques.

Tel est l'échiquier modeste dont va disposer l'action internationale des patrons catholiques. L'idée est lancée par M. Zamanski au premier congrès, en mars 1930, de la Confédération française des professions. Puis l'Association flamande prend l'initiative, en convoquant pour les 4, 5 et 6 septembre 1930 à Anvers les associations d'Allemagne, de Belgique, d'Espagne, de France et des Pays-Bas. Dans une discussion serrée, mais toujours amicale, les opinions se confrontent en matière de création, ou non, d'un organisme permanent appelé à grouper les associations patronales catholiques existantes et à susciter la création d'autres, dans les pays où elles ont des possibilités raisonnables d'existence. En définitive, la solution est retenue de tenir des conférences internationales, une fois au moins par semestre et chaque fois dans un pays différent pour « y examiner en commun l'aspect catholique des problèmes économiques et sociaux et déterminer les solutions catholiques à préconiser ». Les associations représentées décident ensuite de procéder à un échange de leurs publications, de s'accorder mutuelle-

ment la réciprocité des avantages reconnus aux membres, d'insérer gracieusement dans leurs publications les demandes d'emploi ou de stage transmises par le secrétariat d'une autre association patronale catholique.

A la suite de négociations commencées le 25 novembre 1930 à l'occasion du troisième congrès triennal de l'Association néerlandaise, continuées par correspondance et prise de contact entre le secrétaire général de l'Organisation française et les dirigeants des autres associations, il est décidé de convoquer à Paris le 12 février 1931, un Comité d'initiative, sous la présidence du Dr. M. P. L. Steenberghe, président de l'Association néerlandaise et qui fut plus tard, ministre de l'Economie nationale. Le comité prend la détermination de donner un caractère permanent à ses délibérations sous le nom de « Comité permanent des Conférences internationales des associations patronales catholiques ». Des statuts sont élaborés. L'article 2 définit le programme d'action comme étant essentiellement de « servir de lien et d'entraide entre les associations patronales qui, d'après leurs statuts, poursuivent le triple but suivant : diffuser et faire prévaloir, dans la vie économique et sociale, les principes de la loi naturelle et chrétienne tels qu'ils sont contenus dans l'enseignement traditionnel de l'Eglise catholique ; poursuivre l'établissement de l'entente entre les patrons et les employés, sur la base de ces principes ; prendre à cœur les intérêts sociaux et professionnels de ses membres ». Par ailleurs, il est prévu que des conférences auront lieu, au moins une fois par an, dans le pays désigné par le comité. Elles seront tenues, autant que possible, à tour de rôle dans chacun des pays ayant une organisation affiliée, les séances étant présidées par un délégué d'une organisation de ce pays.

Les statuts sont définitivement adoptés à la réunion suivante, à Rome, le 12 mai 1931, à l'occasion du pèlerinage que nous avons relaté. Le Comité permanent est désigné, comprenant deux membres de chacune des cinq associations affiliées : celle d'Allemagne, les deux de Belgique, celle de France et celle des Pays-Bas. Un bureau est nommé, la durée des fonctions étant fixée à deux ans. La présidence est confiée à M. Zamanski. Une des vice-présidences revient à l'Association allemande, l'autre à l'Association néerlandaise ; le secrétariat général va aux deux Associations belges, qui doivent se mettre d'accord pour désigner le titulaire.

Le fonctionnement des conférences fut pleinement assuré à la session convoquée les 17 et 18 octobre 1932 à La Haye. Elle réunit des représentants des cinq associations, chacune ayant envoyé une délégation nombreuse. L'ordre du jour avait été arrêté plusieurs mois à l'avance et comportait l'examen, d'une part, des causes et des répercussions de la crise économique, d'autre part, des relations entre patronat et salariat, questions déjà longuement débattues au sein de l'Association française. Deux résolutions furent adoptées. Nous en donnons le texte :

« I. Les Associations suivantes : pour l'Allemagne, Handels und Industrie-Beiräte der Deutschen Zentrumspartei ; pour la Belgique, Algemeen Christlijk Verbond van Werkgevers, Union d'Action sociale chrétienne ; pour la France, Confédération française des professions commerciales, industrielles et libérales ; pour les Pays-Bas : Algemeene R. K. Werkgevers-vereeniging,

Adhérentes aux Conférences internationales des associations patronales catholiques, réunies dans leur troisième session à La Haye, les 17 et 18 octobre 1932, et auxquelles se sont fait représenter pour cette session les délégués des patrons catholiques d'Autriche et de Tchécoslovaquie ;

Après avoir pris connaissance de l'état actuel des relations entre les employeurs et les salariés dans chacun des pays représentés ;

Considérant, en outre, que les employeurs et les employés d'une même profession sont des associés de fait dont l'intérêt comme le devoir est de travailler au bien commun de la profession ;

Estiment que l'attitude du patronat catholique doit être de favoriser tous les rapprochements et toutes les ententes qui peuvent rendre inutile le recours à la grève ou au lock-out ; que, dans ce but, le groupement en syndicats professionnels des salariés comme des employeurs est nécessaire, des rapports organisés ne se comprenant que si des représentants autorisés du capital et du travail peuvent entrer en contact ; que le développement de ces relations nous amène en général à considérer le contrat collectif, conclu entre organisations qualifiées du patronat et du salariat, comme devenu le cadre normal de fixation des conditions générales du travail ;

Qu'il conduit ensuite logiquement à conférer aux rapports des patrons et des ouvriers un caractère de permanence et qu'à cet effet il est hautement désirable que se forment de plus en plus les Commissions mixtes, appelées également Comités paritaires, qui aient la préoccupation, en étudiant les causes possibles des conflits, de prévenir ceux-ci par des solutions harmonisant les intérêts des parties en cause ;

Recommandent pour y parvenir, dans chaque profession, aussi souvent que les circonstances l'exigeront, des réunions nationales ou provinciales, où soient étudiés en commun les moyens de pallier aux crises économiques et de préparer l'avenir de la profession, en examinant en commun toutes les questions qui intéressent la bonne organisation du travail.

La Conférence de La Haye a conscience, en énonçant ces principes et ces recommandations, d'être en concordance avec les hautes inspirations qui viennent chaque jour plus pressantes de la Chaire de Pierre »,

II. Les associations (énumérées plus haut),

Emues des douloureuses conséquences que la crise économique entraîne dans l'existence des travailleurs,

Préoccupées notamment de l'avenir de la famille et de la race humaine, et des conséquences que peut avoir sur cet avenir l'emploi, dans certaines conditions, aux travaux industriels de la femme et de l'enfant,

Recommandent la ratification, par les Etats qui ne sont pas encore liés, des conventions internationales du travail, qui visent le travail de nuit des femmes, l'âge minimum d'admission et le travail de nuit des enfants ».

Comme le fit remarquer le délégué du Bureau international du Travail, qui avait été invité à cette réunion, pour la première fois un congrès international patronal avait adopté une résolution recommandant la ratification de conventions internationales du Travail. La session de La Haye marque donc une date importante tant dans la vie des associations patronales catholiques que dans celle de l'Organisation internationale du Travail.

La quatrième conférence a eu lieu à Paris les 17 et 18 novembre 1933. Les mandats du bureau du comité permanent étant venus à expiration, les désignations suivantes ont été faites : la présidence à M. Theunis, président de l'Association des patrons et ingénieurs catholiques de Belgique, ministre d'Etat ; la vice-présidence à M. J.-P. Spoorenberg (Pays-Bas) et le secrétariat général à M. Fourmond (France). Une résolution a été adoptée, demandant — dans le même esprit que les délibérations d'Angers de la C.F.P., en 1931 — la stabilité des monnaies nationales, l'honnêteté des relations économiques de nature à rétablir et à maintenir, dans un esprit de vérité et de droiture, une commune et constante mesure de relations commerciales dans le monde.

Une deuxième résolution a trait au travail industriel de la femme mariée. Elle préconise, en conformité avec

Quadragesimo Anno, le paiement à l'ouvrier d'un salaire lui permettant de pourvoir à sa subsistance et à celle des siens, les caisses de compensation pour allocations familiales pouvant faciliter l'octroi de ce salaire familial indispensable, étant entendu également que ces caisses doivent, dans toute la mesure du possible, tenir compte dans leurs barèmes de la présence de la mère au foyer. En attendant que le salaire familial ainsi conçu soit généralisé, les patrons catholiques estiment qu'il y a lieu de favoriser l'artisanat, le travail à domicile, le travail à mi-temps, à condition que ce travail soit protégé, contrôlé, et sa rémunération équitable. Tout en demandant un effort personnel à la famille ouvrière pour qu'elle tire parti, avec savoir-faire et économie, des ressources du foyer, aidée par un enseignement ménager approprié, ils demandent que soient multipliées les institutions destinées à étayer le foyer, dues aux initiatives du patronat en général et du patronat catholique en particulier. Enfin la conférence déclare que « l'aide des conventions collectives, de la législation et des conventions internationales du travail doit venir soutenir l'unité, la stabilité, la sécurité du foyer, interdire rigoureusement à la femme les travaux contraires à son caractère et à sa fonction sociale, favoriser l'organisation professionnelle, encourager la création et le développement des institutions économiques populaires et rétablir au profit des familles l'égalité fiscale en les dégrevant sous diverses formes des lourds impôts de consommation qui les frappent, en proportion même de leur développement ».

Cette résolution avait fait l'objet d'études particulièrement approfondies de la Confédération française des professions. On sait que le mouvement des allocations

familiales est originaire des milieux catholiques français, l'initiateur étant M. E. Romanet, industriel à Grenoble et l'un des premiers vice-présidents de la C.F.P. Depuis, ce mouvement a été consacré par la loi du 11 mars 1932 précédée de la loi belge du 4 août 1930. En Italie, un accord, intervenu le 11 octobre 1934 entre la Confédération fasciste des ouvriers de l'industrie et la Confédération des industriels, ayant pour but la réduction à 40 heures par semaine de la durée du travail, a introduit le système des allocations familiales. Cet accord est devenu permanent par décision du Grand Conseil fasciste, le 16 février 1935. A la fin de 1934, un avant-projet de loi tendant à instituer un régime légal d'allocations familiales, dans l'industrie, a été soumis par le ministre des Affaires sociales néerlandais au Conseil supérieur des Pays-Bas pour étude et avis. Mais la résolution de la conférence de Paris va plus loin que la simple introduction des allocations familiales. C'est une nouvelle étape qu'elle préconise¹.

En 1935, la session des conférences internationales des patrons catholiques s'est tenue le 29 juin à Bruxelles au cours des journées sociales organisées les 29 et 30 par la Fédération nationale des patrons catholiques de Belgique. Elle s'est bornée à entendre des rapports sur l'activité des associations affiliées.

La session de 1936 a marqué une reprise sensible de l'activité des conférences. Réunie le 20 mai à Paris, sous la présidence de M. Theunis, elle a procédé à l'élabo-

1. Cet appel a déjà été entendu. Ainsi, à Roubaix, un groupement d'industriels s'est formé sous le nom de « La mère au foyer ». Il accorde à la mère, non salariée, une subvention spéciale qui s'ajoute aux allocations légales et qui va de 1 fr. à 10 fr. par jour (*Le Journal*, 16 avril 1936).

ration d'un programme de représentation à certaines grandes réunions internationales, telles que la Conférence internationale du service social, en juillet suivant à Londres. Elle a arrêté une liste de travaux et enquêtes à entreprendre. En 1937, la session aura lieu aux Pays-Bas, avec à son ordre du jour l'étude des services sociaux patronaux et celle de l'organisation professionnelle, ou l'une ou l'autre seulement de ces deux questions. Il appartiendra au bureau du Comité d'opérer la sélection éventuelle. Ce bureau a été renouvelé pour la période 1936-1938, la présidence étant confiée à M. Spoorenberg, de l'Association néerlandaise, la vice-présidence à M. Bekaert pour la fédération des deux associations belges. Le secrétariat général a été maintenu à la Confédération française des professions.

CHAPITRE XI

RAPPORTS *AVEC LE PATRONAT NON CONFESSIONNEL*

Ce problème se pose pour la Confédération française des professions comme pour les organisations patronales catholiques d'autres pays et pour celles appelées à être créées. L'Association néerlandaise l'a réglé d'une manière permanente, en collaborant avec les deux autres groupements (celui des patrons protestants et celui de caractère non confessionnel) au sein d'un organisme commun : la section Pays-Bas de l'Organisation internationale des Employeurs industriels. C'est ainsi que la désignation du délégué patronal des Pays-Bas à la Conférence internationale du Travail est recommandée au gouvernement d'un commun accord entre les trois associations, chacune d'elles disposant de la représentation pour une période consécutive de trois années. Ce système de collaboration est-il applicable en Belgique et en France ? L'est-il en Espagne pour le moment où les associations patronales catholiques de ce pays se fédéreront suivant l'exemple belge, s'il doit en être ainsi un jour ? Doit-il servir de base à la création de groupements de patrons catholiques, là où ils ont été envisagés, en

Suisse, en Tchécoslovaquie, en Pologne, pour ne parler que du continent européen ? Il serait téméraire de l'avancer. Sans doute, cette préoccupation répond-elle au souci d'unification du patronat, une décentralisation se jumelant à une concentration. Mais il y a une décentralisation d'abord, et il est loisible de penser que, partant de ce principe, toutes les créations d'associations nouvelles se heurteraient aux hésitations, sinon à l'hostilité des centrales patronales. En admettant même que les difficultés soient vaincues, il n'est en rien certain que le partage des responsabilités se ferait sur un pied d'égalité. Tout au moins, ni en Belgique, ni en France, une orientation des esprits ne s'est-elle faite dans ce sens au sein des grandes confédérations patronales. Il semble donc que la méthode néerlandaise ne soit pas appelée à faire des adeptes. La raison majeure de son succès tient au caractère nettement tranché des courants d'idées religieuses dans ce pays. Il a conduit à la création de trois centrales patronales qui ne sont pas d'une importance nettement dissemblable. La collaboration peut donc s'établir sur un pied d'égalité sans que l'une ou l'autre association ait le sentiment d'avoir fait des sacrifices disproportionnés. Mais ce caractère se retrouve difficilement ailleurs.

La solution doit donc être cherchée d'un autre côté. Dans la partie doctrinale de cette étude, nous avons indiqué que si Pie XI n'avait, dans *Quadragesimo Anno*, visé que la seule affiliation des ouvriers aux syndicats dits neutres, dans certains cas et sous certaines réserves, le même raisonnement s'appliquait, *mutatis mutandis*, aux organisations patronales. Ceci étant adopté comme base, rien ne s'oppose à ce que les patrons catholiques aient une double affiliation, à la condition — il va de soi —

que les buts des associations auxquelles ils adhèrent ne soient pas similaires. Sur ce point, il faut s'expliquer en toute clarté. Donner aux associations existantes et, à plus forte raison, à celles qui ne sont encore que dans les limbes, le caractère d'organisme d'opposition, serait aller à un échec certain. Contre elles la coalition des intérêts se formerait et il n'y aurait pas à compter sur l'appui de l'opinion publique ni de l'Etat pour assurer leur défense.

Nous allons voir que, pour ne parler que de la France, la C.F.P., a, dès l'abord, compris toute l'importance de l'orientation à donner aux rapports avec les syndicats patronaux non confessionnels. A ce premier congrès de la Confédération, à Lyon, en 1930, que nous avons longuement commenté, M. Zamanski tint à situer d'une manière permanente l'attitude de cette organisation à l'égard des autres groupements professionnels patronaux ou économiques :

« Nous voici en présence d'autres organisations patronales ou économiques, qui ne font point acception d'une foi, ni même d'une morale religieuse, et qui appellent dans leurs rangs l'ensemble des patrons d'une profession. Quelle sera, vis-à-vis d'elles, notre attitude ? Elle revêtira les caractères suivants :

1^o Nous demanderons d'abord que, franchement, loyalement on reconnaisse et l'on accepte notre position.

Les affaires apprennent à être réalistes, à ne pas se battre contre les faits. Notre groupement est un fait, historique d'abord — je l'ai montré, — logique ensuite et dont la nécessité est affirmée par les interprètes autorisés de notre religion. Nos confrères des autres organisations accepteront ce fait, quelque fâcheux qu'il puisse d'abord leur apparaître. Ici même où je parle, un grand chef d'industrie l'a accepté, et non seulement avec bonne grâce, mais avec une insigne bonne foi, reconnaissant que, sur le terrain où nous nous organisons,

il nous est possible de réaliser une action dont son propre groupement, pour plus important qu'il soit, ne se sent pas la mission. Et nous dirons tout à l'heure la nature de cette action.

2^o Nous répondrons à cette parfaite loyauté par un geste de bonne confraternité. L'esprit de tolérance qui est aussi un grand esprit de réalisme dont toute la lettre de Rome est inspirée, permet d'obéir à la nécessité pratique de faire partie des syndicats et associations économiques dont je parlais à l'instant. Que les patrons catholiques aient donc tous apaisements : pour adhérer à la Confédération des professions, point n'est requis de quitter l'organisation à laquelle on appartiendrait.

Cet esprit de collaboration se traduira encore par l'attention apportée à éviter les doubles emplois. Des services économiques, où la doctrine n'est pas en jeu, peuvent être utilisés avec avantage par les catholiques, sans qu'ils aient à en créer de semblables, faisant ainsi à des associations voisines une regrettable concurrence. Tant de travail nous requiert par ailleurs !

3^o Mais alors il s'agit de spécifier l'apport qui est le nôtre dans l'œuvre d'organisation et de groupement des forces patronales. Cet apport, ce sont les préoccupations d'ordre moral et social. Nous les apportons sous une triple forme : état d'esprit et propagande d'idées, exemple donné dans nos propres entreprises.

Et tout d'abord, c'est une affirmation de doctrine et une propagande d'idées.

Nous nous attachons à rappeler en toute occasion que, dans les affaires, il n'y a pas que l'argent à gagner, il n'y a pas que le gain qui compte, il y a aussi, et pour nous surtout, la manière.

Oui, il existe une morale pour la vente, pour l'achat, pour les échanges, comme pour tous les actes de la vie. Cela vous paraît évident, élémentaire, pour vous cela est. Eh bien, non, Messieurs, cela n'est pas ; du moins cela n'est pas toujours. Il existe nombre de gens que ces principes dérangent. Ce sont, d'abord, ceux qui n'ont qu'une pensée : réaliser le maximum de gain possible, avec tous les moyens dont ils peuvent disposer, sauf à ne pas éveiller l'attention du gendarme.

Et, secondement, il y a une quantité, plus considérable encore que la première, de gens qui, inconsciemment ceux-là, sans le savoir, sans y penser, suivent les autres de plus ou moins loin, qui subissent l'ambiance et acceptent en gros des méthodes, qui constituent comme une morale spéciale du commerce.

Peut-être n'auront-ils pas, dans la plus favorable hypothèse, commis d'injustices, et leur vie apparaîtra-t-elle comme entièrement honorable. Mais ils auront cependant, dans toute leur carrière, poursuivi leur seul intérêt, sans se préoccuper de donner à leur vie d'affaires une répercussion heureuse sur la vie des autres. Les préoccupations sociales, pour le moins, leur auront été totalement étrangères. Et s'ils se prennent un jour à y réfléchir, n'auront-ils pas la pensée mélancolique que le poète prête à l'un de ses personnages ?

« Voyez-vous, lorsqu'on a trop réussi sa vie,
On sent, — n'ayant rien fait, mon Dieu, de vraiment mal! —
Mille petits dégoûts de soi, dont le total
Ne fait pas un remords, mais une gêne obscure ;
Et les manteaux de duc traînent dans leur fourrure,
Pendant que des grandeurs on monte les degrés,
Un bruit d'illusions sèches et de regrets,
Comme, quand vous montez lentement vers ces portes
Votre robe de deuil traîne des feuilles mortes ».

C'est pour ces foncièrement honnêtes, mais pour ces faibles et ces étourdis, que nous peinons surtout. Nous voudrions leur éviter l'amertume de tels regrets et qu'ils n'aillent pas jusqu'au seuil de leur éternité avec, dans les mains, des feuilles mortes. Sous la porte close de ces consciences, nous voudrions glisser une inquiétude.

Réintégrer la morale, la conscience, le sens social dans les affaires, c'est donc le premier article de notre programme. On nous dit : Votre morale n'augmentera pas mon inventaire ; elle n'améliorera pas mon bilan, elle ne me sauvera pas de la faillite.

Je réponds d'abord : Qu'en savez-vous ?

La meilleure politique est souvent celle de l'honnêteté. Et je réponds ensuite : Là n'est pas la question, la question c'est

que le droit est le droit, le juste est le juste, et le mal est le mal. Messieurs, notre rôle c'est de ne pas laisser prescrire dans les affaires la distinction entre le bien et le mal.

Il y a une deuxième manière de remplir ce rôle : prendre toutes les questions qui se présentent, comme celle que nous avons traitée dans ce congrès, et les étudier sous l'angle moral et sous l'angle social. D'autres porteront surtout leur attention sur le côté technique ; nous ne le négligerons pas, mais nous voudrions surtout que toutes nos solutions tendent à de justes échanges, à de justes prix, à de justes contrats, à de justes salaires, toutes préoccupations du domaine de la justice stricte (justice commutative, diront les manuels). Mais nous préconiserons aussi des mesures générales réglementaires, nous ferons appel à toutes les institutions sociales qui peuvent assurer une juste distribution, à tous les humains, des richesses qui ont été données par Dieu à tous les hommes, et nous serons ici dans le domaine de la justice sociale.

Troisième manière enfin de réintégrer la morale, la conscience et le sens social dans le domaine de la production : nous préoccuper personnellement du sort de nos collaborateurs, non pas seulement parce qu'ils nous servent, mais parce qu'ils sont des frères, des âmes rachetées comme les nôtres par le sang d'un même Dieu. Les solutions professionnelles, étudiées par nous sous ce jour, n'éliminent pas, encore une fois, les solutions techniques, mais elles les complètent, elles les corrigent au besoin et elles les légitiment au regard de Dieu.

Voilà, Messieurs, la mission spécifique que nous nous sommes donnée en nous organisant. Voilà l'apport de la Confédération française des professions dans le monde de la production ».

Reprenons en quelques mots cet exposé. Pour adhérer à la Confédération française des professions, il n'est pas nécessaire de quitter l'organisation non confessionnelle à laquelle on appartient. Mieux encore, la confédération veut éviter les doubles emplois. Elle ne cherchera pas à instituer des services quand il en existe ailleurs, auxquels ses membres puissent faire appel. Elle apportera, par

contre, la force des idées de justice et de conscience sociales. Grâce à elle le patronat pourra s'élever au-dessus des contingences matérielles de la vie au jour le jour dont, sous la pression des besoins immédiats, les organisations économiques et professionnelles sont le plus souvent obligées de se contenter. A tous elle offre la possibilité de discussions plus larges, de spéculation intellectuelle élargissant les horizons, ouvrant la voie vers un avenir meilleur. En contact plus immédiat avec les masses ouvrières, interprète fidèle de la parole de l'Evangile comme des enseignements donnés par les Encycliques, tous orientés vers le mieux-être des déshérités de la vie, elle est plus réceptive des courants profonds appelés à bouleverser le monde, et dont ses antennes peuvent déceler l'approche, alors qu'à la plupart ils restent cachés. Que demande la Confédération française des professions ? C'est d'être reconnue, respectée. Une fois compris et apprécié son rôle, l'interpénétration peut et doit se faire, et il est désirable — telle est la volonté arrêtée des dirigeants patronaux catholiques — qu'elle se fasse au grand jour. Pas d'action secrète, de « noyautage », mais des explications franches, une collaboration loyale.

Où en est la Confédération française des professions ?

Un point est acquis. La confédération a conquis l'estime des autres grands organismes économiques et professionnels patronaux, ainsi qu'en témoigne le fait qu'il ont tenu à se faire représenter à la célébration de son dixième anniversaire. Reste la deuxième étape, encore à peine abordée : l'interpénétration à laquelle nous venons de faire allusion.

En examinant ses possibilités de réussite, il est une confusion qu'il faut se garder de faire. Il ne peut s'agir

pour la confédération que de grouper des chefs d'entreprise : propriétaires — individuellement ou en nom collectif — administrateurs ou directeurs. Les sociétés anonymes, qui gèrent une partie notable du patrimoine industriel et commercial de la France, ne peuvent le plus souvent y entrer en tant que telles. Elles réunissent dans leurs conseils d'administration des hommes dont la pensée religieuse est trop diverse pour leur permettre une adhésion en bloc à des principes aussi nettement affirmés que ceux de la Confédération française des professions. Dans quelques cas, les conditions étaient réunies et l'affiliation a été prononcée. Autrement l'adhésion ne peut se faire qu'à titre individuel. C'est ainsi que sur les contrôles figurent quelques noms de hautes personnalités du monde industriel et ceux de soixante présidents ou vice-présidents de Chambres de commerce.

Par ailleurs, si le relevé des membres montre que la C.F.P. a obtenu jusqu'ici surtout l'adhésion du moyen et du petit patronat, il ne faut pas oublier que ceux-ci forment l'immense majorité des employeurs en France. La moyenne des salariés occupés par les membres de la confédération n'est en rien inférieure à celle de l'ensemble du territoire. Vue sous cet angle, la confédération est même la plus forte organisation nationale des classes moyennes. Enfin, il peut être estimé que le grand patronat est appelé à se transformer dans certaines branches de la production, sous la forme d'un contrôle plus ou moins accentué de la part de la collectivité, allant dans quelques cas jusqu'à la nationalisation¹.

1. On trouvera à ce sujet d'intéressants développements dans la brochure, parue en mai 1936, sous la signature de M. René Moreux, vice-président de la C.F.P. : *L'ordre économique nouveau*, éditions de l'Ordre économique nouveau, Paris. Cette brochure constitue le tiré à part d'un article paru dans la *Vie intellectuelle* du 10 avril 1936.

Toutes ces réserves étant faites, on ne peut se refuser à l'évidence. Le grand patronat organisé existe. Son action est déterminante au sein des conseils nationaux et internationaux où il est représenté. C'est à lui qu'il appartient pour la plus grande part d'orienter l'industrie et le commerce français, dans les limites fixées par l'Etat. A moins de bouleversements sociaux, dont elle serait également victime, la confédération ne peut négliger de tenir compte de cette situation. Nous sommes en mesure de dire que telle est toujours bien l'opinion de ses dirigeants. Mieux encore, ils se sont donné comme tâche principale, dans les années qui vont suivre, l'agrégation d'un nombre beaucoup plus élevé de membres du grand patronat. Ainsi, et ainsi seulement, la Confédération française des professions remplira pleinement la mission que Léon XIII et Pie XI lui ont confiée, comme aux autres organisations professionnelles catholiques.

CHAPITRE XII

DEVANT LE CORPORATISME

Nous avons eu l'occasion de souligner à plusieurs reprises que la rechristianisation de la production, désirée par les patrons catholiques, peut être facilitée par une organisation nouvelle de la profession comme de l'économie. On ne sera donc pas surpris de voir la C.F.P., parallèlement à son effort de pénétration du grand patronat, considérer comme un de ses buts immédiats la réalisation de cette organisation nouvelle. En cela, elle est également l'interprète fidèle de la pensée de l'Eglise, telle que Pie XI l'a rendue en ébauchant les constructions de l'avenir, comme du grand mouvement d'idées de la fin du XIX^e siècle, de la Tour du Pin comme de Mun, qui voyaient dans les syndicats une étape vers le retour, sous une forme adaptée aux méthodes modernes de production, à l'ancien esprit qui animait les corporations. Cette tâche est d'autant plus urgente que sévit la crise économique.

Le « corporatisme » connaît depuis quelques années une grande vogue. Elle est si grande, que, sous ce terme, sont désignées des conceptions très différentes quand elles ne sont pas diamétralement opposées. Nous ne parlons pas seulement du mot « corporation » qui est employé quel-

quefois comme synonyme de syndicat patronal ou de profession libérale, ou comme l'équivalent de syndicat ouvrier, quand il ne désigne pas une ou plusieurs entreprises industrielles ou commerciales. A un échelon supérieur, le mot corporation est encore employé pour marquer le groupement de seules organisations patronales ou de seules organisations ouvrières. Même quand aucune confusion n'existe sur le terme corporation (réunion d'une organisation patronale et d'une organisation ouvrière à l'échelle locale, régionale ou nationale) les mêmes incertitudes renaissent pour définir le corporatisme. Certains lui voient essentiellement une tâche sociale, d'autres lui assignent comme seul champ d'activité le domaine de l'Economie. Certaines écoles considèrent le fonctionnement des corporations comme n'étant viable qu'avec le syndicat unique, d'autres estiment qu'il est compatible avec la liberté syndicale. Mêmes divergences en ce qui concerne le rôle de l'Etat. Doit-il rester étranger au fonctionnement, sinon, doit-il se borner à contrôler, à donner des conseils ? Doit-il, au contraire, intervenir d'une manière constante dans les rouages, exercer un rôle de direction, de tutelle et non plus seulement de contrôle ? Examiner ces diverses tendances nous ferait sortir du cadre de cette étude, même en nous limitant aux législations à proprement parler corporatives : celles d'Autriche, de Bulgarie, d'Italie et du Portugal. Renvoyant aux ouvrages parus récemment sur cette question¹, nous

1. La *Collection d'études de doctrine politique catholique* a fait paraître en 1935 un volume sur *La politique corporative. Essais d'organisation corporative*, par Albert Muller, S.J., éditions Rex ; 221 rue Royale, Bruxelles. Les législations corporatives, comme les tendances qui se manifestent dans d'autres pays en faveur de la corporation, sont analysées dans cet ouvrage.

Il y a lieu de citer également, parmi les ouvrages les plus récents : Gaëtan Pirou, *Le corporatisme*, librairie du Recueil Sirey, Paris, 1935 ;

nous contenterons de donner la position prise par le patronat catholique français.

Intégration dans l'Etat des forces économiques et professionnelles ; syndicat libre dans la profession organisée. Telles sont les formules autour desquelles la Confédération française des professions sonne le ralliement. Elles se concentrent, en définitive, dans la réforme de l'Etat, et nous savons que cette réforme a fait l'objet d'un des congrès de la confédération : celui de Saint-Etienne, en 1933. Il a été longuement préparé. Une année avant, dans un article de l'*Efficiencie* (mai 1932), M. Zamanski traçait le cadre général sous le titre : « L'économie organisée ». Il reprenait le rapport que M. Albert Thomas directeur du Bureau international du Travail, avait soumis quelques semaines avant sa mort, en mai 1932, à la Conférence internationale du Travail. Entre les types d'économie organisée : le régime des ententes privées et celui de l'Etat centralisateur, le président de la C.F.P., pensait que la vérité était faite des deux. Ententes entre les producteurs d'un même pays, puis entre producteurs de tous pays, oui ! mais l'Etat se doit d'exercer sa surveillance pour pallier aux effets d'une tyrannie possible des ententes ainsi constituées. Cette

Pierre Jolly, *La mystique du corporatisme*, librairie Hachette, Paris, 1935 ; Roland Pré, *Le bilan du corporatisme*, librairie technique et économique, Paris, 1936.

Sur le corporatisme italien, les ouvrages les plus récents publiés en français sont : J. Lescure, *Le nouveau régime corporatif italien*, éditions Domat-Montchrestien, Paris, 1934 ; Georges Bourgin, *L'Etat corporatif en Italie*, éditions Montaigne, Paris, 1935 ; Bruno Biagi, *L'Etat corporatif* (traduit de l'italien), Nouvelles éditions latines, Paris, 1935 ; C. Valenziani, *Le corporatisme fasciste*, éditions de la *Nouvelle Revue critique*, Paris, 1935 ; Daniel Guérin, *Fascisme et grand capital*, éditions de la *Nouvelle Revue française*, Paris, 1936 ; Marcel Prélôt, *L'empire fasciste*, librairie du Recueil Sirey, Paris, 1936.

attitude ne doit pas être seulement de négation. Dans certains cas, il aura à jouer un rôle d'excitateur et de promoteur.

Et c'est là que M. Zamanski voit la grande difficulté. Il faut que l'Etat anime tout le mouvement sans confisquer la liberté. Il faut incorporer à l'Etat les organismes professionnels et économiques, mais en laissant aux intéressés et aux personnes compétentes la charge d'orienter la production, au nom de la collectivité. Pour y parvenir, il ne recherche pas une rupture. « Le progrès est une continuation ». Se servir avant tout des organismes existants, et en particulier des conseils professionnels. Il existe en France un Conseil national économique, un Conseil supérieur du travail. A l'échelon régional il y a les chambres de commerce, les chambres d'agriculture. Il y a même les conseils consultatifs du travail¹, à représentation patronale et ouvrière, mais qui ne sont jamais devenu une réalité. Il y a encore les chambres de métiers. C'est un ensemble d'institutions qu'il faut coordonner, qu'il faut faire servir aux fins d'une économie organisée. « Mais, ajoute M. Zamanski, pour cela, il faut donner à ces organisations, dont l'apparition correspond si bien à l'évolution de la vie économique et sociale, un rôle plus efficient qu'ils n'ont eu jusqu'ici. De consultatifs, il faut en faire des organes législatifs, tout au moins préparateurs et élaborateurs des lois, et ensuite, pour appliquer ces lois aux conditions diverses des professions et des régions, des organes régulateurs. Transportons-nous enfin sur le terrain international, et des organismes de Genève, organismes déjà inspireurs et animateurs, faisons, avec le

1. Code du travail, livre IV, titre III, art. 119 à 126.

temps, les véritables régulateurs de l'activité productrice du monde. Voilà, dans un raccourci excessif, mais imposé par ces courtes pages, la voie dans laquelle nous croyons que la civilisation doit s'engager, en ce carrefour où l'existence même de tout ce que nous avons l'habitude de concevoir sous ce nom se trouve en péril de mort ».

Ces idées, M. Zamanski les développe dans un ouvrage *Forces nouvelles*, qui paraît peu avant le Congrès de Saint-Etienne ¹. De ce congrès, nous avons déjà donné la synthèse. Résumons encore le programme d'action tel qu'il sort des délibérations, en complétant, cette fois, avec les déclarations faites antérieurement et avec les réalisations effectuées par la C.F.P. Dans l'ordre professionnel proprement dit : à l'échelon inférieur, les conseils d'usine, là où ils auraient des possibilités raisonnables de développement ² ; puis les commissions mixtes, locales et régionales, par profession, sans limitation de nombre, de manière à sauvegarder la liberté syndicale. Tout le patronat et tout le salariat d'une région seraient représentés, soit par électorat direct, soit par électorat syndical au sein d'un Conseil du travail : celui prévu par la loi de 1908, mais adapté à son nouveau rôle. Les Conseils du travail désigneraient leurs représentants au Conseil national du Travail, l'actuel Conseil supérieur du Travail remanié. Dans l'ordre économico-professionnel, maintien des chambres de commerce, des chambres d'agriculture, des chambres de métiers, avec électorat direct, ou indirect par le jeu des organisations syndicales. Ces chambres

1. *Forces nouvelles*, par J. Zamanski, éditions Spes, Paris, 1933.

2. M. Romanet, vice-président de la C.F.P., a cité, dans un article de *l'Efficiency* de novembre 1930, une expérience de 20 années qu'il avait d'un conseil d'usine dans son entreprise de Grenoble.

désigneraient respectivement les membres des conseils nationaux du commerce, de l'agriculture et des métiers, lesquels existent déjà en embryon. A leur tour, les quatre conseils nationaux nommeraient le Conseil national économique. Aucune loi d'ordre économique ou professionnel ne pourrait être adoptée par le Parlement sans avoir été examinée et avoir fait l'objet d'un vote au sein du Conseil national économique, qui, lui-même, en référerait aux conseils nationaux. L'élaboration des règlements d'application par profession et par région serait confiée aux organismes régionaux. Le droit d'initiative existerait à tous les échelons sauf, il va sans dire, à celui des commissions mixtes et à celui des conseils d'usine.

Une fois établie d'une manière solide la collaboration patronale et ouvrière, puis la collaboration de la profession avec l'Etat, il sera possible d'envisager la création de véritables corporations. « Le corporation moderne, dit M. Zamanski en 1934, suppose tous les éléments d'une profession dans un cadre national, ou régional, ou local, employeurs, techniciens, salariés représentés par un conseil tenant d'eux son autorité et assumant les fonctions suivantes : orientation professionnelle et apprentissage organisé ; protection de la famille ouvrière et restauration des lois morales à l'atelier ; fixation des conditions et de la rétribution du travail ; organisation de la prévoyance ; prévention et arbitrage des conflits¹ ; constitution d'un patrimoine corporatif. Quand tout cela sera

1. Les troubles sociaux de juin 1936 ont donné un grand essor à la recherche de la prévention et de la solution des conflits du travail. Une circulaire du Ministre du Travail, en date du 3 juillet 1936, a invité les préfets à instituer, dans chaque département, une commission paritaire de conciliation, chargée de résoudre les conflits du travail. Toutefois, les désignations sont réservées, d'une part, aux Chambres de commerce du département, d'autre part, à l'Union départementale des syndicats de la Confédération générale du travail.

fait, il restera à assurer la représentation des corporations dans l'Etat. Mais, pour ce faire, il est déjà besoin du concours de l'Etat. Et c'est pourquoi tant d'esprits [de toute origine et de tous horizons politiques, convergent aujourd'hui vers une réforme de l'Etat qui admette, sous un mode quelconque, les professionnels à dire tout de suite leur mot, sans attendre d'être organisés en corporations]. Et le président de la Confédération française des professions, qui attend plus du travail lent qui s'opère dans les esprits que de l'introduction hâtive de méthodes qui ne conviendraient pas au tempérament français, se réjouit de retrouver la pensée directrice du programme de Saint-Etienne dans la proposition déposée par le député Louis Sellier, tendant à insérer dans la constitution « une disposition érigeant au nombre des institutions de l'Etat le pouvoir économique, dans la forme de Conseils économiques régionaux et d'un Conseil national économique, élus par les organisations professionnelles ».

Dès le dépôt, par le gouvernement, le 10 janvier 1935, du projet de loi sur les ententes industrielles, la Confédération française des professions consulte ses sections. Deux grosses objections sont faites : la première, que le projet ne s'adapte pas aux petites entreprises et permet la concurrence entre les régions ; la seconde, qu'il ne prévoit pas une large collaboration des organisations syndicales d'employés et d'ouvriers. Toutes les sections constatent cependant que le projet indique une poussée de l'idée d'organisation professionnelle. La confédération approuve, dans le même esprit, les grandes lignes du décret-loi du 30 octobre 1935, sur l'entente dans la soierie, qui devint caduc faute d'avoir réuni les pourcentages d'adhésion exigés. C'est encore, en lui reconnais-

sant la valeur d'une étape, qu'elle salue la réforme du Conseil national économique, telle qu'elle a été introduite par la loi du 19 mars 1936, estimant que le Conseil, bien que toujours organisme à caractère consultatif, mais pouvant se saisir d'office de tout projet de loi d'ordre économique, ne tardera pas à acquérir un prestige et une influence croissante sur l'opinion publique et le Parlement. De plus, par l'intermédiaire de ce Conseil, une plus grande liaison sera assurée entre organisations économiques et groupements professionnels, d'une part, et pouvoirs publics d'autre part. Mais on n'en reste pas moins très éloigné de la conception du programme de Saint-Etienne. Entre temps avait eu lieu la Semaine sociale d'Angers, du 22 au 28 juillet 1935. Elle était consacrée à l'organisation corporative. Elle fut l'occasion, pour le président de la Confédération française des professions, de développer¹ les thèses maintenant mûrement réfléchies de cette organisation sur la « structure de l'autorité corporative ». Il commence par constater que, des leçons qui ont précédé la sienne, il reste qu'un régime corporatif moderne est une condition du rétablissement de l'ordre dans la production, qu'à la corporation échoient des fonctions économiques et des fonctions sociales, qu'il existe déjà en France des éléments d'organisation auxquels les besoins de la vie économique et sociale autant que les progrès latents de l'idée corporative ont donné naissance. Puis il passe à la méthode préconisée par la Confédération française des professions. Elle ne consiste pas dans un

1. *Semaines sociales de France*, Angers, 28^e session, 1935, « L'organisation corporative ». Compte rendu *in extenso* des cours et conférences, J. Gabalda et C^{ie}, Paris, 1935. La leçon d'ouverture a été donnée, comme pour les semaines précédentes, par M. E. Duthoit, président de la Commission générale des semaines sociales.

programme rigide, et en cela, elle se sépare autant du plan de la Confédération française des travailleurs chrétiens que de celui de la Confédération générale du Travail¹. Avant tout, elle veut être réaliste. A cet effet, elle demande que soient utilisés les éléments d'organisation existants. Enfin, avec la C.F.T.C., elle considère qu'un des principes de base doit être la liberté syndicale, non seulement par le fait que les syndicats doivent pouvoir se constituer et se développer librement, mais que tous doivent avoir la possibilité d'être représentés. La Confédération française des professions est donc aussi bien adversaire du syndicat unique que du monopole syndical.

Pour les éléments d'organisation existants, M. Zamski distingue entre les éléments professionnels et les éléments interprofessionnels. Au premier rang des premiers vient le syndicat, et nous venons de voir que les patrons catholiques français désirent qu'une formule de liberté lui laisse son dynamisme et permette, avec son aide, une construction corporative, laquelle prendra d'abord la forme d'une commission mixte, puis celle d'un conseil

1. Indiquons rapidement que le plan de la C.F.T.C. envisage la reconnaissance du « corps professionnel », basé sur le syndicat librement constitué, et se développant en conseils régionaux du travail, couronnés par le Conseil supérieur du travail. Parallèlement, il demande l'organisation d'une juridiction du travail ayant à sa base les actuels conseils de prud'hommes, puis des cours régionales et une haute Cour de justice sociale. Il demande également l'institution d'un « corps économique » fondé sur le Conseil d'entreprise, se développant par des conseils régionaux et aboutissant au Conseil national économique actuel, mais profondément réformé dans sa constitution et ses pouvoirs. (Le plan de la C.F.T.C., éditions Spes, Paris, 1936).

Le plan de la C.G.T. prévoit, entre autres, un Conseil général des industries nationalisées et un Conseil supérieur de l'économie composé de représentants des organisations patronales et ouvrières, mais seulement des plus représentatives, et, en plus, des artisans, des professions libérales, des consommateurs et des coopérateurs.

corporatif, pour aboutir à la corporation¹. Quelle sera la situation des organismes patronaux tels que cartels, consortiums, comptoirs, participations ? Ils doivent être utilisés dans l'évolution qui mène à la corporation, mais en prenant des précautions pour que, dans la formation de la société corporative, on ne donne pas aux buts spécifiquement économiques le pas sur les préoccupations professionnelles et sociales. Une des conditions essentielles pour la sécurité de l'organisation corporative devra être la publication des buts et des conditions de ces cartels.

Ceci posé, il y a lieu de définir le champ d'action de la corporation. Il a été dit déjà qu'elle doit avoir des attributions d'ordre social et d'ordre économique. Ce seront les conditions de travail, les salaires, les conflits professionnels, l'enseignement professionnel, la prévoyance sociale. Les attributions d'ordre économique seront plus difficiles à établir. Peut-être faudra-t-il autant de sections qu'il y aura de questions à résoudre, le nombre variant d'une corporation à l'autre, suivant l'ordre des préoccupations. La compétence sera la loi, la profession ne sera pas livrée à la force aveugle du nombre. Toutefois, même dans les questions techniques, l'avis des deux parties devra être entendu. Ce sera à la corporation, en se don-

1. Interprétant la pensée de M. Zamanski nous ajouterons que le Conseil corporatif sera constitué par tous les syndicats patronaux et ouvriers de la profession qui désireront en faire partie. La représentation pourrait se faire par le jeu d'une délégation patronale élue par les syndicats patronaux et d'une délégation ouvrière, en nombre égal, élue par les syndicats ouvriers. La corporation, une fois créée, sera dirigée par le Conseil corporatif et administrée par lui dans la mesure où elle aura un patrimoine. Comme on le verra plus loin, il y aurait intervention du législateur pour le passage de l'étape : conseil corporatif à celle de la corporation, de même pour dépasser le stade des commissions mixtes.

nant ses règles d'organisation, à prévoir prudemment le fonctionnement de ses sections. A l'Etat appartiendra le contrôle et l'homologation de ces règles.

A cela ne se limitera pas l'intervention de l'Etat. Les Commissions mixtes, devenues conseil corporatif, élaboreront des conventions collectives¹ qui seront les règlements corporatifs. Ces conventions collectives devront avoir force obligatoire pour la profession ou branche de profession déterminées. Elles devront s'étendre à tous, qu'ils soient ou non affiliés aux syndicats formant la corporation. L'homologation donnant force de loi aux règlements corporatifs devra être soit spéciale pour chaque accord ou règlement intervenus, soit générale, habilitant le conseil corporatif à édicter, sous certaines conditions, des règlements obligatoires. Mais cette dernière étape ne sera franchie que lorsque le « corps professionnel sera devenu assez conscient, assez agissant, assez compact pour la légitimer ».

De même, la loi qui établira les corporations ne devra pas trancher en faveur d'une ou autre forme. Le groupement se fera-t-il par spécialité : filature, tissage, ... ou par catégories, suivant l'exemple italien, par exemple toutes les professions concourant à la fabrication des vêtements ? La corporation sera-t-elle à un, deux ou trois degrés, nationale, régionale, locale ? Là encore, une grande souplesse devra être laissée. « Conduisons, mais ne forçons pas l'évolution ».

Viennent ensuite les organismes interprofessionnels.

1. Sous ce terme, il ne faut pas seulement comprendre les conventions sur les conditions de travail, mais éventuellement celles sur l'ensemble de l'économie de la profession. Les « ententes industrielles » se trouveraient, de ce fait, emboîtées dans la corporation.

Il ne peut y avoir des corporations que par profession, mais de profession à profession il peut exister des intérêts connexes. Rien n'empêchera les corporations de se concerter et d'établir des règlements intercorporatifs. Au-dessus d'elles, il y a des intérêts plus étendus : ceux d'une grande branche d'industrie, ceux d'une classe entière de la production, ceux de l'économie nationale. Et nous retrouvons le système préconisé au Congrès de Saint-Etienne : chambres de commerce, d'agriculture, des métiers, conseils du travail, en organisation locale ou régionale, puis nationale, avec, au sommet de l'édifice, le Conseil national économique. Une variante est apportée pour coordonner l'ensemble : dès que les conseils corporatifs seraient formés, ils éliraient, selon le cas, les chambres de commerce, d'agriculture et des métiers.

Telle est la ligne d'évolution que voit M. Zamanski. Comme réalisation immédiate, il demande que dans chaque profession quelques-uns aillent de l'avant, se groupent et tentent l'expérience suivant l'exemple des commissions mixtes, donné par les organisations professionnelles catholiques¹. Concurrément, au sommet, un effort législatif : vote de la proposition de loi déposée le 6 juillet 1933 sur l'extension de la convention collective² ;

1. Peut-on parler d'expérience corporative dans la loi du 22 mars 1936 « tendant à protéger l'industrie de la chaussure », complétée par l'arrêté du 26 mars 1936 ? Pendant deux ans, l'ouverture, l'agrandissement de nouvelles entreprises, de nouveaux magasins de détail, ne sera possible qu'avec l'autorisation du Ministre du Commerce, après avis d'une commission composée de représentants du Ministre du Commerce, du Ministre de l'Intérieur, du Ministre du Travail, de la Fédération nationale des syndicats de la chaussure de la C.G.T. Il semble qu'il n'y ait là rien de plus qu'une entorse à la liberté du commerce et de l'industrie !

2. La loi du 24 juin 1936, modifiant et complétant le chapitre IV bis « de la convention du travail » du titre II du Livre I^{er} du Code du travail, a pourvu à cette extension. Tout en l'approuvant dans son principe comme conduisant à l'organisation corporative, la Confédération fran-

étude d'une loi corporative confiant le pouvoir réglementaire à une profession dès que celle-ci sera parvenue à un point d'organisation à déterminer. De plus, une série de lois, adaptant — selon ce qui a été dit plus haut — les élections aux Chambres de commerce, d'agriculture, de métiers, et au Conseil supérieur du Travail, transformant les réunions des présidents des chambres en chambres nationales, avec mission d'étudier les lois de leur compétence¹, basant sur le suffrage de ces chambres nationales le Conseil national économique et donnant mission à ce dernier de réviser et de présenter au vote des chambres politiques toutes les lois d'ordre économique et social².

gaise des professions (de même que la Confédération française des travailleurs chrétiens) a protesté contre l'interprétation donnée dans l'art. 31, aux mots « organisations les plus représentatives », ces organisations étant appelées à constituer les commissions mixtes pour l'élaboration des conventions. Cette interprétation donne un monopole aux syndicats qui réunissent le plus grand nombre d'adhérents de la profession. La Confédération française des professions a protesté de même contre l'exclusion des syndicats chrétiens, comme du moyen et du petit patronat, de l'accord dit « Matignon » entre la Confédération générale du Travail et la Confédération générale de la production française (aujourd'hui Confédération générale du patronat français) qui a mis fin, en majeure partie, à l'agitation sociale de juin 1936. Elle n'a pas caché non plus le caractère de gravité que présentaient à ses yeux les occupations d'usine qui avaient précédé cet accord.

Ajoutons que la Confédération française des professions a donné son assentiment à la loi du 20 juin 1936 sur les congés payés, mais a manifesté ses craintes quant aux répercussions possibles, sur la hausse des prix, de la loi du 21 juin 1936 relative aux quarante heures.

1. Une première satisfaction a été donnée sur ce point, comme nous l'avons vu en analysant les travaux du congrès de Saint-Etienne. Par décret (décret-loi) du 30 octobre 1935, une assemblée permanente des présidents des Chambres d'agriculture a été instituée. Elle joue auprès du Ministre le rôle d'organe consultatif et représentatif.

La Chambre de commerce de Saint-Etienne, réunie le 1^{er} avril 1936, a émis le vœu que soit établi le statut d'une assemblée permanente des présidents des Chambres de commerce. Ce groupement serait un établissement public, doté de la personnalité civile. Il serait chargé d'être, auprès des pouvoirs publics, l'organe consultatif et représentatif du commerce et de l'industrie français.

2. Sur ce point également, nous l'avons dit précédemment, la demande de la Confédération française des professions a partiellement satisfaction, dans la loi du 19 mars 1936. Soit par le jeu de l'envoi qui lui en est fait,

Programme modeste aux yeux de certains, mais d'un incontestable réalisme. M. Zamanski, au nom de la Confédération française des professions, ne demande pas à une révolution politique l'amélioration de la production et de la distribution des richesses. Cheminer prudemment, lentement même quelquefois, mais ne pas avoir périodiquement à revenir sur ses pas. C'est toute la méthode de l'organisation patronale catholique, suivant en cela l'exemple millénaire que lui donne l'Eglise. Telle quelle, elle est cependant une des contributions les plus importantes que le patronat français ait, à ce jour, apportée à la solution des problèmes économiques et sociaux qui de tout temps ont assiégé l'humanité¹.

soit par évocation, le Conseil national économique a la possibilité d'examiner tous projets de loi ou propositions de loi d'ordre économique. Mais il n'est pas question des projets de loi d'ordre professionnel ou social. De plus, même pour les projets d'ordre économique, le Conseil national économique peut, s'il n'est pas consulté par le gouvernement, une des Chambres ou une commission parlementaire, ne pas se saisir d'office. Au contraire, la Confédération française des professions demande que ce soit pour lui une mission à laquelle il ne puisse se dérober.

1. Au moment de mettre sous presse nous apprenons (*Journée industrielle*, 2 septembre 1936) qu'un Comité technique, composé de représentants des ministères de l'Economie nationale, du Commerce, des Travaux publics et de la Justice, a inauguré ses travaux le 1^{er} septembre 1936, en vue de procéder à la préparation d'un projet de loi sur l'organisation professionnelle dans les industries. Le comité fera porter ses études sur les différents systèmes d'organisation professionnelle fonctionnant à l'étranger. Il examinera également la situation des ententes privées en France et la possibilité d'un contrôle à exercer sur elles. Il y a tout lieu de penser que ce comité s'inspirera, dans une certaine mesure, des principes et des méthodes de collaboration patronale et ouvrière préconisés par la Confédération française des professions.

CONCLUSION

Arrivé au terme de cette étude, il importe de faire le point. Nous nous sommes efforcé de donner avec le plus de simplicité possible l'essentiel de ce qu'il faut connaître de la doctrine sociale de l'Eglise pour comprendre la raison d'être d'une organisation professionnelle catholique, puis nous avons, à la suite de Léon Harmel, évoqué dans ses grandes lignes le mouvement d'idées qui, en France, avait conduit vers la fin du XIX^e siècle, à la création de syndicats patronaux et de syndicats ouvriers confessionnels. Rendant aux organisations qui l'ont précédée la justice qui leur est due, nous avons ensuite accompagné pas à pas la Confédération française des professions dans son développement, relevé les succès qu'elle a obtenus comme les difficultés qu'elle a rencontrées, sort qu'elle partage avec toutes les entreprises humaines. Quel est le bilan de ses efforts ?

L'examen de la progression du nombre des membres, le spectacle des contacts, faits autant d'estime que d'affection réciproque, qu'elle a établis avec les organisations ouvrières catholiques comme avec les associations-sœurs de Belgique et des Pays-Bas, le rayonnement qu'elle a su créer autour d'idées-forces comme la moralisation de la production et des échanges, la réforme de l'Etat, le corporatisme d'évolution, montrent qu'il s'agit là d'un groupement d'intelligences et de volontés ayant atteint

une pleine maturité, mais loin encore d'avoir épuisé le dynamisme qui l'anime.

Au cours de la deuxième décade qu'elle va inaugurer de son existence, la Confédération française des professions se propose d'aborder dans toute sa plénitude la tâche difficile entre toutes de pénétration du grand patronat. Nous avons essayé de montrer à quel point cette pénétration est pour elle non seulement désirable, mais essentielle. A défaut de cette pénétration, l'influence des patrons catholiques continuerait à ne se faire qu'imparfaitement sentir dans les grands conseils nationaux et internationaux. Même si l'organisation corporative qu'elle préconise se réalisait, les services qu'elle aurait rendus pour la faire éclore seraient vite oubliés et la Confédération française des professions risquerait d'être rangée parmi les bons conseillers, auxquels on reproche, à tort ou à raison, de n'avoir pas à supporter le poids des expériences qu'ils préconisent.

Aux amis de la Confédération française des professions deux raisons sont données d'espérer que cette nouvelle étape sera franchie. La première réside dans la continuité des œuvres de l'Eglise. Sachant s'adapter aux nécessités, souvent aux vicissitudes du moment, réaliste dans son action tout en restant au plus haut degré idéaliste dans ses buts, l'Eglise a su maintenir son autorité quand elle ne l'affermissait pas, à travers les révolutions politiques et les bouleversements sociaux qui se sont succédé depuis le début du christianisme. Cette continuité, toutes les organisations humaines qui se prévalent de l'Eglise s'en inspirent. On s'explique alors mieux la prudence, la timidité parfois de leur action. On comprend l'émotion que créa, dans les milieux catholiques, un Léon Harmel,

et la désapprobation même que lui valut dans le clergé, malgré l'appui amical que lui donnait Léon XIII, telle ou telle initiative qui paraissait prématurée, susceptible d'aller à l'encontre du principe de continuité. Cette ligne générale est suivie par le patronat catholique français. Après le groupement, en 1926, des forces éparses, nous assistons à une évolution lente, mais certaine. Quelques années de méditations et d'organisation intérieure, puis les congrès, l'essor donné aux commissions mixtes, les uns et les autres préparent les esprits à l'ébauche de réalisations futures : l'organisation nouvelle des professions et leur intégration dans l'Etat. Cette continuité dans l'effort renferme en elle-même une garantie pour l'avenir.

Une autre raison — et, en réalité, elle rejoint la première — est la croissance continue d'un mouvement de jeunesse patronale catholique. Nous l'avons signalé dans le corps de cet ouvrage, montrant quel était l'ordre de ses préoccupations, la hardiesse avec laquelle il abordait l'étude des grands problèmes auxquels l'humanité fait face à l'heure actuelle. Dans ses rangs figurent de futurs capitaines d'industrie, de grands commerçants de demain, des juristes qui feront autorité. Le flambeau passera des dirigeants actuels de la Confédération française des professions à ceux qu'ils auront formés et avec lesquels ils auront communiqué dans un même idéal.

C'est sur l'évocation de cet idéal que nous voulons terminer notre étude. Dans un monde assoiffé de jouissances, ayant le culte de la richesse, adonné à la recherche de satisfactions matérielles toujours plus nombreuses, des voix s'élèvent, revendiquant à l'humanité une mission plus haute. S'inspirant des enseignements de Léon XIII,

de l'Apôtre social, elles demandent aux possédants de répartir leurs richesses suivant les principes de la justice distributive ; elles réclament des conditions de travail équitables, qu'il soit permis à l'ouvrier et aux siens de mener une existence digne, à la mère de famille de rester au foyer et de donner à ses enfants les soins qu'ils sont en droit d'attendre, à ceux-ci de recevoir plus tard l'éducation qui conditionne le progrès. Aux déshérités, elles demandent de contribuer à ce relèvement en s'abstenant de prêcher la haine et la substitution par la violence de nouveaux possédants susceptibles de tomber dans les mêmes errements. Parmi ces voix, nous avons retenu celles qui viennent du patronat français catholique, prêt aux sacrifices que l'Eglise lui demande de consentir, n'aspirant en échange, dans ce monde, qu'à la satisfaction que donne la droiture de l'âme, la noblesse de la pensée. Quelles que puissent être les opinions politiques, et même religieuses, une telle attitude commande le plus grand respect¹.

1. Cette conclusion a été rédigée avant que prenne place l'agitation sociale de juin 1936. Il n'a pas paru désirable, malgré la gravité des événements qui se sont produits, de la modifier. Les principes de collaboration patronale et ouvrière, sur un pied d'égalité et d'estime réciproques, sans violence ni contrainte de part et d'autre, n'en conservent pas moins toute leur valeur. On est en droit d'espérer qu'ils s'épanouiront avec une vigueur nouvelle, quand un apaisement complet se sera produit. A cet égard, l'inauguration des travaux de la Commission interministérielle chargée d'élaborer un projet de loi tendant à l'organisation des industries sur le plan professionnel, que nous avons signalée à la fin du chapitre dernier, est d'un heureux augure.

Vu :

Le Président de Thèse :
Louis ROLLAND.

Vu :

Le Doyen de la Faculté :
Edgard ALLIX.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris :
S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

PREMIERE PARTIE

- Tiberghien** (Abbé P.). — *L'Encyclique Immortale Dei*, Editions Spes, Paris, 1913.
— *L'Encyclique Rerum Novarum*, Editions Spes, Paris, 1921.
Rutten (G.C.). O.P. — *La doctrine sociale de l'Eglise*, Les éditions du Cerf, Juvisy, 1932.

DEUXIEME PARTIE

- Quitton** (G.). S. J. — *Léon Harmel, 1829-1915*, 2 vol. Editions Spes, Paris, 1933.
— *Léon Harmel et l'initiative ouvrière*, Editions Spes, Paris, 1929.
Prélot (Abb. R.). — *L'œuvre sociale du Chanoine Dehon*, Editions Spes, Paris, 1936.
Villey (Etienne). — *L'organisation professionnelle des employeurs dans l'industrie française*, Librairie Félix Alcan, Paris, 1923.

TROISIEME PARTIE

- Collection de la Revue *L'Efficiencie*, de la Confédération française des professions.
Collection de *La Revue des professions*, de la Confédération française des professions.
Perrin (A.). — « Le syndicat central des Unions fédérales », *L'Action Populaire*, 3^e série, n° 36.
La Vie catholique, 15 mai 1935.
Le plan de la C.F.T.C., Editions Spes, Paris, 1936.
Arnou (A.). S.J. — *L'organisation internationale du travail et les catholiques*, Editions Spes, Paris, 1933.
Moreux (R.). — *L'ordre économique nouveau*, Editions de l'Ordre économique nouveau, Paris, 1936.
Muller (A.). S. J. — *La politique corporative*, Editions Rex, Bruxelles, 1935.
Zamanski (J.). — « Forces nouvelles », Editions Spes, Paris, 1933.
L'organisation corporative, *Semaines sociales de France*, Angers, 28^e session, 1935, J. Gabalda et C^{ie}, Paris, 1936.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	1
--------------------	---

PREMIERE PARTIE

LA BASE DOCTRINALE	5
---------------------------------	----------

Chapitre I. — Société civile et société religieuse	9
— II. — L'Eglise devant le problème de la propriété ...	13
— III. — Le rôle de l'Etat	27
— IV. — L'organisation professionnelle	32

DEUXIEME PARTIE

LEON HARMEL	45
--------------------------	-----------

Chapitre V. — Le Val-des-Bois	49
— VI. — Léon Harmel et l'action syndicale	68

TROISIEME PARTIE

LA CONFEDERATION FRANÇAISE DES PROFESSIONS	93
---	-----------

Chapitre VII. — Organisation intérieure	110
— VIII. — Les Congrès	123
— IX. — Les commissions mixtes	145
— X. — L'action internationale	153
— XI. — Rapports avec le patronat non confessionnel	169
— XII. — Devant le corporatisme	178

CONCLUSION	193
-------------------------	------------

BIBLIOGRAPHIE	197
----------------------------	------------

Imp. F. BOISSEAU, 34, rue du Taur, 34 — Toulouse, (France)

